

**DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE**

Projet de fonderie de recyclage de chutes d'aluminium

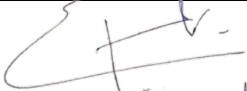

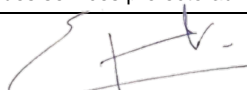
Pièce jointe n°46

Description du projet

**Société Aluminium Foundry France
38 route de Chauny
80 400 HAM**

16 Juin 2023

Révision du document

15.1-19	27/02/2024	Version finale	visa client	
14.0-19	19/01/2024	Version finale	visa client	
13.2-19	16/01/2024	Version provisoire – Intégration des commentaires de AFF et cohérences avec les autres PJ		
12.2-19	10/01/2024	Version provisoire – Intégration des commentaires de AFF et cohérences avec les autres PJ		
11.3-19	04/01/2024	Version provisoire – Reprise suite aux commentaires des services préfectoraux		
10.2-19	16/06/2023	Version finale	visa client	
9.0-19	18/05/2023	Version provisoire – Reprise suite à la visioconférence du 17/05/2023		
8.1-19	12/05/2023	Version provisoire – Reprise du dossier suite au retour de l'AR, des PID gaz et des visioconférences		
7.2-19	23/04/2023	Version provisoire – Reprise du dossier suite au retour de l'AR et des visioconférences		
6.0-19	20/02/2023	Version provisoire – Reprise du dossier suite aux visio conférences		
5.3-19	26/08/2021	Version provisoire – Redémarrage du dossier		
5.0-19	19/05/2020	Version provisoire – Commentaires de la visio conférence du 12/05/2020		
4.1-19	15/05/2020	Version provisoire – Préparation pour la visioconférence du 15/05/2020		
3.2-19	25/04/2020	Version provisoire – Commentaires de la visio conférence du 10/04/2020		
2.0-19	09/05/2019	Version provisoire – Commentaires de la réunion du 30/04/2019		
1.5-19	10/04/2019	Version originelle en première lecture		
n° version du document	Date de révision	Détail de la révision		

Chapitre 1. Présentation du dossier	7
1.1. Contexte de la demande	7
1.2. Rôles et responsabilités	7
1.3. Contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale	8
1.4. Déroulement des procédures administratives	8
1.4.1. Déroulement de la procédure d'autorisation d'exploiter et de l'enquête publique	8
1.4.2. Déroulement de l'enquête publique	11
1.4.3. Délivrance de l'autorisation d'exploiter	12
1.4.4. Procédures connexes au présent dossier	12
1.5. Bases documentaires	13
1.5.1. Ordre de priorité	13
1.5.2. Directives européennes	14
1.5.3. Réglementation française	14
1.5.4. Code de la construction et de l'habitation	15
1.5.5. Normes, règles ou recommandations en terme d'assurance imposées dans les textes réglementaires en France	15
1.5.6. Guides consultés dans le cadre du dossier	16
1.6. Limite de l'étude	16
1.7. Stratégie industrielle	17
1.7.1. Restrictions à la propriété industrielle.	17
1.7.2. Restrictions à la prévention des actes de malveillance.	17
1.7.3. Restrictions à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles.	18
Chapitre 2. Présentation du projet	19
2.1. Le projet : objet du dossier	19
2.2. Présentation du demandeur	19
2.2.1. Identité juridique du pétitionnaire	19
2.2.2. Emplacement géographique du projet	20
2.2.3. Historiques	21
2.2.4. Nature et volume des activités	23
2.2.5. Capacités techniques et financières	23
2.3. Description des bâtiments	23
2.3.1. Agencement des bâtiments	23
2.3.2. Description constructive	26
2.4. Description technique des futures activités	29
2.4.1. ACT 1. Procédé de transformation des chutes en aluminium	29
2.4.2. Description des activités annexes	34
2.5. Description des utilités	36
2.5.1. UTI 1. Électricité.	36
2.5.2. UTI 2. Circuit de compression d'air.	37
2.5.3. UTI 3. Installations de combustion.	37
2.5.4. UTI 4. Tours-aéroréfrigérantes.	38

2.5.5.	UTI 5. Recharge des accumulateurs électriques.	38
2.5.6.	Description des équipements sous pression	39
2.5.7.	Description des circuits d'alimentation du gaz.	39
2.6.	Description des moyens de suivi et de surveillance	40
2.7.	Description des moyens de d'intervention en cas d'incident ou d'accident	40

Chapitre 3. Situation administrative **41**

3.1.	Situation administrative demandée	41
3.1.1.	Nomenclature ICPE	41
3.1.2.	Statut Seveso	42
3.2.	Nomenclature « étude d'impact »	42
3.3.	Nomenclature « loi sur l'eau »	43
3.4.	Périmètre IED et BREFs associés	44
3.5.	Communes concernant par le rayon d'affichage	45
3.6.	Garanties financières	46
3.6.1.	Objet des garanties	47
3.6.2.	Montant des garanties	47
3.7.	Conditions de remise en état du site après exploitation	47
3.7.1.	Cadre réglementaire	47
3.7.2.	Objectifs de la remise en état du site	48
3.7.3.	Usage futur du site	48

Annexes **49**

Liste des cartographies

Cartographie 1. Communes visées par le rayon d'affichage de 3 km	46
--	----

Liste des figures

Figure 1. Étapes de la procédure d'autorisation environnementale (source : Ministère en charge de l'écologie)	10
Figure 2. Tableau récapitulatif de l'activité projetée	19
Figure 3. Frise chronologique du projet	23
Figure 4. Intrants et sortants de l'activité	23
Figure 5. Implantation des bâtiments avec le projet (source INGEROP, 2023)	25
Figure 6. Procédé général de la transformation des chutes en aluminium	30
Figure 7. Principe général du système de traitement des fumées de combustion	35
Figure 8. Schéma simplifié de la fourniture en gaz de ville.	40

Liste des tableaux

Tableau 1. Présentation juridique du pétitionnaire	20
Tableau 2. Étapes principales du projet	22
Tableau 3. Dispositions constructives du futur bâtiment de production	27
Tableau 4. Tableau de nomenclature ICPE	42
Tableau 5. Tableau des catégories de projet (art. R122-2 du code de l'environnement)	43
Tableau 6. Tableau de nomenclature IED	44

Acronymes et abréviations

AP	Arrêté Préfectoral
APS	Automate Programmable de Sécurité
DDAE	Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale
DPPR	Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques
DREAL	Direction Régionale de l'Équipement, de l'Aménagement et du Logement
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
PLU	Plan Local d'Urbanisme
SNCC	Système Numérique Contrôle Commande
SUP	Servitudes d'Utilité Publique

Acronymes et abréviations spécifiques au site

AFE	Aluminium France Extrusion
AFF	Aluminium Foundry France
AFH	Aluminium France Holding
ASG	Aluminium Solution Group
ESS	Environnement Santé Sécurité
MPS	Matières Premières Secondaires

Chapitre 1. Présentation du dossier

1.1. Contexte de la demande

L'activité de la nouvelle société AFF sera spécialisée dans la **fonderie de recyclage des chutes d'aluminium de 90 000 tonnes de capacité** provenant principalement de matière à recycler permettant de produire des billettes destinées à ALUMINIUM SOLUTION GROUP et au marché Européen. Ce projet sera intégré géographiquement sur le site ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION à HAM.

Dans le cadre de ce projet, il sera construit un nouveau bâtiment de production en lieu et place d'une partie du bâtiment déjà démolie qui avait pour activité la fonderie. Cette nouvelle construction a obtenu une promesse de bail à construction auprès de AFE sur le site de la société AFF.

En outre, les futures installations qui seront exploitées par AFF seront classées au titre de la directive IED (rubrique **3250 « Transformation de métaux non ferreux »**). Conformément à l'annexe de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, le projet sera donc soumis à évaluation environnementale.

Nous avons ainsi bâti le dossier en considérant la définition du projet selon l'art. L122-1.I du code de l'environnement comme suit :

(...) Projet : la réalisation de travaux de construction, d'installations ou d'ouvrages, ou d'autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, y compris celles destinées à l'exploitation des ressources du sol (...)

1.2. Rôles et responsabilités

CG2I est le Contractant général qui est le dépositaire du permis de construire et AFF est le Maître d'ouvrage qui est le demandeur, en tant qu'exploitant du projet.

1.3. Contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est conforme, dans son fond et dans sa forme aux articles L. 181-8 (partie législative) et R. 181-13 à R. 181-15 (partie réglementaire) du Code de l'Environnement. La complétude du dossier via le CERFA n° 15964 est jointe au dossier [Ann. ND 1].

1.4. Déroulement des procédures administratives

1.4.1. Déroulement de la procédure d'autorisation d'exploiter et de l'enquête publique

A noter que le permis de construire étant soumis à enquête publique, le présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter et le permis de construire feront l'objet d'une enquête publique unique comme le prévoit le code de l'environnement dans son article R.123-7.

1.4.1.1. Procédure de la demande d'autorisation d'exploiter

La procédure régissant les demandes d'autorisation d'exploiter en matière d'ICPE est définie par le Titre 1er du Livre V du code de l'environnement.

Les articles R. 512-2 à R. 512-27 du code de l'environnement, définissent notamment le contenu de la demande d'autorisation d'exploiter et la procédure associée. Ils précisent aussi les dispositions complémentaires, applicables aux ICPE, par rapport à celles définies dans le code de l'environnement au Livre I, Titre II, Chapitre II, Section 1 : « Etudes d'impact des travaux et projets d'aménagement ».

En effet, tout exploitant d'une (ou plusieurs) installations relevant du régime d'autorisation imposé par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement doit obtenir une autorisation préfectorale d'exploiter l'installation visée.

Le déroulement de la procédure d'autorisation implique les étapes suivantes :

- réalisation d'un dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter sur le projet répondant aux exigences réglementaires en la matière
- dépôt de ce dossier en Préfecture
- vérification de la recevabilité du dossier par le service instructeur
- avis de l'autorité environnementale compétente dans les conditions définies par les articles R. 122-1-1 à R. 122-8 du code de l'environnement, cet avis devant être rendu dans un délai de 2 mois à compter de la notification du dossier reconnu complet par le service instructeur pour les projets relevant de l'article R. 122-6 III (cas général des ICPE)
- examen du dossier par un ou des Commissaires Enquêteurs désignés par le Tribunal Administratif
- réalisation d'une Enquête Publique, d'une durée de 1 mois minimum et de 3 mois maximum, sur la commune où doit être implantée l'installation ainsi que sur les communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source
- avis des différents services de l'Etat ainsi que des communes concernées par l'enquête publique

- élaboration d'un rapport d'enquête publique par le ou les Commissaires Enquêteurs
- élaboration d'un projet d'Arrêté Préfectoral par le service instructeur et consultation par le Préfet du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)
- décision du Préfet d'autoriser ou non l'exploitation (délivrance au pétitionnaire de l'Arrêté Préfectoral).

Le déroulement de la procédure d'autorisation est décrit dans la figure ci-après, qui indique notamment la façon dont l'enquête publique s'insère dans cette procédure, conformément aux dispositions de l'article R. 123-7 du code de l'environnement.

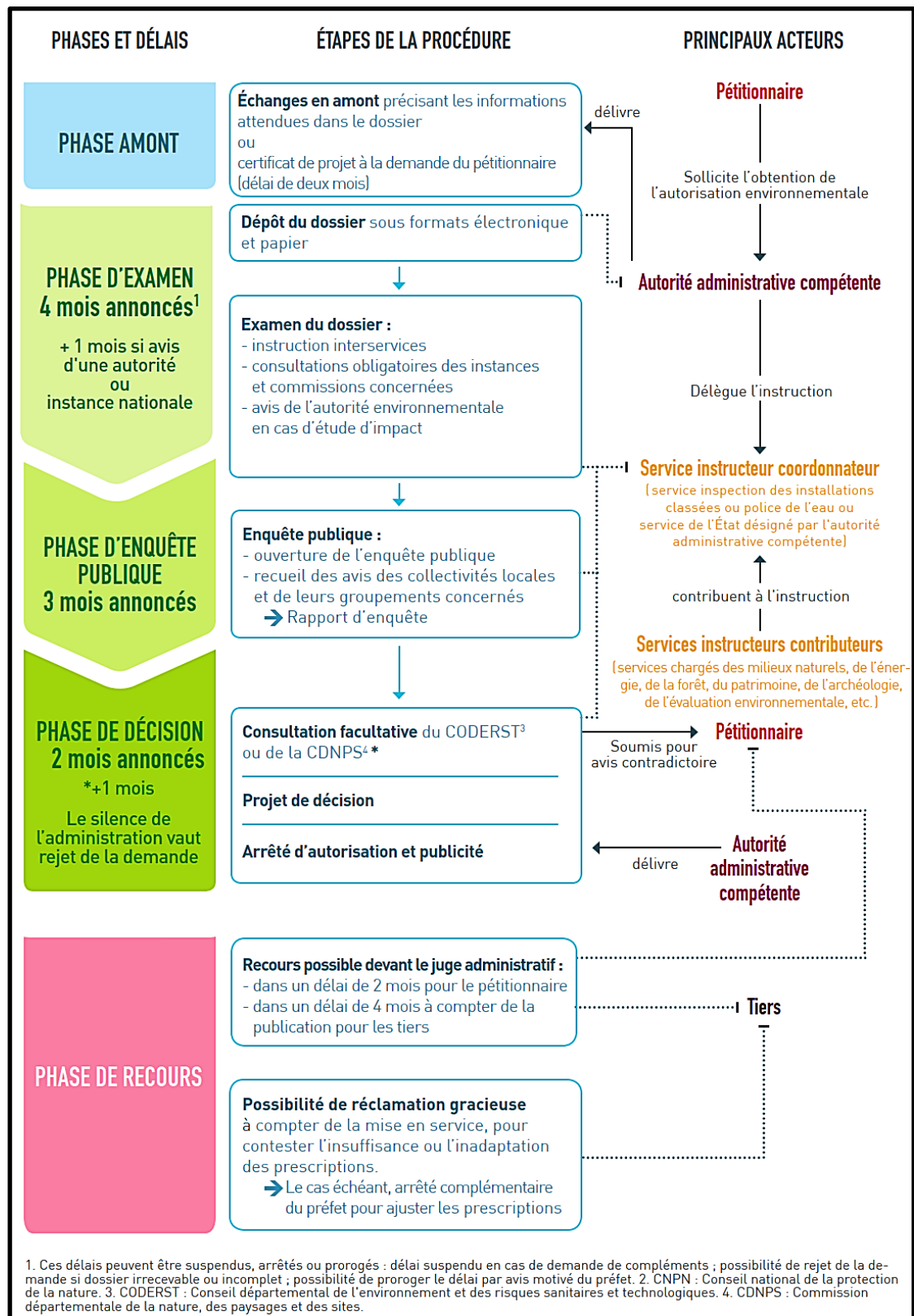


Figure 1. Étapes de la procédure d'autorisation environnementale (source : Ministère en charge de l'écologie)

Outre la commune d'implantation de l'installation, les communes environnantes dont tout ou partie du territoire est situé à une distance, prise à partir du périmètre de l'installation, inférieure au rayon d'affichage sont nécessairement considérées comme concernées (article R. 512. 14 III du code de l'environnement). Le rayon d'affichage est défini par la nomenclature des ICPE (définie en annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement) et dépend du type d'activité considéré. *

Parallèlement au dépôt du présent dossier de demande d'autorisation, il est déposé une demande de permis de construire [se reporter au **paragraphe 1.4.4.1**].

En outre, il est rappelé (article L. 214-1 du code de l'environnement) que les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ne relèvent pas de la procédure d'autorisation ou de déclaration prévue par le Titre I du Livre II du code de l'environnement, concernant l'eau et les milieux aquatiques, à l'exception des articles suivants :

- L. 211-1 : principe de gestion équilibrée de ces ressources
- L. 212.1 à L. 212-7 : compatibilité de l'installation avec le ou les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
- L. 214.8 : nécessité de moyens de mesure et d'évaluation des prélèvements et déversements appropriés.

1.4.2. Déroulement de l'enquête publique

Le Chapitre III du Titre II du Livre Ier du code de l'environnement est consacré aux enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement. A ce titre, la réalisation d'aménagements, d'ouvrages ou de travaux exécutés par des personnes publiques ou privées est précédée d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre, lorsqu'en raison de leur nature, de leur consistance ou du caractère des zones concernées, ces opérations sont susceptibles d'affecter l'environnement. Ainsi, cette enquête publique est régie par :

- les articles L. 123-1 à L. 123-19 du code de l'environnement ;
- les articles R. 123-1 à R. 123-24 du code de l'environnement ;
- l'article R. 512-14 du code de l'environnement qui concerne spécifiquement la procédure d'autorisation des installations classées.

L'article R. 123-1 du même code indique la liste des catégories d'aménagements, d'ouvrages et de travaux devant être précédés d'une enquête publique en application de l'article L. 123-1.

L'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations et ses remarques sur le projet afin de permettre au Préfet de disposer de tous les éléments nécessaires à son information avant de prendre une décision sur la demande d'autorisation d'exploiter.

Cette enquête se déroule sous la surveillance d'un Commissaire Enquêteur ou d'une commission d'enquête qui peut répondre aux questions du public.

Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, estime nécessaire d'apporter à celui-ci des modifications substantielles, l'enquête publique peut être suspendue pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

Parallèlement à l'enquête publique sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation :

- le Conseil Municipal de la commune d'implantation de l'installation projetée, ainsi que celui des autres communes concernées (article R. 512-20 du code de l'environnement);
- les services administratifs intéressés (article R. 512-21 du code de l'environnement).

A l'issue de l'enquête publique, le cas échéant, après production par le demandeur d'un mémoire en réponse aux observations recueillies (Articles R. 123-18 et R. 123-19 du code de l'environnement) :

- Le Commissaire Enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies ;
- Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public ;
- Le Commissaire Enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet ;
- Le Commissaire Enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Une copie du rapport et des conclusions est également adressée à la Mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la Préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Lorsqu'elle a publié l'avis d'ouverture de l'enquête sur son site internet, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

1.4.3. Délivrance de l'autorisation d'exploiter

Au vu du dossier d'enquête et des avis susvisés, l'Inspecteur des Installations Classées établit un rapport sur la demande d'autorisation et sur les résultats de l'enquête ; ce rapport est présenté au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), assorti de propositions soit de refus de la demande, soit de prescriptions à appliquer à l'installation. Le demandeur a la possibilité d'être entendu par le CODERST (article R. 512-25 du code de l'environnement).

Sauf prorogation par arrêté motivé, après les éventuelles observations du demandeur sur le projet d'arrêté statuant sur la demande, le Préfet statue dans les trois mois à partir du jour de réception par la Préfecture du dossier de l'enquête transmis par le Commissaire Enquêteur (article R. 512-26 du code de l'environnement).

1.4.4. Procédures connexes au présent dossier

1.4.4.1. Permis de construire

Le bâtiment d'une surface de 4 781 m² dans lequel sera implanté la production sera construit sur une plateforme vierge (les bâtiments existants F3, H1 - G2 - G3 - K1 - K2 - K3 - L2 et D1 complète-

ront le projet Recycl'Extrusion). Une plateforme de 970 m² sera mise en place pour implanter les tours aéroréfrigérantes. Le permis de construire sera déposé par le contractant général à la mairie de HAM, conjointement au présent dossier. Le récépissé de dépôt du permis de construire est mis en **Ann. ND 5**.

En outre, la démolition des bâtiments L6, L3-L4, N1-N2, M-C, une partie de F3, F3', T2-T3 et V1-V2 pourra être réalisée avant celle de l'autorisation environnementale dans la mesure où la démolition ne portera pas atteinte aux intérêts protégés par l'autorisation.

1.4.4.2. Autorisation de défrichement

Les nouvelles installations seront implantées dans ou à proximité des bâtiments existants sur des parcelles qui ne nécessiteront pas d'être défrichées. La construction des installations projetées ne nécessite donc pas de demande d'autorisation de défrichement.

1.4.4.3. Archéologie préventive.

Selon l'article **L. 521-1** du Code du Patrimoine, l'archéologie préventive, qui relève des missions du service public, est partie intégrante de l'archéologie. Elle est régie par les principes applicables à toute recherche scientifique. Elle a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

Dans le cadre du projet et selon l'article L. 522-5 du Code du Patrimoine, le projet est situé sur un sous-sol faisant l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation **[Ann. ND 4]**

1.5. Bases documentaires

1.5.1. Ordre de priorité

Les règles et règlements doivent être suivis dans l'ordre suivant :

- Règlements européens ou directives européennes
- Règlementation française (lois, codes, décrets, arrêtés et circulaires)
- Plans ou schémas directeurs imposées au travers des textes réglementaires
- Normes, règles ou recommandations en terme d'assurance imposées au travers des textes réglementaires
- Documents techniques imposés au travers des textes réglementaires
- Norme européenne EN ou normes techniques reconnues et harmonisées (DIN, ISO, VDI, NFPA, etc.).
- Lignes directrices et spécifications du site

En cas de conflit d'exigences entre des documents de même niveau de priorité, les plus strictes s'appliqueront.

1.5.2. Directives européennes

- [Ref. 1.] Décision d'exécution (UE) 2016/1032 de la commission du 13 juin 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, dans l'industrie des métaux non ferreux
- [Ref. 2.] Best Available Techniques (BAT) Reference Document for the Non-Ferrous Metals Industries (Juillet 2017)

1.5.3. Règlementation française

1.5.3.1. Code de l'urbanisme, plans ou schémas relatifs aux règles d'urbanisme

- [Ref. 3.] Code de l'urbanisme : L212-10 et R122-2

1.5.3.2. Code de l'environnement.

- [Ref. 4.] Code de l'environnement Art. L181-14 et L181-15 (modification substantielle), R515-59 (transposition de la directive IED), L.125-9 (dossier d'autorisation environnementale)
- [Ref. 5.] Décrets n°2017-81 et n°2017-82 du 26 Janvier 2017 relatif à l'autorité environnementale qui permet aux exploitants de simplifier et de regrouper les procédures d'autorisation de certains projets.
- [Ref. 6.] Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale
- [Ref. 7.] Note du 20 Décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement
- [Ref. 8.] Arrêté du 05 février 2020 pris en application « du point V de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitat » (Titre de l'arrêté applicable à compter du 1er juillet 2023) - au lieu de la référence à « l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme »
- [Ref. 9.] Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation
- [Ref. 10.] Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- [Ref. 11.] Arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement
- [Ref. 12.] Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04 Mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.
- [Ref. 13.] Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003
- [Ref. 14.] MEDDTL. Guide relatif à la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études des dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003

- [Ref. 15.] Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.
- [Ref. 16.] Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement
- [Ref. 17.] Décret n°2011-829 du 11 juillet 2011 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au plan climat-énergie territorial
- [Ref. 18.] Circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation.
- [Ref. 19.] Note d'information n°DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués
- [Ref. 20.] Note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués - Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007
- [Ref. 21.] Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

1.5.3.3. Notes

- [Ref. 22.] Note de doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation validée le 30 janvier 2017 –DREAL Hauts-de-France – Service Risques

1.5.4. Code de la construction et de l'habitation

- [Ref. 23.] Arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la classification des matériaux de construction en fonction de leur réaction au feu.

1.5.5. Normes, règles ou recommandations en terme d'assurance imposées dans les textes réglementaires en France

1.5.5.1. Règles techniques

- [Ref. 24.] Document technique D9. Défense extérieure contre l'incendie. Guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau
- [Ref. 25.] Document technique D9A. Défense extérieure contre l'incendie et rétentions. Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction

1.5.5.2. Référentiel APSAD

- [Ref. 26.] R4. Extincteurs portatifs et mobiles
- [Ref. 27.] R7. Détection automatique d'incendie
- [Ref. 28.] R15. Ouvrages séparatifs coupe-feu

- [Ref. 29.] R16. Fermetures coupe-feu
[Ref. 30.] R17. Désenfumage - Systèmes de désenfumage naturel

1.5.6. Guides consultés dans le cadre du dossier

Pour réaliser le dossier de demande d'autorisation environnementale, le C.I.P.E.I. s'est appuyé sur les documents suivants :

- [Ref. 31.] Ministère de l'environnement. Guide des bonnes pratiques. Legionella et tours aéroréfrigérantes (Juin 2001)
[Ref. 32.] BRGM. Guide d'application de l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 relatif à la rubrique 1.1.0. de la nomenclature eau - Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain non domestique exécuté en vue de la recherche, de la surveillance ou d'un prélèvement d'eau souterraine » (Septembre 2004)
[Ref. 33.] INERIS Ω 10. Évaluation des Barrières Techniques de Sécurité (01/09/2008)
[Ref. 34.] INERIS. Ω 20. Démarche d'évaluation des Barrières Humaines de Sécurité (21/09/2009)
[Ref. 35.] INERIS Ω 3. Protection contre la foudre des installations classées pour la protection de l'environnement (2011)
[Ref. 36.] INERIS/MEDDTL. Guide technique. Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. (Juin 2014)
[Ref. 37.] Ministère de la Transition Ecologique. Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED (octobre 2014)
[Ref. 38.] INERIS DRA 71. Méthode d'évaluation des fréquences et des probabilités à partir des données de retour d'expérience (01/07/2015)
[Ref. 39.] INERIS. DRA-18-171229-00918A. Agrégation semi-quantitative des probabilités dans les études de dangers des installations classées (Janvier 2018)
[Ref. 40.] Référentiel pour la constitution d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations classées en Nord - Pas-de-Calais (Juillet 2018)
[Ref. 41.] CEREMA. Évaluation environnementale Guide d'aide à la définition des mesures ERC (Janvier 2018)
[Ref. 42.] Ministère de la Transition Ecologique. Guide de mise en œuvre de la directive sur les émissions industrielles (Janvier 2020)
[Ref. 43.] INERIS. Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires : Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées (Septembre 2021)
[Ref. 44.] Ministère de la Transition Ecologique. Guide méthodologique : Prise en compte des émissions de gaz à effet de serre dans les études d'impact (Février 2022)
[Ref. 45.] Ministère de la Transition Ecologique. Guide méthodologique. Guide pour la construction, la mise en œuvre et le suivi d'un plan de transition (Février 2022)

1.6. Limite de l'étude

Le présent document a été établi sur la base des informations fournies au CIPEI, des données (scientifiques ou techniques) disponibles et objectives et de la réglementation en vigueur. Les informations obtenues de tierces parties n'ont pas été vérifiées par le CIPEI, sauf mention contraire dans le dossier. La responsabilité du CIPEI ne pourra être engagée si les informations qui lui ont été communiquées sont incomplètes ou erronées.

Les avis, recommandations, préconisations ou équivalent qui seraient portés par le CIPEI dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, peuvent aider à la prise de décision. Étant donné la mission qui incombe au CIPEI, ce dernier n'intervient pas dans la prise de décision proprement dite. La responsabilité du CIPEI ne peut donc se substituer à celle du décideur.

Les contraintes mentionnées dans le dossier sont de la responsabilité de l'exploitant (Article L160-1 du code de l'environnement). Le CIPEI n'agissant qu'en sa qualité exclusive de conseil, il ne pourra être tenu responsable des conséquences résultant de la non prise en compte de ses recommandations par le client (dommages sur le personnel, dommages sur les équipements, dommages sur les structures, dommage sur le milieu naturel), notamment celles pour lesquelles la mention « à la demande du client » qui sont en lien avec la sécurité industrielle des installations et l'impact environnemental des installations.

Le contenu de ce document peut ne pas être approprié pour d'autres usages, et son utilisation à d'autres fins que celles définies dans la proposition du CIPEI par le donneur d'ordre ou par des tiers, est de l'entière responsabilité de l'utilisateur. Les conclusions et recommandations contenues dans ce dossier sont fondées sur des informations fournies par le personnel du site et les informations accessibles au public, en supposant que toutes les informations pertinentes ont été fournies par les personnes et entités auxquelles elles ont été demandées.

Le destinataire utilisera les résultats inclus dans le présent rapport intégralement ou sinon de manière objective. Son utilisation sous forme d'extraits ou de notes de synthèse sera faite sous la seule et entière responsabilité du destinataire. Il en est de même pour toute modification qui y serait apportée. Le CIPEI se dégage toute responsabilité pour chaque utilisation du document en dehors de la destination de la prestation.

1.7. Stratégie industrielle

1.7.1. Restrictions à la propriété industrielle.

L'attention de l'administration est attirée sur le fait que, en vertu de l'**art. R515-35** du code de l'environnement, le présent document peut contenir des informations correspondant à des secrets commerciaux et industriels qui sont la propriété de notre société et constituent donc un élément valorisé de son actif. Le cas échéant, ces documents seront remis à la DREAL sous pli confidentiel séparé.

(...) Sans préjudice des dispositions de l'article L.124-4, le préfet peut rejeter une demande de communication ou ne pas divulguer une information relative à une installation soumise à la présente section dans le cas où sa consultation ou sa communication porterait atteinte à la confidentialité des informations industrielles et commerciales ou à des droits de propriété intellectuelle.(...)

1.7.2. Restrictions à la prévention des actes de malveillance.

Pour ce qui concerne les actes de malveillance et d'attentat, comme l'admet l'administration, les mesures à prendre en vertu de l'article 2 de l'Ordonnance de 1958 sur les points d'importance vitale ont déjà été traitées pour l'ensemble du site dans les études antérieures.

Notre établissement n'est pas soumis au plan « vigie pirate ».

1.7.3. Restrictions à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles.

Ce document a été spécifiquement rédigé à usage du public. Conformément à l'Instruction du Gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement, toutes les informations « sensibles » ont été supprimées. Celles-ci sont consultables en Préfecture.

Chapitre 2. Présentation du projet

2.1. Le projet : objet du dossier

Le projet a été présenté au **paragraphe 2.4** de la présente pièce et sera décrit de façon détaillée dans les paragraphes suivants.

En effet, le projet vise la **création d'une fonderie de recyclage de chutes d'aluminium de 90 000 tonnes** provenant principalement de matière à recycler avec pour objectif de produire des billettes d'aluminium destinées à AFE et au marché européen

Activités	Estimation 2025	Estimation 2026	Estimation 2027
Fabrication de billettes d'aluminium	48 000 t/an	90 000 t/an	90 000 t/an

Figure 2. Tableau récapitulatif de l'activité projetée

2.2. Présentation du demandeur

2.2.1. Identité juridique du pétitionnaire

Siège social	
Raison juridique	Aluminium Foundry France SAS
Adresse du siège social	38 route de Chauny 80400 HAM
Statut juridique	Société par Actions Simplifiées
Montant du capital social	1,00 euro
N° SIREN	922422860
Code APE-NAF	2453Z « Fonderie de métaux légers»
N° Registre du commerce	Amiens B 922 422 860
Site Internet	-

Établissement pétitionnaire	
Adresse du pétitionnaire	38 route de Chauny 80400 HAM
Coordonnées Lambert II	X : 654 927 m Y : 2 526 898 m Altitude : 69,5 m
Coordonnées Lambert 93	X : 70737 m Y : 6959726,45 m Altitude : 69,5 m
N° SIRET	92242286000010
Effectif moyen employé	40 personnes
Propriétaire bailleur	ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION
Qualité du signataire de la présente demande	
Nom et qualité du pétitionnaire	Edouard GUINOTTE, Président de Aluminium Solutions Group
Téléphone	06 85 33 49 72
e-mel	edouard.guinotte@alusolutionsgroup.com
Adresse postale	19 Avenue George V 75 008 - PARIS
Correspondant de l'administration	
Nom et qualité du correspondant	Edouard GUINOTTE, Président de Aluminium Solutions Group
Téléphone	06 85 33 49 72
e-mel	edouard.guinotte@alusolutionsgroup.com
Adresse postale	19 Avenue George V 75 008 - PARIS

Tableau 1. Présentation juridique du pétitionnaire

2.2.2. Emplacement géographique du projet

2.2.2.1. Situation géographique générale

L'établissement sera implanté sur le site de ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE, lequel est situé au Sud de HAM. L'implantation géographique de l'établissement est reportée sur la cartographie mise en PJ 1.

Le voisinage immédiat du futur site sera constitué par :

- À l'Ouest et une partie au Nord la société AFE faisant partie du même groupe ASG puis par la commune de HAM
- Au Nord, la route de Chauny et des terrains agricoles
- Au Sud, la voie ferrée Amiens-Laon
- À l'Est, par la route de Brouchy (D4937), la commune de SOMMETTE EAUCOURT et des terrains agricoles

Les installations projetées seront intégrées et délimitées par une clôture ou par des bâtiments de AFF séparant l'exploitant AFF de l'exploitant AFE. Les poids lourds et les véhicules légers destinés à la fonderie y accéderont par la route de Chauny (entrée qui sera créée dans le cadre du bornage de

celle des activités de AFE) et sortiront par la même voie. Dans la mesure où ces véhicules traversent le site AFE, une servitude de passage a été rédigée [Ann. ND 3]

2.2.2.2. Implantation géographique du projet

2.2.2.3. Localisation des futures activités

Le projet d'implantation de la nouvelle activité est matérialisé sur le plan mis en **PJ 1 et PJ48**.

2.2.2.4. Accès au site

Le projet ne conduira pas à des modifications au niveau des entrées et des sorties du site. Les camions accèderont aux nouvelles installations par la route de Chauny (entrée identique à celle des activités de AFE) et sortiront par la même voie.

Le futur site AFF sera intégré au sein de la plateforme AFE. Il sera mis en place un portail afin que les visiteurs ou les camions livreurs ou réceptionneurs ne puissent se tromper de site.

L'entrée sur le site se fera par l'entrée principale (route de Chauny) qui sera commune aux deux sociétés. Elle dispose actuellement d'un accueil 24h/24. Dans le futur, le gardien dirigera les personnes entrant sur le site vers l'une ou l'autre société.

2.2.3. Historiques

2.2.3.1. Historique du site

AFF est un projet neuf. L'emprise sur laquelle s'implantera le projet se situe au cœur du site de la société ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION (AFE) sur la commune de HAM (80). Le site AFE est actuellement en activité dans certains bâtiments. L'implantation des nouvelles installations vient participer à la pérennisation du site de AFE.

Les bâtiments retenus pour le projet ont fait l'objet d'un dossier de cessation d'activités disposant ainsi d'un arrêté préfectoral en date du 22 Septembre 2022.

2.2.3.2. Historique administratif du site

Cette activité est considérée comme une activité nouvelle sur un site nouveau.

2.2.3.3. Historique du porteur de projet

La société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE (AFF) vient d'être créée. Elle fait partie à 100% du Groupe ASG (ALUMINIUM SOLUTIONS GROUP).

2.2.3.4. Historique du process retenu

Il sera créé le processus pour la fonderie de métaux non ferreux sur le site. Le procédé retenu par AFF est encore en cours d'étude pour certains points (notamment le système de traitement de fumées). Il est toutefois mature.

2.2.3.5. Historique du projet

A ce jour, les dates importantes dans l'évolution du projet sont les suivantes :

Date	Evènements
Janvier 2019	Décision de démarrage du projet
Mai 2019	Modélisations des scénarios d'accident
Avril 2020	Démarrage du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale et arrêt en 2021 dans l'attente du financement
Août 2021	Réalisation de l'analyse fonctionnelle de sécurité pour le procédé de transformation des chutes d'aluminium
Septembre 2022	Obtention des financements
Septembre 2022	Lancement des études préliminaires d'ingénierie
Novembre 2022	Redémarrage du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale
	Présentation du projet à la DREAL
Décembre 2022	Démarrage de la note de calcul des scénarios d'accident
	Choix du contractant général CG2I
Janvier 2023	Lancement des inventaires écologiques
Février 2023	Démarrage de l'étude bruit
	Démarrage de l'étude des sols pollués
Mai 2023	Réunion avec le SDIS
	Démarrage de la rédaction du permis de construire
Juin 2023	Réalisation de l'analyse fonctionnelle de sécurité pour le système de traitement des fumées
Juin 2023	Dépôt du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale et de la Demande de Permis de construire
Décembre 2023	Démarrage du choix des fournisseurs
Janvier 2024	Démarrage de l'ingénierie détaillée
Juin 2024	Date attendue de l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale
Juillet 2025	Travaux de génie civil et construction des bâtiments
Janvier 2025	Installation des équipements principaux et auxiliaires de la fonderie
Septembre 2025	Phase test de la fonderie

Tableau 2. Étapes principales du projet

La frise chronologique ci-dessous reprend de manière synthétique les grandes étapes du projet.

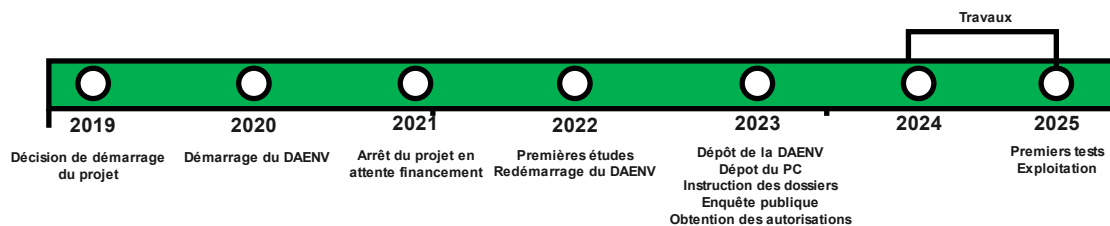


Figure 3. Frise chronologique du projet

2.2.4. Nature et volume des activités

L'ambition du projet Recycl'Extrusion est de transformer les chutes d'aluminium en billettes. La transformation des chutes d'aluminium sera possible grâce à des fours alimentés au gaz de ville. Les fours seront refroidis par des tours aéroréfrigérantes.

Les intrants et sortants liés à la fonderie sont présentés sur la **Figure 4**:

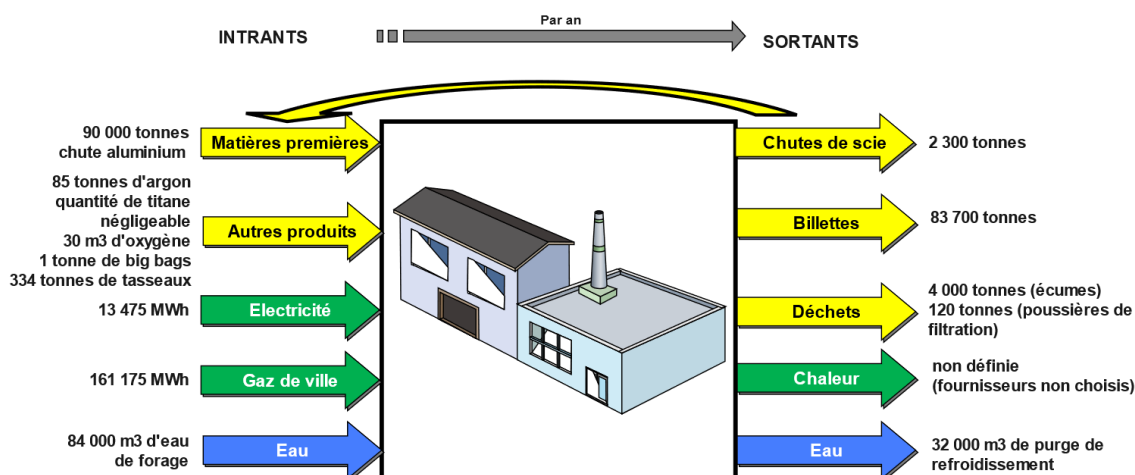


Figure 4. Intrants et sortants de l'activité

2.2.5. Capacités techniques et financières

Les capacités techniques et financières sont décrites dans la **PJ47 du CERFA n°15964**.

2.3. Description des bâtiments

2.3.1. Agencement des bâtiments

AFF souhaite construire un nouveau bâtiment qui sera destiné à la fonderie de recyclage de chutes d'aluminium. Le bâtiment existant sur lequel va s'implanter la nouvelle fonderie a été démoli.

NOTA : Il est à noter que le projet permettra de démolir d'autres bâtiments dans le futur. Ce seront les bâtiments M - C (7055 m²), bâtiment F3 (374 m²), bâtiment L6 (331m²), bâtiment L3 - L4 (396 m²), bâtiment N1 - N2 (624m²), bâtiment V1 - V2 (454 m²) et bâtiment T2 - T3 (1891 m²). De plus, il sera conservé le mur du bâtiment M-C côté route de Chauny **[Plan de masse existant – PJ2]**

Le nouveau bâtiment de production sera construit **[Paragraphe 2.3]** à proximité d'un bâtiment déjà existant **[Paragraphe 2.3.2.2]** dont l'aménagement sera adapté à la future activité. Ainsi :

- Des locaux seront aménagés afin de mettre des locaux électriques (local transformateur, local TGBT), un local compresseur, un magasin de stockage pour l'atelier maintenance.
- Le dernier local sera transformé en auvent pour planter la centrale de traitement des fumées (suppression des murs hormis celui en lien avec l'atelier maintenance, suppression de la toiture).

En outre, accolé à ce bâtiment :

- des tours de refroidissement qui reposeront sur une dalle
- Une dalle en béton goudronnée sur laquelle reposeront les billettes.
- Une dalle en béton goudronnée sur laquelle reposeront les stockages d'oxygène et d'argon

Le bâtiment B déjà existant contiendra des tasseaux de bois sur lesquels reposeront les billettes et dans lequel aucune énergie ne sera présente (pas d'électricité, ni d'électronique)

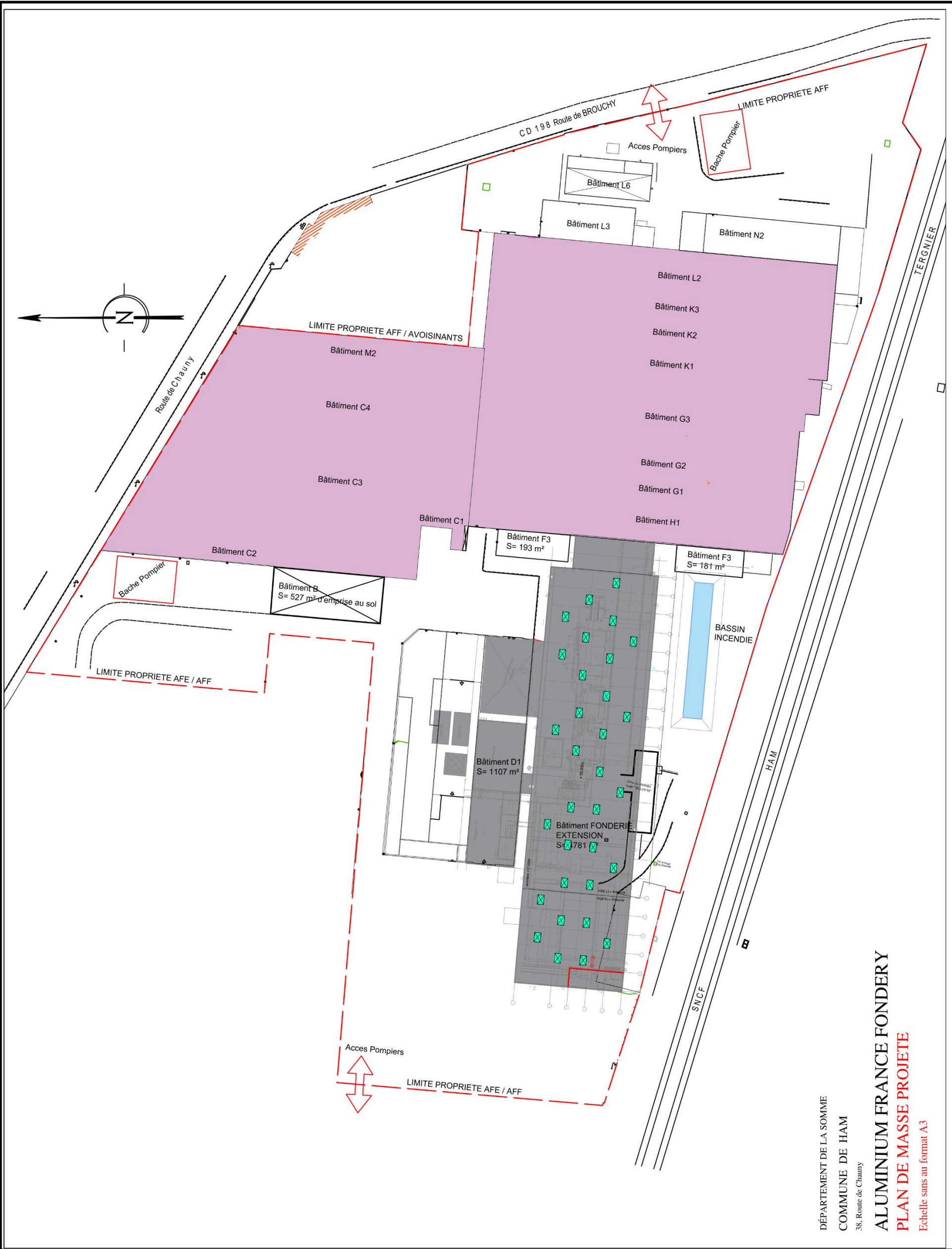


Figure 5. Implantation des bâtiments avec le projet (source INGEROP, 2023)

2.3.2. Description constructive

2.3.2.1. Description constructive de futur bâtiment de production

La description ci-après est issue du permis de construire [Ann. ND 5]

Projet du bâtiment

Description générale

Surface au sol	4 747 m2 (projet de construction) + 3400 m2 (bâtiment existant)			
Ossature et charpente.	Ossature et charpente métalliques.			
Toiture et couverture.	La couverture satisfera à la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) seront de classe A2 s1 d0. A défaut, le système « support de couverture + isolants » sera de classe B s1 d0 et respectera l'une des conditions ci-après : <ul style="list-style-type: none">– l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;– l'isolation thermique sera composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg, et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.			
Murs extérieurs	Bardage métallique			
Accès depuis l'extérieur	Plusieurs accès sont présents sur le bâtiment en projet : <ul style="list-style-type: none">- Des portes piétons au niveau du sas et de l'atelier de production- Des portes coulissantes au niveau de l'atelier de production			
	Stockage de matières premières (partie du bâtiment existant H1 - G1 - G2 - G3 - K1 - K2 - K3 - L2)	Sas	Atelier fonderie	
			Atelier fonderie	Bureaux administratifs intégrés dans le bâtiment de production
Longueur	109 m	22 m	132 m	17 m
Largeur	93 m	10 m	34,40 m	6 m
Surface au sol	9 811 m2	220 m2	4 488 m2	102 m
Hauteur au faîtage	12,50 m	9,64 m	18,48 m	4 m
Volume	122 638 m3	2 120 m3	82 938 m3	
Mezzanine	-	-	-	RDC + 1 étage
Parois, cloisons	Les parois sont en bardage simple peau	Mur MSO d'une durée de 2heures	Mur REI120 avec les bureaux administratifs	
Accès	1 porte EI120 entre le stockage de matières premières et le sas : 8 m de large sur 4,50 m de haut 1 baie ouverte entre le sas et l'atelier de production : 8 m de large sur 4,50 m de haut			
Sol	Dalle béton			
Désenfumage	La toiture disposera de système de désenfumage naturel conformément à la règle R17 dont les commandes manuelles seront facilement accessibles depuis les issues de l'extension. Ces commandes d'ouverture manuelle seront installées conformément à la norme NF S 61-932. Le déclenchement du désenfumage ne sera pas asservi à la même détection que celle à laquelle sera asservi le système d'extinction automatique.		La toiture disposera de système de désenfumage naturel conformément à la règle R17 dont les commandes manuelles seront facilement accessibles depuis les issues de l'extension. Ces commandes d'ouverture manuelle seront installées conformément à la norme NF S 61-932. Le déclenchement du désenfumage ne sera pas asservi à la même détection que celle à laquelle sera asservi le système d'extinction automatique.	
Eclairage	Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisferont à la classe d0.		Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfe- ront à la classe d0.	
Chauffage	Pas de chauffage			

Tableau 3. Dispositions constructives du futur bâtiment de production

2.3.2.2. Description constructive du bâtiment existant contenant les locaux techniques et la centrale de traitement des fumées

Sous ce bâtiment seront implantés des locaux techniques et le système de traitement des fumées. Ce bâtiment a pour surface au sol de 1200 m².

Le bloc des locaux techniques sera implanté côté Ouest du nouveau bâtiment de production. Les locaux techniques seront :

- **Magasin.** Ce local aura 243 m² d'emprise au sol. Ce local sera ceinturé par des murs en parpaings de 20 cm d'épaisseur. L'accès à ce local s'effectuera depuis l'extérieur par une porte de 8 m et une porte communicante avec l'atelier magasin de 5 m. Le sol sera recouvert d'une chape béton.
- **Local Transformateur HTA.** Ce local aura 35 m² d'emprise au sol. Ce local sera ceinturé par des murs en parpaings de 20 cm d'épaisseur qui devront garder le local à l'abri des pénétrations d'eau et des infiltrations. Le plafond sera constitué par dalle béton. L'accès à ce local s'effectuera depuis le magasin par une porte double vantaux qui sera toujours fermée à clé. Le local ne sera pas traversé par des canalisations de toute nature autres que celles nécessaires à l'exploitation du réseau de distribution. Le local sera pourvu d'une ventilation naturelle réalisée à l'aide de plusieurs grilles de ventilation haute et basse débouchant sur l'extérieur, de dimensions adaptées au nombre de transformateurs (1 m² de ventilation basse et 1 m² de ventilation haute par transformateur). Le sol sera recouvert d'une chape béton.
- **Local TGBT.** Ce local aura 36 m² d'emprise au sol. Ce local sera ceinturé par un mur en parpaings de 20 cm d'épaisseur. Le plafond sera constitué par dalle béton. L'accès à ce local s'effectuera depuis le magasin par une porte double vantaux qui sera toujours fermée à clé. Le local sera pourvu d'une ventilation naturelle réalisée à l'aide de plusieurs grilles de ventilation haute et basse débouchant sur l'extérieur. Le sol sera recouvert d'une chape béton.
- **Local Compresseur.** Ce local aura pour environ 36 m² d'emprise au sol. Ce local sera ceinturé par un mur en parpaings de 20 cm d'épaisseur. Le plafond sera constitué par dalle béton. L'accès à ce local s'effectuera depuis le magasin par une porte double vantaux qui sera toujours fermée à clé. Le local sera pourvu d'une ventilation naturelle réalisée à l'aide de plusieurs grilles de ventilation haute et basse débouchant sur l'extérieur. Le sol sera recouvert d'une chape béton.
- **Local Maintenance générale.** Ce local aura 372 m² d'emprise au sol. Ce local sera ceinturé par un mur en parpaings de 20 cm d'épaisseur. L'accès à ce local s'effectuera depuis l'auvent par une porte double vantaux et depuis l'extérieur vers l'atelier de production par un sas de 21 m². Le sol sera recouvert d'une chape béton.
- **Auvent Centrale de traitement des fumées de combustion.** Cet auvent aura 445 m² d'emprise au sol (24,29m*18,35m) sur une hauteur de 14,57m. Il disposera d'un mur séparatif avec le local « maintenance » constitué par un mur en parpaings de 15 cm d'épaisseur. Il n'aura pas de toiture, ni d'autres murs. Le sol sera recouvert d'une chape béton.

2.3.2.3. Voiries

Compte tenu des futures activités de l'établissement, un plan de circulation sera établi afin d'éviter tout risque d'accident sur le site.

Les voiries internes seront configurées pour éviter les interactions des flux des différents véhicules en séparant toujours les véhicules légers du personnel des camions livreurs. Un parc de stationnement pour le personnel sera implanté sur le parking commun à AFE à l'entrée du site.

La voirie autour des bâtiments sera adaptée à la circulation des poids-lourds et des manœuvres seront effectuées uniquement pour les opérations de livraison et d'expédition.

Des accès piétons sont prévus distribuant chaque accès au site.

2.4. Description technique des futures activités

2.4.1. ACT 1. Procédé de transformation des chutes en aluminium

2.4.1.1. Principe du procédé

- **Réception des matières premières.** Les matières premières composées de matières premières secondaires (M.P.S.) triées provenant de démolitions bâtiments et/ou éléments fin de vie, de chutes d'aluminium neuves issues des procédés de fabrication, de lingots primaires ou d'extra alliages seront entreposées dans un magasin de stockage couvert et clos
- **Fusion des matières premières et maintien en température.** Elles seront envoyées vers l'atelier de production en passant par un sas afin de subir leur transformation au travers de deux fours de fusion à gaz à réverbération :
 - ☐ un pour les MPS ayant pour capacité de 70 tonnes de métal liquide
 - ☐ un pour les chutes de procédés de fabrication ayant pour capacité de 40 tonnes de métal liquide.

Le métal en fusion sera ensuite maintenu en température au travers d'un four de maintien à gaz ayant pour capacité de 40 tonnes de métal liquide.

- **Coulée.** Le métal en fusion sera transféré au travers d'un filtre métal pour être ensuite dirigé vers la table de coulée servant à calibrer les billettes. Celle-ci sera située au-dessus d'une fosse enterrée (« puits de coulée »). Sous cette table, des talons de réception seront disposés sur un support lui-même fixé à un vérin hydraulique qui permettra de supporter les billettes pendant la coulée et de remonter la table de coulée puis de sortir les billettes de la fosse grâce à un palan de levage et de les déposer sur une table de transfert.

NOTA :

- Une machine commune aux trois fours permettra d'extraire les écumes du bain d'aluminium produites à la surface des bains de métal liquide.
- Le process utilise de l'eau pour figer l'aluminium et refroidir les billettes pendant la coulée par l'intermédiaire de tours aéroréfrigérantes fonctionnant en circuit fermé
- **Contrôle – Sciage – Marquage.** Une fois les billettes coulées, elles seront dirigées par une table de transfert à rouleaux vers la ligne de contrôle métallurgique vers les activités de sciage et de marquage comprenant :
 - ☐ Une scie de mise à longueur marchande des billettes avec compactage de copeaux issus de la coupe
 - ☐ Un marquage des billettes par gravure ou laser
- **Homogénéisation et refroidissement.** Pour finir, grâce à une table de transfert à rouleaux, les billettes seront véhiculées pour y être introduites dans le four d'homogénéisation à gaz. En sortie du four, les billettes seront trempées par un système de ventilation d'air et amenées à température naturellement.

- **Conditionnement et stockage sur parc à billettes.** Elles seront envoyées vers le conditionnement (cerclage sur tasseaux) par une table de transfert à rouleaux et enfin stockées conditionnées sur le parc à billettes.

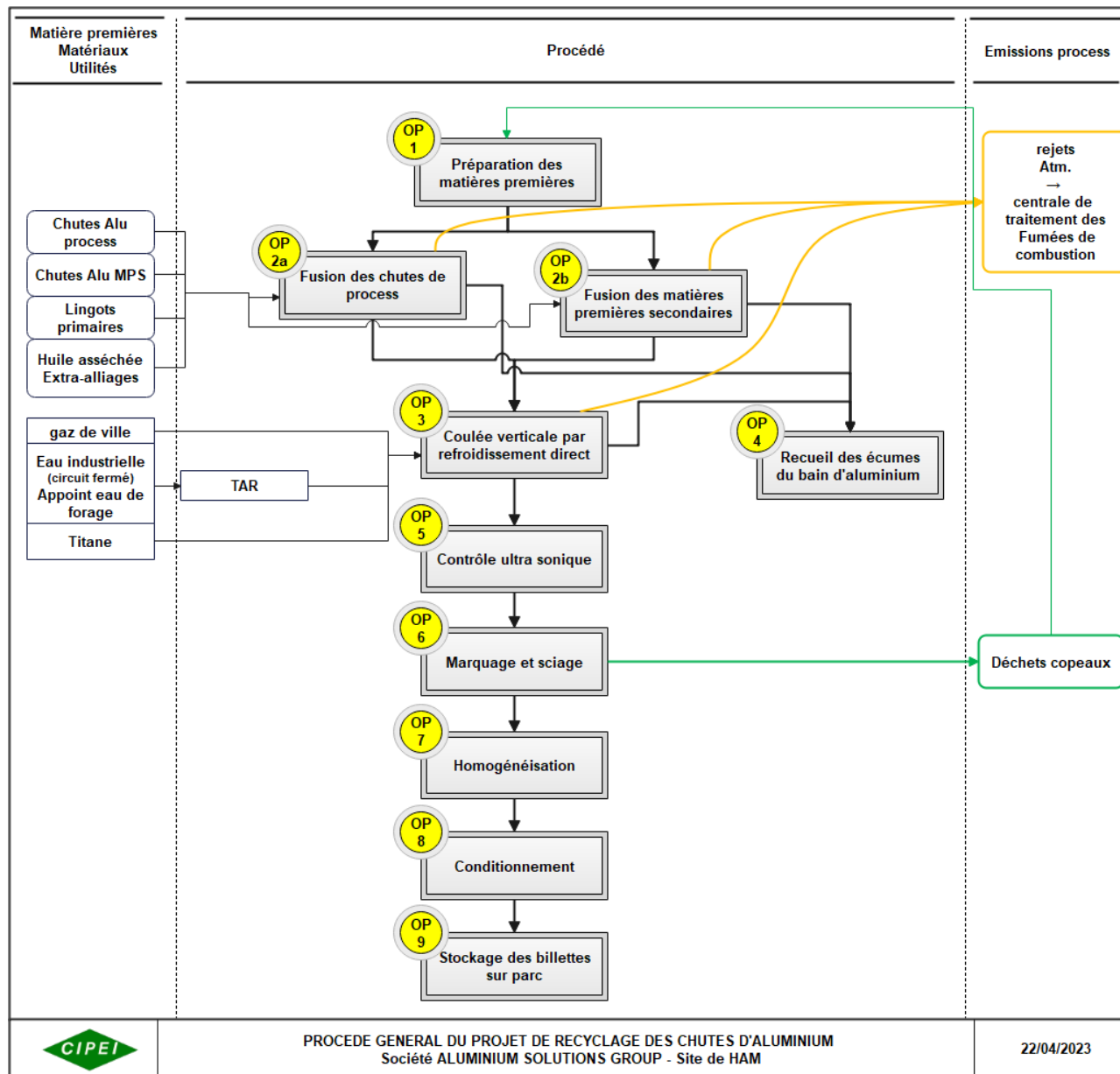


Figure 6. Procédé général de la transformation des chutes en aluminium

2.4.1.2. Équipements de production susceptibles d'être employés.

Les équipements de production présents dans l'atelier seront les suivants :

- **Four de fusion à gaz MPS (four n°1).** Il s'agit d'un four à sole de capacité unitaire de 70 t. Ce four pourra monter en température jusqu'à 1070°C. Les gaz sont captés par un conduit de fumée sortie four et sont dirigés vers le système de filtration des fumées de combustion. Une partie des gaz est transférée dans l'installation de préchauffage de chutes. Il aura une puissance unitaire de 7000 kW,
- **Four de fusion à gaz pour chutes de process (four n°2).** Il s'agit d'un four à sole de capacité unitaire de 40 t garni de réfractaire qui sera chauffé grâce à des brûleurs alimentés en gaz de ville installés dans les parois. La température du four est maintenue au max à 1070°C. Les gaz sont captés par un conduit de fumée sortie four et sont dirigés vers le système de filtration des fumées. Il aura une puissance unitaire de 9000 kW,
- **Four de maintien à gaz (four n°3).** Il s'agit d'un four à sole de capacité unitaire de 40 t garni de réfractaire qui est chauffé grâce à des brûleurs régénératifs alimentés en gaz de ville qui sont installés dans les parois. La température du four est maintenue au max à 1000°C. Les gaz sont captés par un conduit de fumée sortie four et sont dirigés vers le système de filtration des fumées de combustion. Il aura une puissance unitaire de 3000 kW,
- **Table et fosse de coulée des billettes.** La table de coulée comportera le dispositif de moulage des billettes, un système de pulvérisation d'huile asséchée et le refroidissement des moules. Sous la table de coulée est creusée une fosse bétonnée de 25 m de profondeur (12,5m pour la coulée et 12,5m pour le logement du corps de vérin) permettant la coulée en verticale des billettes.
- **Four d'homogénéisation à énergie mixte gaz/électricité (four n°4).** Il s'agit d'un four de capacité unitaire de 91000 tonnes/an continu garni de réfractaire qui est chauffé grâce à des brûleurs alimentés en gaz de ville qui sont installés dans les parois. La température du four est maintenue au max à 600°C. Les gaz sont diffus dans l'atelier. Il aura une puissance unitaire de 3000 kW,
- **Dégazage/Filtration.** Pour l'heure, 2 fournisseurs sont en cours d'étude : soit un équipement commun Filtre/dégazage, soit 2 équipements séparés Filtre et dégazage. Dans un premier temps, le dégazage s'effectuera en ajoutant de l'argon afin de fournir une atmosphère inerte dans le four permettant de prévenir de la formation de gaz pendant la fusion des métaux. S'en suivra la filtration qui sera réalisée via un rotor permettant de capter les impuretés dans le métal.

2.4.1.3. Stockages

2.4.1.3.1. STK 2. Stockage de gazole et remplissage de la chargeuse

- **Implantation du stockage.** La cuve de gazole sera implantée au Nord du bâtiment B4.
- **Principe du procédé.** Cette cuve sera utilisée pour le remplissage de la chargeuse. Le dépotage s'effectuera sur une aire bétonnée présente à proximité de la pompe à gazole située sur l'aire de stockage. Une pompe de distribution d'un débit de 3 m³/h est utilisée pour le remplissage des réservoirs de la chargeuse.
- **Description du réservoir.** Le réservoir double enveloppe constitué en acier, à axe horizontal d'une capacité de 10 m3 comporte en tête de cuve un piquage pour le soutirage. Le réservoir sera équipé d'une jauge de niveau. Ce réservoir sera rempli depuis une citerne routière de 30 m3 par une pompe de transfert intégrée au camion livreur à travers un flexible.

2.4.1.3.2. STK 3. Stockage des chutes d'aluminium (matières premières)

Les chutes d'aluminium seront stockées dans des cases individuelles afin d'éviter toute contamination entre les lots. Les cases seront en bloc béton LEGO modulable en largeur et en longueur, suivant le type de chutes, sur 3,6 m de hauteur. Il y sera stocké 3000 tonnes de chutes d'aluminium.

2.4.1.3.3. STK 4. Stockage des bouteilles d'argon

- **Implantation du stockage** Le stockage des bouteilles d'argon sera implanté sur une aire de stockage qui sera ceinturé par un grillage toujours fermé à clé. Elle aura une pente qui permettra un écoulement normal des eaux de pluie vers le réseau des eaux pluviales.
- **Principe du procédé.** Les bouteilles de capacité de 6 m³ seront utilisées pour le dégazage. Aussi, l'argon sera amené vers la ligne de process par canalisation.

2.4.1.3.4. STK 5. Stockage de titane

- **Implantation du stockage** Le stockage de titane sera présent dans l'atelier fonderie. Il sera sous forme solide en rouleaux.

2.4.1.3.5. STK 6. Stockage d'oxygène

- **Implantation du stockage** Le stockage d'oxygène sera implanté sur une aire de stockage qui sera ceinturé par un grillage toujours fermé à clé. Elle aura une pente qui permettra un écoulement normal des eaux de pluie vers le réseau des eaux pluviales.
- **Principe du procédé.** Ce container sera utilisé pour le dégazage et peut-être pour les fours de fusion à valider. Aussi, l'oxygène est amené vers le four par canalisation.
- **Description du réservoir.** Le réservoir, à axe vertical d'une capacité de 37 m³ comporte en tête de cuve un piquage pour le soutirage. Le réservoir sera équipé d'une jauge de niveau. Ce réservoir sera rempli depuis la citerne routière de 30 m³ par une pompe de transfert intégrée au camion livreur à travers un flexible.

2.4.1.3.6. STK 7. Stockage de tasseaux

- **Implantation du stockage.** Le stockage de tasseaux sera réalisé dans le bâtiment de stockage B4 ou des matières premières. Il contiendra au maximum 50 m³ de tasseaux (pour une consommation annuelle de 740m³).

2.4.1.3.7. STK 8. Parc de stockage des billettes

- **Implantation du stockage** Il sera prévu une plate-forme de stockage des billettes. Cette dalle sera bétonnée et goudronnée. Elle aura une pente qui permettra un écoulement normal des eaux de pluie vers le réseau des eaux pluviales. Elle contiendra au maximum 3000 tonnes de billettes.

2.4.1.4. Produits ou matériaux mis en œuvre

Chutes d'aluminium (chutes, MPS)

Extra alliages (Mn, Cu, Mg, Si)
Gaz (Argon, oxygène, gaz de ville)
Titane sous forme de rouleau
Huile
Gazole
Eau de forage pour les appoints des tours aéroréfrigérantes

2.4.1.5. Fonctionnement des installations

Les installations seront dimensionnées pour fonctionner 24h/24h et 7j/7j. Il est néanmoins prévu un arrêt annuel d'environ 6 semaines (1^{er} mai, 3 semaines en Août et 2 semaines à Noël) afin d'assurer la maintenance périodique. La durée de fonctionnement, sera donc de l'ordre de 7728 h/an (322 jours/an, 24h/24).

2.4.1.6. Système numérique contrôle commande (SNCC)

Le contrôle-commande de l'installation sera du type système distribué (répartition des tâches), hiérarchisé et organisé en différents niveaux, avec conduite centralisée. De façon générale, l'ensemble des équipements et notamment ceux du procédé principal seront entièrement gérés par le système principal de contrôle-commande.

Toutefois, certaines opérations seront gérées par un automate programmable de sécurité (APS) indépendant du système de conduite (SNCC) qui met l'unité en position de repli si nécessaire. Ce point sera décrit dans la **PJ n°49 « Etude des dangers »**.

Les opérations manuelles effectuées par l'opérateur seront relatives à des manœuvres courantes telles que le chargement des fours. Le rôle de l'opérateur étant principalement :

- la surveillance physique de l'installation par des rondes systématiques afin de détecter toute anomalie
- les relevés dans l'installation de paramètres secondaires
- l'assistance au personnel intervenant dans l'atelier
- les chargements manuels de certains produits (notamment les chutes d'aluminium, etc.).

2.4.1.7. Bilan des besoins et approvisionnement en fluides et en énergie liés au procédé

- **Alimentation électrique.** Les équipements seront alimentés en courant basse tension à partir d'armoires de commandes regroupant toutes les sécurités. Un coffret de commande sera installé près des machines.
- **Alimentation en eau.** Le procédé n'utilise pas d'eau hormis celle provenant des tours aéroréfrigérantes [Paragraphe 2.5.4] dont les pertes d'eau par évaporation seront compensées par le puisage dans la nappe phréatique via le puits de forage S3 ou par l'eau de ville.
- **Alimentation en air comprimé.** L'air comprimé utilisé pour les dispositifs de commande sera alimenté par des canalisations en acier pour le réseau 10 bars. [paragraphe 2.5.2]
- **Alimentation en oxygène** L'oxygène sera réalisé par injection dans le four de fusion.
- **Alimentation en gaz de ville.** L'alimentation en gaz des brûleurs sera assurée par des tuyauteries en acier passant sous les charpentes ou longeant les murs [paragraphe 2.5.7]

2.4.1.8. Bilan des rejets liés au procédé

- **Effluents aqueux.**

- ☐ Les effluents aqueux des tours aéroréfrigérantes seront uniquement celles des purges qui seront collectées et envoyées dans le réseau des eaux usées puis vers la station d'épuration de EPEVILLE
- ☐ En cas d'arrêt brusque de la coulée suite à une rupture des énergies, l'eau sera envoyée par gravité vers le bassin de confinement des eaux résiduaires incendie. La récupération des eaux en surplus du puits de coulée se fera par un trop plein.

- **Poussières et effluents gazeux.**

- ☐ Les effluents gazeux issus des fours de fusion des chutes, des MPS et de maintien seront canalisés pour être collectés vers une centrale de filtration des fumées. Pour ce qui est du four de fusion MPS, une partie des gaz sera transférée dans l'installation de préchauffage du four de fusion des chutes
- ☐ Les effluents gazeux issus du four d'homogénéisation seront diffus en toiture.
- ☐ Les poussières provenant de la découpe mécanique des billettes seront canalisées et envoyées vers un dépoussiéreur.

2.4.1.9. Rubriques de nomenclature

- **Rubrique 1532.** Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public
- **Rubrique 2560.** Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.
- **Rubrique 2921.** Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)
- **Rubrique 1434.** Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435)
- **Rubrique 4734.** Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.
- **Rubrique 4725.** Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).

2.4.2. Description des activités annexes

2.4.2.1. EQU 1. Centrale de traitement des fumées de combustion

2.4.2.1.1. Principe du procédé

Le traitement des fumées choisi par le site est un traitement de fumées par voie semi-humide. Il comprend une unité de filtration combinée avec une injection de chaux hydratée sèche (Sorbacal® SP). La neutralisation réelle des gaz acides et des micropolluants se produit dans le réacteur.

Ainsi, les gaz de fumées de combustion des fours de fusion des chutes et des MPS ainsi que ceux du four de maintien seront captés et dirigés vers la centrale de traitement des fumées. Cette centrale des fumées de combustion qui sera mise en place sera un procédé de sorption à sec. Le principe consiste en :

- **Captant le gaz brut.** Le gaz brut composé d'un mélange de gaz de combustion des fours et d'air) est collecté par un réseau de gaine permettant à ce que la température des fumées soit diminuée jusqu'à une température inférieure ou égale à 120°C
- **Neutralisant les fumées de combustion par l'injection d'un absorbant dans le réacteur.** Dans la gaine sera injecté un réactif de neutralisation (mélange additif de chaux hydratée) provenant d'un silo de stockage permettant de capter les composants gazeux acides en même temps que les métaux ou métalloïdes volatils issus des fumées de combustion. La réaction entre les polluants en phase gazeuse et l'absorbant se produit dans le réacteur.
- **Récupérant les poudres sèches composées par des cendres volantes et de produits de réaction de l'absorbant** par des filtres à manches autonettoyants (pulser-air avec soufflante). Un fort jet d'air est effectué car il est nécessaire de maintenir la chute de pression dans des limites équilibrées. Cela produit une vague qui détache la couche de poussière de la surface externe des big bags qui seront placés dans un container fermé (quantité estimée : 350 kg/semaine).

Le volume nominal traité par l'installation de filtration des fumées sera de 120 000 Nm³/h. Ce traitement des fumées permettra de :

- respecter les limites d'émission en SO₂ (dioxyde de soufre), HCl (acide chlorhydrique) et HF (acide fluorhydrique) les plus récentes dû à la présence de la chaux hydratée à haute performance dont les caractéristiques sont les suivantes : (Surface spécifique > 40 m²/g, volume poreux > 0,20 cm³/g, pureté en chaux > 93%). Le rendement de captation est estimé par le fournisseur à plus de 99 % pour le SO₃, SO₂, l'HF et l'HCl.
- garantir un taux d'admission de poussières inférieur à 500µm.

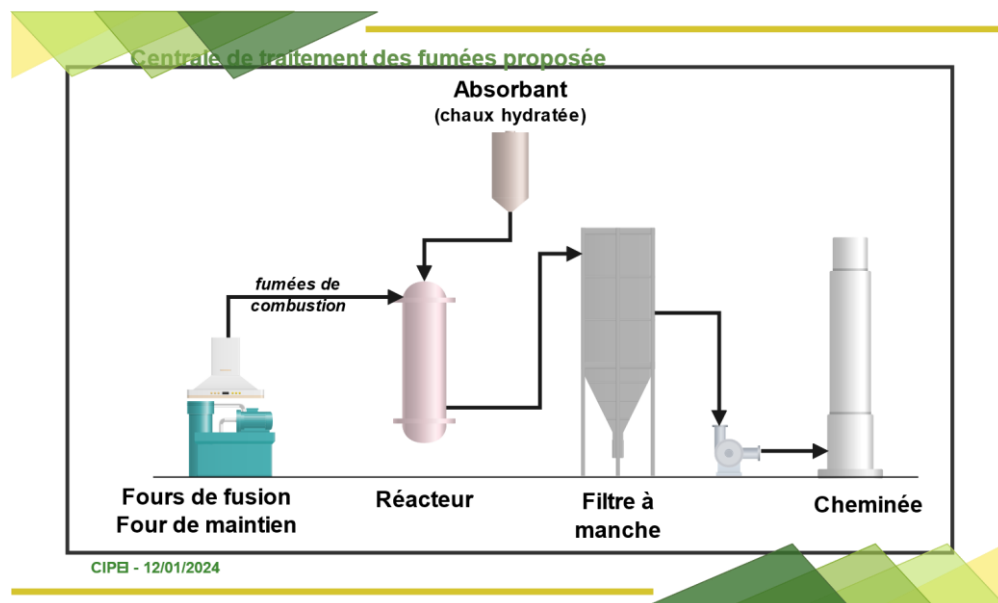


Figure 7. Principe général du système de traitement des fumées de combustion

2.4.2.1.2. Équipements de production

- **Réacteurs.** Les réacteurs seront composés d'une spirale d'entrée et d'une gaine de sortie et bride de raccordement pour entrée et sortie du flux. Ils auront pour volume 64 m3 et 16 m3.
- **Filtre à manche auto-nettoyant.** Les caractéristiques du filtre seront les suivantes :
 - ☐ Volume du caisson du filtre : 345 m3 (comprenant le corps et la trémie)
 - ☐ Surface filtrante : environ 2964 m2
 - ☐ Protection IP55
- **Cheminée.** Elle aura pour diamètre 1,8 m et pour hauteur 28 m

2.4.2.1.3. STK 9. Stockage des big bags

- **Implantation du stockage** Une palette de big bags de 1 tonne sera présente dans le magasin D01. Les big bags seront pris au fur et à mesure par un opérateur pour le mettre sous le cyclone afin de récupérer les cendres volantes.
- **Quantité max** La quantité max sera de 10 m3.
- **Rubrique 2663.** Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères

2.4.2.1.4. Produits ou matériaux mis en œuvre

Produit absorbant à base de chaux hydratée

2.4.2.2. STK 1. Description du stockage de bouteilles de gaz

- **Implantation du stockage.** Le stockage de bouteilles de gaz aura pour une emprise au sol de 25 m2. Il sera ceinturé par un grillage qui sera toujours fermé. Seront stockés environ 5 bouteilles d'oxygène (11 litres, 200 b) et environ 5 bouteilles d'acétylène (10 litres, comprimé). Ces bouteilles de gaz seront utilisées par la maintenance.
- **Rubriques ICPE**
 - ☐ **Rubrique 4719.** Acétylène (numéro CAS 74-86-2).
 - ☐ **Rubrique 4725.** Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).

2.5. Description des utilités

2.5.1. UTI 1. Électricité.

2.5.1.1. Distribution

Alimentation électrique en haute tension. L'énergie électrique nécessaire au fonctionnement des installations de l'établissement est fournie par le réseau public. Le poste de livraison est installé dans un petit bâtiment indépendant situé en limite de propriété du site de AFE.

Distribution interne. L'énergie électrique nécessaire au fonctionnement des activités projetées sera amenée à disposition dans l'atelier de production par l'intermédiaire de deux transformateurs

1600 KVA situé dans le bâtiment des locaux techniques D01. À partir de ces transformateurs, l'énergie sera distribuée aux différents équipements par l'intermédiaire de T.G.B.T.

Schéma des liaisons à la terre. Le schéma des liaisons à la terre retenu sera de type IT dans les zones AtEx.

Circuit de terre. La terre à fond de fouille sera réalisée par la mise en place d'un câble en cuivre nu en périphérie des bâtiments. Ce circuit comportera les remontées en boucle nécessaires à toutes les masses métalliques. Les canalisations de fluides divers seront interconnectées entre elles et au circuit de terre du bâtiment dès leur pénétration à l'intérieur de celui-ci.

2.5.1.2. **Panneaux photovoltaïques.**

L'article 47 de la loi Energie-Climat du 8 novembre 2019 soumet les nouvelles demandes d'autorisation de constructions soumises à une autorisation d'exploitation commerciale, de constructions de locaux à usage industriel ou artisanal, d'entrepôts, de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale ainsi que les parcs de stationnement couverts accessibles au public de plus de 1 000 m² d'emprise au sol à une obligation d'intégration de procédé de production d'énergies renouvelables en toiture du bâtiment ou sur les ombrières surplombant les aires de stationnement sur une surface au moins égale à 30% de la toiture du bâtiment et des ombrières créées (C.U., art. L. 111-18-1).

Des exceptions sont prévues : tout ou partie de cette exigence peut être écartée ou soumise à des conditions de mise en œuvre spécifiques pour les installations classées soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration dès lors que les obligations sont incompatibles avec les caractéristiques de l'installation.

Aussi, un dossier de demande de dérogation a été rédigé [Ann. ND 6] du fait qu'il nous apparaît plus dangereux de mettre de l'électricité sur un toit de fonderie.

2.5.2. **UTI 2. Circuit de compression d'air.**

- **Description du circuit de compressions d'air.** L'air comprimé sera utilisé dans les zones des fours (de fusion, de maintien et d'homogénéisation), la zone de coulée dont les équipements du système de coulée et la filtration des fumées durant le cycle de nettoyage.

La production d'air comprimé sera assurée par 2 compresseurs qui seront implantés dans le local compresseurs situé dans le bâtiment des locaux techniques. Une fois produit, l'air est déshuilé puis déshydraté. Afin d'amortir les variations de pression, des capacités tampon seront répartis dans le réseau de distribution.

- **Rubrique ICPE.** Non classé

2.5.3. **UTI 3. Installations de combustion.**

2.5.3.1. **Fours**

Présence de fours [Paragraphe 2.4.1.2]

2.5.3.2. Chaudières

Pas de chaudières dans le cadre du projet

2.5.3.3. Groupes électrogènes

Implantation du groupe électrogène. Le groupe électrogène sera placé en extérieur, à proximité du magasin maintenance. Les groupes sont posés sur une dalle, en clos grillagé de 5m sur 5m. Les fumées de ce groupe électrogène sont canalisées dans une cheminée munie d'un clapet anti-retour (dans le but d'éviter l'entrée de pluie au point de refoulement du groupe).

Description du groupe électrogène. L'établissement disposera d'un groupe électrogène de 100 kVA servant de secours pour assurer le fonctionnement de l'alimentation des fours et les ventilations d'extraction. La fréquence des essais de fonctionnement (démarrage avec charge) pour chaque groupe est d'une fois par mois. Ce groupe électrogène ne sera pas dimensionné pour permettre la continuité de l'exploitation mais uniquement pour permettre l'arrêt en sécurité des installations.

Alimentation du groupe électrogène. Le groupe fonctionnant au fioul domestique sera alimenté, au travers du réservoir fioul intégré au groupe et de capacité de 250 L.

Rubrique 2910. Installations de combustion

2.5.4. UTI 4. Tours-aéroréfrigérantes.

Il sera ajouté 2 tours aéroréfrigérantes pour le refroidissement de la surface des billettes. Elles seront situées sur une dalle au Nord du bâtiment fonderie.

Description des tours aéroréfrigérantes. Ce seront des tours de refroidissement à contre-courant et à circuit fermé. Le réfrigérant sera du DTCF-2384-PA-7-1000-64 et la puissance thermique totale à évacuer sera de 9 200 kW.

L'eau à refroidir entrera dans l'échangeur à plaques intégré et sortira refroidie. Le circuit primaire sera fermé et n'entrera pas en contact avec l'air. L'eau sera refroidie par 2 x 2 tours avec ventilateurs hélicoïde. L'eau alimentant les tours aéroréfrigérante sera issue de l'eau industrielle (forage S3 ou en secours par l'eau de ville). L'installation fonctionnera en continu sauf lors de l'arrêt des activités au mois d'août et en période hivernale lorsque le froid extérieur suffira à refroidir l'eau.

Prévention de la pollution. Le liquide présent dans les équipements circule en circuit fermé et dispose d'un bac de rétention dans l'équipement.

Rubrique 2921. Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)

2.5.5. UTI 5. Recharge des accumulateurs électriques.

Points de charge des accumulateurs des batteries. La recharge des batteries des engins de maintenance sera réalisée au niveau de 3 points de charge qui seront situés dans une zone de charge dans le magasin D01 ou dans le magasin contenant les matières premières. Les puissances maximales de courant continu utilisable pour cette opération seront de 56 kW.

Rubrique 2925. Accumulateurs (ateliers de charge d')

2.5.6. Description des équipements sous pression

Par définition, les équipements sous pression désignent l'ensemble des appareils destinés à la production, la fabrication, l'emmagasiner ou la mise en œuvre, sous une pression supérieure à la pression atmosphérique, des vapeurs ou gaz comprimés, liquéfiés ou dissous. Les tuyauteries et accessoires de sécurité en font également partie.

Dans le cadre du projet, les ESP seront liés aux réservoirs tampon des compresseurs [paragraphe 2.5.2]

2.5.7. Description des circuits d'alimentation du gaz.

Les installations projetées seront alimentées en gaz de ville par le réseau public de gaz depuis un poste de livraison dont le poste de détente gaz GRDF est situé dans un local indépendant hors des limites de propriété côté route de Chauny. La pression en amont du poste de détente GRDF est de 16 bars jusqu'au point de détente gaz secondaires.

Le réseau est enterré depuis la sortie du poste GRDF jusqu'à la vanne de barrage située en aval du poste de détente GRDF. Le réseau est ensuite aérien traversant les murs de la fonderie en projet. Les tuyauteries sont situées à l'abri des chocs avec les engins de manutention et correctement fixées aux structures. Ce réseau se compose de tuyauteries de différents DN avec un diamètre maximal de 200 mm.

D'une façon générale,

- Le gaz naturel est utilisé au niveau des brûleurs des fours de fusion, de maintien et d'homogénéisation
- Les pressostats sur la panoplie gaz seront réglés de la façon suivante :
 - $P_{min} : 0.75 * \text{pression nominale}$
 - $P_{max} : 1.3 * \text{pression nominale (fours)}$
- Les soupapes de sécurité seront disposées sur les postes de détente et seront réglés à
 - Pression d'ouverture (P_o)= $1.1 * P_{max}$ ou
 - $P_{max}=0.9 * P_o$. (90%).
- La pression nominale maximale après détendeur du poste de livraison générale avant l'installation de combustion (brûleur des fours) est de 16 bars, puis une détente est réalisée à 2 bar pour l'alimentation des brûleurs des fours.

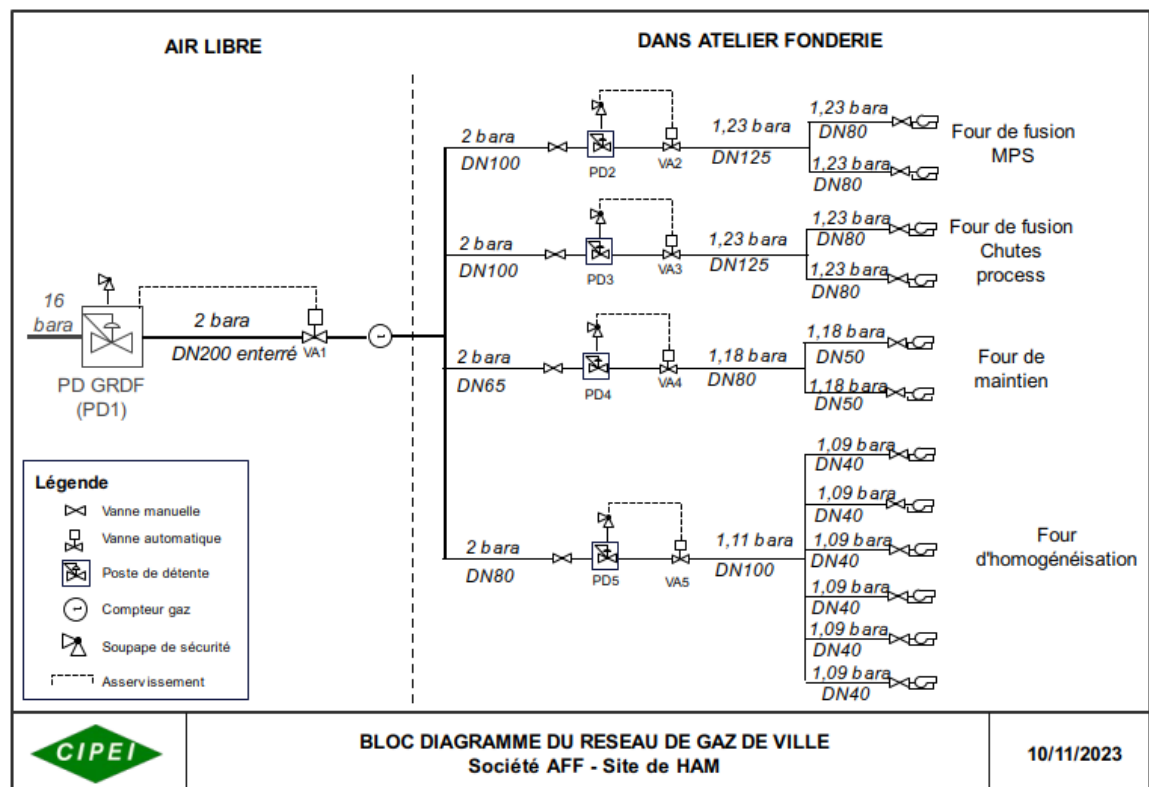


Figure 8. Schéma simplifié de la fourniture en gaz de ville.

2.6. Description des moyens de suivi et de surveillance

Les incidences engendrées par le site ainsi que les mesures de suivi et de surveillance sont présentées dans l'étude d'impact (**PJ 4**) de ce dossier de demande d'autorisation environnementale. AFF continuera de suivre notamment ses consommations d'eau (eau de forage) ainsi que ses rejets aqueux (eaux pluviales et eaux usées), ses émissions atmosphériques en sortie de rejet de cheminée de la centrale de traitement des fumées, ses consommations d'énergie (électricité, gaz de ville), sa production de déchets ou encore ses émissions sonores.

Le plan de surveillance des émissions atmosphériques sera également poursuivi.

2.7. Description des moyens de d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Les moyens d'intervention en cas d'accident ou d'incident sont détaillés dans la **PJ 49** « étude de dangers » de ce dossier de demande d'autorisation environnementale.

Le site dispose des moyens humains adaptés (salariés formés à la manipulation des extincteurs, etc.) ainsi que des moyens matériels adéquats (extincteurs, poteaux incendie, citernes incendie, etc.).

Chapitre 3. Situation administrative

3.1. Situation administrative demandée

3.1.1. Nomenclature ICPE

Les différentes installations sont localisées sur le plan de masse [Ann. ND 7]. Le tableau de nomenclature est le suivant :

Rub.ICPE	Désignation des activités	Capacité de l'installation	Ré-gime	Rayon Aff
1434-1	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).	3 m3/h (Débit pompe de remplissage d'une chargeuse)	NC	
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de)	50 m3 (stockage des tasseaux)	NC	
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	100 kW	NC	
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des	<2 MW (Groupe électrogène)	NC	

Rub.ICPE	Désignation des activités	Capacité de l'installation	Ré-gime	Rayon Aff
	matières entrantes			
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	9 200 kW (2 x 2 TAR en série de puissance thermique unitaire 4 100 kW)	E	
2925	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d')	56 kW	D	
4719	Acétylène (numéro CAS 74-86-2)	32 kg (5 bouteilles de 6,35 kg chacune)	NC	
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).	42,5 tonnes (réservoir : 42 t 5 bouteilles de 10 kg chacune)	D	
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	7,675 t (cuve de gasoil pour chargeuse : 8,45 t Groupe électrogène : 225 kg))	NC	

Tableau 4. Tableau de nomenclature ICPE

D'après cette analyse réglementaire, le projet est soumis à enregistrement pour la rubrique 2921.

3.1.2. Statut Seveso

L'étude des rubriques pour lesquelles le projet est visé [Cf. paragraphe 3.1.1] ne met pas en évidence de dépassement direct des quantités Seuil Haut ou Seuil Bas pour les rubriques 4XXX.

Par ailleurs, le site n'est pas classé SEVESO par application des règles des cumuls définies au II de l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement.

D'après cette analyse réglementaire, le projet n'est pas sous le statut SEVESO.

3.2. Nomenclature « étude d'impact »

L'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 inscrit définitivement l'autorisation environnementale dans le code de l'environnement en y insérant, au sein du livre I, un nouveau titre VIII regroupant les futurs articles L. 181-1 à L. 181-31.

Le décret n°2017-81 précise les dispositions de cette ordonnance aux articles R. 181-1 à R. 181-56 du même code. Y sont détaillés le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale et les conditions de délivrance et de mise en œuvre de l'autorisation par le préfet.

Enfin, le décret n°2017-82 du même jour précise le contenu du dossier de demande en présentant les pièces, documents et informations à produire en fonction des intérêts à protéger ainsi que ceux au titre des autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments dont l'autorisation tient lieu. Ce texte précise également les modalités d'instruction des demandes d'autorisation (articles D.181-15-1 et suivants).

L'annexe de l'article R.122-2 du Code de l'environnement précise les catégories de projet devant réaliser une évaluation environnementale, soit de façon systématique, soit après une étude au cas par cas. Le tableau ci-dessous présente les rubriques auxquelles le projet d'aménagement est concerné.

Art. R122-2 du C.E.		État projeté
Projets soumis à évaluation environnementale	Projet soumis à examen au cas par cas	
Catégories de projet	1 Installations classées pour la protection de l'environnement	
a) Installations mentionnées à l'article L.515-28 du code de l'environnement	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.	Nouvelle ligne de production (capacité 90 000 tonnes/an) ⇒ concerné par la réalisation d'une évaluation environnementale dans la mesure où l'ICPE mentionnées à l'article L. 515-32 du code de l'Environnement.
b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (*). (*) Établissement : ensemble d'installations relevant d'un même exploitant sur un même site.	b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L.512-7-2 du code de l'environnement).	
Catégories de projet	39 Travaux, constructions et opérations d'aménagement	
a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m ² .	a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R.420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m ²	Surface de plancher du bâtiment à construire : 4488 m ² ⇒ non concerné

Tableau 5. Tableau des catégories de projet (art. R122-2 du code de l'environnement)

D'après cette analyse réglementaire, le projet est soumis à Évaluation Environnementale de façon systématique (Rubrique 1°). Une étude d'Impact est donc jointe au dossier de demande d'autorisation environnementale.

3.3. Nomenclature «loi sur l'eau»

Le site dans sa configuration actuelle n'est pas soumis selon une des rubriques de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'Environnement (dite nomenclature Loi sur l'eau).

Rubrique IOTA	Désignation de la rubrique	Etat projeté	Régime
1.1.1.0 2	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain non destiné à un usage domestique, exécuté en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	1 forage S3 et 3 piézomètres (PZ3, PZ04 et PZ05) sur site pour surveillance des eaux souterraines	D
1.1.2.0 2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé	84 000 m3	D

Tableau 2 : Rubriques concernant le projet au titre de la loi sur l'eau

Le projet est soumis à la nomenclature IOTA pour les rubriques 1.1.1.0 et 1.1.2.0. sous le régime de la déclaration. Elles seront intégrées dans le dossier ICPE dans la PJ n°4 « Etude d'impact ».

3.4. Périmètre IED et BREFs associés

Conformément à l'article R. 515-58 du Code de l'Environnement, les installations visées par la directive IED sont celles relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des ICPE ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Le projet est classé au titre d'une seule rubrique 3000, il s'agit de la rubrique **3250 relative à la transformation de métaux non ferreux**.

Rub.IED	Désignation des activités	Capacité de l'installation	Régime	Rayon Aff
3250-3a	Transformation de métaux non ferreux a) Fusion, y compris alliage, incluant les produits de récupération, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	409 t/j de matières à transformer (90 000 t/an de matières à transformer)	A	3 km

Tableau 6. Tableau de nomenclature IED

En conséquence :

- cette rubrique sera retenu comme rubrique principale de classement.
- Pour la définition des Meilleures Techniques Disponibles, le document de référence publié par la Commission Européenne associé à cette rubrique c'est-à-dire le BREF NFM, approuvé par la commission européenne en 2017 sera retenu.
- conformément à l'article R. 515-59 du Code de l'Environnement, le présent dossier inclut également dans la **PJ4 « étude d'impact »**:
 - les compléments à l'étude d'impact portant sur la description des mesures prévues pour l'application des Meilleures Techniques Disponibles ;
 - le rapport de base qui permettra de comparer l'état actuel de pollution des sols et des eaux souterraines du site d'exploitation avec son état futur lors de la mise à l'arrêt définitif des installations : ce rapport est joint en annexe à l'étude d'impact ;

- l'autorisation d'exploiter des installations relevant de la Directive IED sera conforme aux dispositions prévues par les articles R. 515-60 et R. 515-61 du Code de l'Environnement ;
- les prescriptions fixées par l'autorisation d'exploiter seront réexaminées périodiquement en fonction de l'évolution des Meilleures Techniques Disponibles, actée par la décision de la Commission Européenne indiquant que les conclusions du BREF NFM sont révisées.

Le projet est soumis à la directive IED. Un rapport de base et une étude sur les Meilleures Techniques Disponibles sont annexés à la PJ n°4 « étude d'impact ».

3.5. Communes concernant par le rayon d'affichage

Les communes qui se trouvent à l'intérieur du cercle centré sur l'établissement, de rayon égal au rayon d'affichage maximum prévu par le décret relatif à la nomenclature des installations classées pour les activités de transformation et de stockage des matières plastiques soumise à autorisation - soit **3 km** - figurent dans la liste ci-dessous :

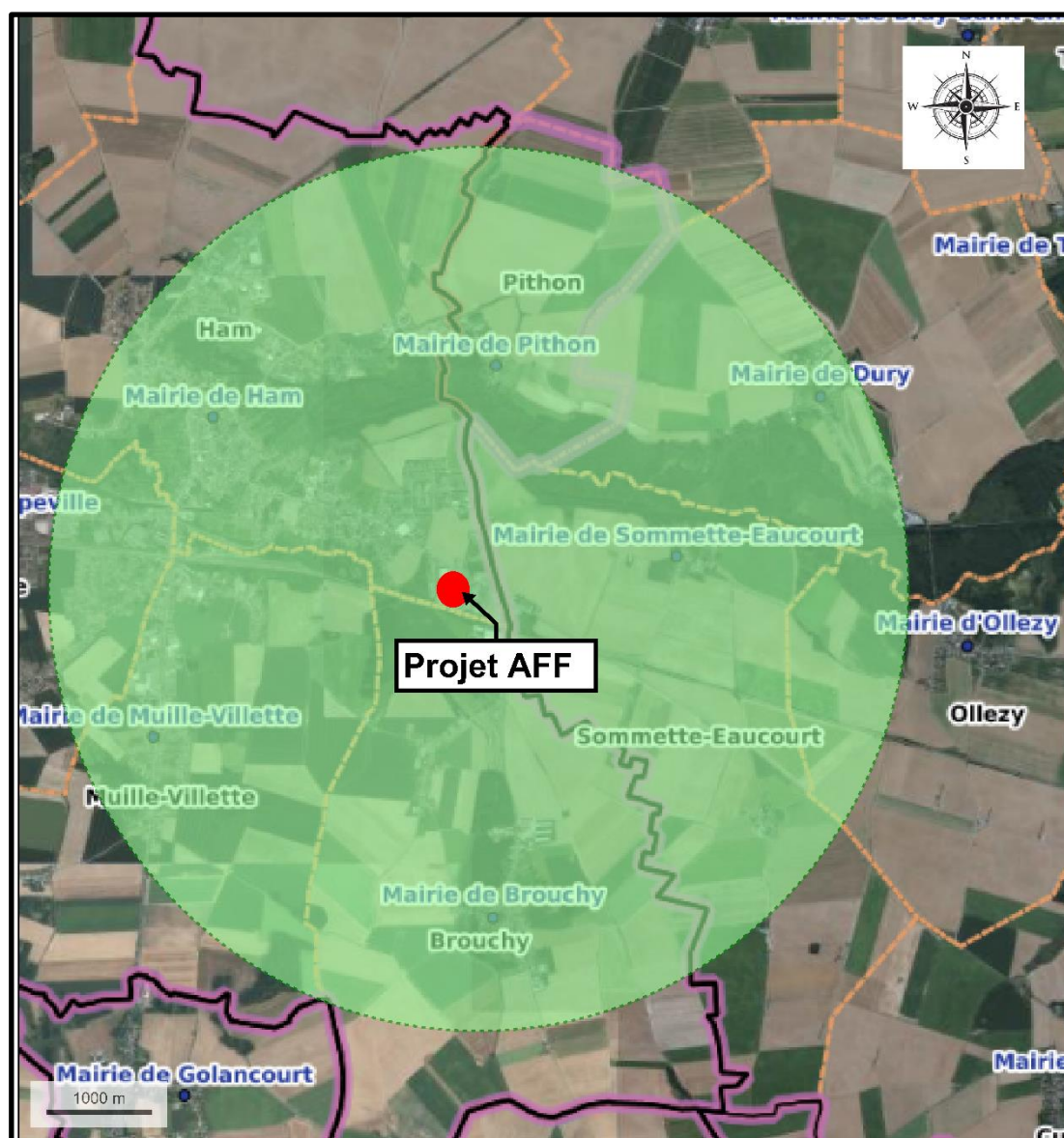
- **Dans la somme :**

- ☐ HAM
- ☐ Eaucourt sur Somme
- ☐ Dury
- ☐ Brouchy
- ☐ Muille-Villette
- ☐ Eppeville

- **Dans l'Aisne**

- ☐ Somette-Eaucourt
- ☐ Ollery
- ☐ Python

Une cartographie illustrant ce rayon d'affichage et les communes qui y sont incluses est présentée ci-dessous.



Cartographie 1. Communes visées par le rayon d'affichage de 3 km

3.6. Garanties financières

Des garanties financières doivent être mises en place, pour les installations soumises à autorisation, selon les arrêtés suivants :

- arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5e de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;
- arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

3.6.1. Objet des garanties

Les garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et les garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines sont établies pour certaines installations soumises à autorisation au titre de l'article R.516-1, 5° du code de l'environnement (Livre V – Titre Ier – Chapitre VI). En application de cet article, l'arrêté du 31 mai 2012 fixe les modalités de détermination et d'actualisation du montant de ces garanties financières.

L'installation de recyclage des chutes d'aluminium est classée sous la **rubrique 3250** de la nomenclature des ICPE. L'arrêté du 31 Mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines fixe les dispositions applicables à ces installations classées.

3.6.2. Montant des garanties

L'arrêté du 23 décembre 2015, modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, précise les modalités de calcul de ces garanties financières.

Le calcul du montant des garanties financières est mis en PJ n°60. Il est estimé à 487 406 €. Le montant global des garanties financières est supérieur à 100 000 euros. Conformément à l'article R516-1 du Code de l'Environnement, le site sera soumis à constitution de garanties financières

3.7. Conditions de remise en état du site après exploitation

3.7.1. Cadre réglementaire

En cas de cessation d'exploitation, l'exploitant en informe le Préfet avec un préavis d'au minimum 3 mois conformément à l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement, et s'engage à lui remettre un dossier sur l'état du site et son devenir.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R 512-39-2, R 512-39-3 et R 512-39-4 du code de l'environnement. La notification comportera au minimum les dispositions suivantes :

- La mise en sécurité du site
- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site
- L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Les opérations de remise en état du site veilleront à respecter ces prescriptions réglementaires.

3.7.2. Objectifs de la remise en état du site

La remise en état du site a pour but de limiter l'impact de la pollution sur le public. Les solutions peuvent consister en :

- la suppression de la source de pollution avec des techniques sur site ou hors site... (excavation, venting, ...)
- l'interruption de la voie de transfert entre le polluant et la cible (par exemple par la mise en place d'une dalle étanche en présence de métaux lourds dans le sol ou par des techniques de construction adaptées) ;
- la protection de la cible en l'empêchant, par exemple, d'accéder à un site dangereux pour elle (par ex par la mise en place de Servitudes d'Utilité Publique) ou en limitant les usages sensibles comme les crèches, les écoles et, dans certains cas, les habitations.

3.7.3. Usage futur du site

Les propositions sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt ont fait l'objet d'une demande d'avis du Maire de la commune de HAM, autorité compétente en matière d'urbanisme, ainsi que du propriétaire du terrain **[PJ 62 – 63]**. En l'absence de réponse des destinataires (propriétaire et mairie) sous 45 jours, ces avis sont réputés émis.

L'exploitant propose, lors de la mise à l'arrêt définitif de son installation, un usage futur similaire à la dernière période d'activité, c'est-à-dire un usage industriel non sensible

Annexes

ND 1. CERFA 15964-02

ND 2. Éléments graphiques

ND 3. Attestation de propriété et relevé parcellaire

ND 4. Archéologie préventive

ND 5. Demande de permis de construire

ND 6. Demande de dérogation d'implantation de panneaux photovoltaïques

ND 7. Nomenclature ICPE

ND 8. Capacités techniques et financières

ND 9. Garanties financières

ND 10. Remise en état le site

ND 1. CERFA 15964-02

Procédures concernées par l'autorisation environnementale sollicitée

Ne sont pas compris dans le champ d'application du présent Cerfa, les projets visés au II de l'article L.181-2 du code de l'environnement.

Demande d'autorisation environnementale concernant :

- ☐ Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation mentionnées à l'article L. 512-1 du code de l'environnement
- ☐ Un autre projet soumis à évaluation environnementale mentionné aux articles L. 181-1 et au II du L. 122-1-1 du code de l'environnement

Autres procédures concernées :

- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement
- ☐ Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement, sauf si cette déclaration est réalisée à part
- ☐ Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement)
- ☐ La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'une réserve naturelle (au titre des articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement)
- ☐ La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement (au titre des articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement)
- ☐ Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux requérant une dérogation « espèces et habitats protégés » (au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement)
- ☐ Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux pouvant faire l'objet d'une absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 (au titre de l'article L.414-4 du code de l'environnement)
- ☐ Un dossier agrément OGM (au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement)
- ☐ Un dossier agrément déchets (au titre de l'article L. 541-22 du code de l'environnement)
- ☐ Une installation de production d'électricité requérant une autorisation d'exploiter (au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie)
- ☐ Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation de défrichement (au titre des articles L. 214-13 et L.341-3 du code forestier)
- ☐ Une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (au titre des articles L. 5111-1-6, L. 5112-2, L. 5114-2, L. 5113-1 du code de la défense, L. 54 du code des postes et des communications électroniques, L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, L. 6352-1 du code des transports)
- ☐ Un projet d'infrastructure terrestre linéaire de transport liée à la circulation routière ou ferroviaire réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires (au titre des articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine)
- ☐ La modification d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (au titre des points 1° à 4° du IV et au VI de l'article L. 212-1 du code de l'environnement et prévue au VII du même article L. 212-1)

Informations générales sur le projet

2.1 Nature de l'objet de la demande

Nouveau projet activité, installation ouvrage ou travaux) ☐

Extension/Modification substantielle¹ ☐

¹ Modifications substantielles d'une AIOT existante conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Le présent formulaire portera sur les modifications envisagées ainsi que leurs interactions avec les installations déjà existantes.

2.2 Adresse du projet

N° voie		Type de voie		Nom de la voie	
				Lieu-dit ou BP	
Code postal		Localité			

2.3 Pour un projet terrestre, précisez les références cadastrales :

[illegible]

2.4 Pour un projet maritime ou fluvial, précisez les références géographiques :

[illegible]

2.5 Certificat de projet éventuellement délivré

Avez-vous demandé un certificat de projet ?

Oui ☐

Non ☐

Si oui, précisez le numéro d'enregistrement du certificat de projet

n°

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

S'agissant d'un projet IOTA (1° de l'article L. 181-1), nombre de pétitionnaires : ²

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Forme juridique

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

Si le demandeur habite à l'étranger

Pays

Province/Région

N° de téléphone

Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire

Madame ☐

Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

Nom, prénom

Raison sociale

Service

Fonction

Adresse

N° voie Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

² Se référer à l'annexe II :

N° de téléphone

Adresse électronique

Informations obligatoires sur le projet

4.1.1 Description de l'AIOT envisagée, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés de mise en œuvre, notamment sa nature et son volume [cf projets tels que définis à l'article L.181-1 du code de l'environnement].

4.1.2. Description des moyens de suivi et de surveillance :

4.1.3. Description des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées :

4.1.4. Description des mesures permettant une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable :

4.2.1 Activité IOTA

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature « loi sur l'eau » dans laquelle ou lesquelles l'installation, l'ouvrage, les travaux ou les activités doivent être rangés :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques	Désignation des seuils ou critères dans lesquels s'inscrit l'IOTA	Régime

4.2.2 Activité ICPE

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques avec seuil	Désignation des installations avec taille exprimées avec les unités des critères de classement	Régime

4.2.3. Pour les projets, qui ne sont ni des IOTA ni des ICPE, mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article [L. 122-1-1](#), lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, et pour les projets mentionnés au troisième alinéa de ce II :

Précisez la ou les catégorie(s) de la nomenclature relative à évaluation environnementale (annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement) dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

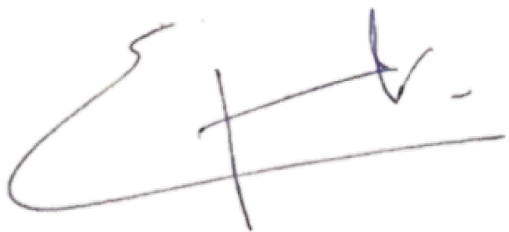
Catégories de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas

Signature de la demande

À

Le

Signature du demandeur



Pièces à joindre à la demande d'autorisation environnementale

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous renseigner auprès de la préfecture de département.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet désigné par l'article R. 181-2 en quatre exemplaires papier et sous forme électronique. S'il y a lieu, il est également fourni sous les mêmes formes dans une version dont les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4³ et au II. de l'article L. 124-5⁴ sont occultées [article R. 181-12 du code de l'environnement].

Chaque dossier est accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre autorisation, parmi celles énumérées ci-dessous.

Vous devez transmettre tous les documents concernés par votre demande. Le contenu de certaines pièces est détaillé dans l'annexe I.

1) Pièces à joindre pour tous les dossiers :

P.J.⁵ n°1. - Un plan de situation du projet, à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur lequel sera indiqué l'emplacement du projet [2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]

☐

P.J. n°2. - Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier (notamment du point 4 du Cerfa et des pièces n°3 et n°67) [7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]

☐

P.J. n°3. - Un justificatif de la maîtrise foncière du terrain [3° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]

☐

P.J. n°4. – Lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3-1 du code de l'environnement [5° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]
[Se référer à l'annexe I](#)

☐

P.J. n°5. - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, l'étude d'incidence proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement [article R. 181-14 du code de l'environnement]
[Se référer à l'annexe I](#)

☐

P.J. n° 6 – Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R.122-3-1, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision [6° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]

☐

P.J. n°7. - Une note de présentation non technique du projet [8° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]

☐

P.J. n°8. (Facultatif) Une synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L.181-3, L.181-4 et R.181-43 [article R.181-13 du code de l'environnement]

☐

³Après avoir apprécié l'intérêt d'une communication, l'autorité publique peut rejeter la demande d'une information relative à l'environnement dont la consultation ou la communication porte atteinte :

1° Aux intérêts mentionnés aux articles L. 311-5 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration, à l'exception de ceux visés au e et au h du 2° de l'article L. 311-5 ;

2° A la protection de l'environnement auquel elle se rapporte ;

3° Aux intérêts de la personne physique ayant fourni, sans y être contrainte par une disposition législative ou réglementaire ou par un acte d'une autorité administrative ou juridictionnelle, l'information demandée sans consentir à sa divulgation ;

4° A la protection des renseignements prévue par l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques.

⁴I.-Lorsqu'une autorité publique est saisie d'une demande portant sur des informations relatives aux facteurs mentionnés au 2° de l'article L. 124-2, elle indique à son auteur, s'il le demande, l'adresse où il peut prendre connaissance des procédés et méthodes utilisés pour l'élaboration des données.

II.-L'autorité publique ne peut rejeter la demande d'une information relative à des émissions de substances dans l'environnement que dans le cas où sa consultation ou sa communication porte atteinte :

1° A la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale ;

2° Au déroulement des procédures juridictionnelles ou à la recherche d'infractions pouvant donner lieu à des sanctions pénales ;

3° A des droits de propriété intellectuelle.

⁵ Pièce jointe

Pièces à joindre à la demande en fonction du projet envisagé

Le dossier de demande est complété par les pièces, documents et informations propres aux activités, installations, ouvrages et travaux prévus par le projet pour lequel l'autorisation est sollicitée ainsi qu'aux espaces et espèces faisant l'objet de mesures de protection auxquels il est susceptible de porter atteinte *[article R. 181-15 du code de l'environnement]*.

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

VOLET 1/. LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 1° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants *[au titre de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

I. Lorsqu'il s'agit de systèmes d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou d'installations d'assainissement non collectif, la demande comprend *[I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n°9. - Une description du système de collecte des eaux usées, *[1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

[Se référer à l'annexe I](#)

☐

P.J. n°10. - Si le système d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif comprend des déversoirs d'orage ou d'autres ouvrages de rejet au milieu, l'évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, une détermination des conditions climatiques, et une estimations des flux de pollution déversés dans le milieu récepteur. Une évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, parvenant au déversoir, ainsi que leurs variations, notamment celles dues aux fortes pluies *[2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

☐

P.J. n°11. - Une description des modalités de traitement des eaux collectées et des boues produites *[3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

[Se référer à l'annexe I](#)

☐

P.J. n°12. - Si les eaux usées traitées font l'objet d'une réutilisation aux fins prévues à l'article R. 211-23, la description du projet de réutilisation des eaux usées traitées envisagé comprenant l'usage et le niveau de qualité des eaux visés, les volumes destinés à cet usage et la période durant laquelle aurait lieu cette réutilisation *[4° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

☐

P.J. n°13. - L'estimation du coût global de la mise en œuvre du projet d'assainissement, son impact sur le prix de l'eau, le plan de financement prévisionnel, ainsi que les modalités d'amortissement des ouvrages d'assainissement. *[5° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

☐

II. Lorsqu'il s'agit d'une demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact, ou l'étude d'incidence, du projet comporte des éléments spécifiques relatifs à cette demande *[II. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

[Se référer à l'annexe I](#)

III. Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.5.0 du tableau de l'article R. 214-1 (barrages de retenue et ouvrages assimilés), la demande comprend également *[III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n°14. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 *[1° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 4° de l'article R. 181-3 du même code]* ;

☐

P.J. n°15. - Une note décrivant la procédure de première mise en eau conformément aux dispositions du I de l'article R.214-121 *[2° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

☐

<p>P.J. n°16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R.214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B [3° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p> <p>Se référer à l'annexe I</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°17. - Une note précisant que le porteur de projet disposera des capacités techniques et financières permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site [4° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°18. - Lorsque l'ouvrage est construit dans le lit mineur d'un cours d'eau [5° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 7° de l'article R. 181-13] :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique - le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation - un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale - un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons 	<input type="checkbox"/>	
<p>IV. Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 (système d'endiguement, aménagement hydraulique), la demande comprend en outre [IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :</p>		
<p>P.J. n°19. - L'estimation de la population de la zone protégée lorsqu'il s'agit d'un système d'endiguement et l'indication du niveau de la protection au sens de l'article R. 214-119-1, dont bénéficie cette dernière [1° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°20. - La liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des ouvrages préexistants qui contribuent à la protection du territoire contre les inondations et les submersions ainsi que, lorsque le pétitionnaire n'est pas le propriétaire de ces ouvrages, les justificatifs démontrant qu'il en a la disposition ou a engagé les démarches à cette fin [2° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°21. - Dans le cas de travaux complémentaires concernant un système d'endiguement existant, au sens de l'article R. 562-13, la liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des digues existantes [3° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°22. - Les études d'avant-projet des ouvrages à modifier ou à construire ou une notice décrivant leur fonctionnalité si ces ouvrages modifiés ou construits concernent des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques [4° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°23. - L'étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 du code de l'environnement [5° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p> <p>Se référer à l'annexe I</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°24. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 [6° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>V. Lorsqu'il s'agit d'un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau prévue par l'article L. 215-15 du code de l'environnement, la demande comprend également [V. de l'article D.181-15-1 du code de l'environnement] :</p>		
<p>P.J. n°25. - La démonstration de la cohérence hydrographique de l'unité d'intervention [1° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°26. - S'il y a lieu, la liste des obstacles naturels ou artificiels, hors ouvrages permanents, préjudiciables à la sécurité des sports nautiques non motorisés [2° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°27. - Le programme pluriannuel d'interventions [3° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>P.J. n°28. - S'il y a lieu, les modalités de traitement des sédiments déplacés, retirés ou remis en suspension dans le cours d'eau [4° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].</p>	<input type="checkbox"/>	
<p>VI. Lorsqu'il s'agit d'installations utilisant l'énergie hydraulique, la demande comprend également [VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :</p>		
<p>P.J. n°29. - Avec les justifications techniques nécessaires, le débit maximal dérivé, la hauteur de chute brute maximale, la puissance maximale brute calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale, et le volume stockable [1° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 4° de l'article R. 181-13 du même code] ;</p>	<input type="checkbox"/>	

P.J. n°30. - Une note justifiant les capacités techniques et financières du pétitionnaire et la durée d'autorisation proposée [2° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°31. - Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements [3° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°32. - En complément du 7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement [4° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- L'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation ;	<input type="checkbox"/>
- Un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale ;	<input type="checkbox"/>
- Un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°33. - Si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent, l'étude de dangers établie pour ces ouvrages conformément à l'article R. 214-116 [5° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]. Se référer à l'annexe	<input type="checkbox"/>
VII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique, le dossier de demande comprend également [VII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	
P.J. n°34. - Le projet du premier plan annuel de répartition prévu au deuxième alinéa de l'article R. 214-31-1 du code de l'environnement, à savoir le projet du premier plan annuel de répartition entre préleveurs irrigants du volume d'eau susceptible d'être prélevé [VII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
VIII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet qui doit être déclaré d'intérêt général dans le cadre de l'article R. 214-88, le dossier de demande est complété par les éléments mentionnés à l'article R. 214-99, à savoir [VIII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :	
1. Dans tous les cas [I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :	
P.J. n°35. - Un mémoire justifiant l'intérêt général ou l'urgence de l'opération [1° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°36. - Un mémoire explicatif [2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>
P.J. n°37. - Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux [3° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
2. Dans les cas d'opérations pour lesquelles les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt sont appelées à participer aux dépenses [II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :	
P.J. n°38. - La liste des catégories de personnes publiques ou privées, physiques ou morales appelées à participer à ces dépenses [1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°39. - La proportion des dépenses dont le pétitionnaire demande la prise en charge par les personnes mentionnées au 1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement (PJ 32), en ce qui concerne, d'une part, les dépenses d'investissement, d'autre part, les frais d'entretien et d'exploitation des ouvrages ou des installations [2° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>

P.J. n°40. - Les critères retenus pour fixer les bases générales de répartition des dépenses prises en charge par les personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [3° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°41. - Les éléments et les modalités de calcul qui seront utilisés pour déterminer les montants des participations aux dépenses des personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [4° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°42. - Un plan de situation des biens et des activités concernés par l'opération [5° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°43. - L'indication de l'organisme qui collectera les participations demandées aux personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement), dans le cas où le pétitionnaire ne collecte pas lui-même la totalité de ces participations [6° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>

IX. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet relevant de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1, le dossier de demande est complété, par les éléments suivants [IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

P.J. n°44. - Une étude préalable dont le contenu est précisé à l'article R. 211-33 [IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°45. - Un programme prévisionnel d'épandage dans les conditions fixées par l'article R. 211-39 du code de l'environnement et par les éléments mentionnés à l'article R. 211-46 de ce même code [IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>

VOLET 2/. INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 2° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants [article D. 181-15-2 du code de l'environnement] :

Pièces à joindre pour tous les dossiers ICPE :

P.J. n°46. - Une description des procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation [2° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ; <i>Le cas échéant, le pétitionnaire pourra adresser, en exemplaire unique et sous pli séparé, les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.</i>	<input type="checkbox"/>
P.J. n°47. - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 181-27 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation [3° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°48. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration [9° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°49. - L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III. de l'article D. 181-15-2 [10° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]. Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>

Pièces complémentaires à joindre selon la nature ou la situation du projet :

I. Lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article L.515-8 pour une installation à implanter sur un site nouveau :		
P.J. n°50.- Préciser le périmètre des ces servitudes et les règles souhaitées [1° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;		
I. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est destinée au traitement de déchets :		
P.J. n°51. - L'origine géographique prévue des déchets [4° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°52. - La manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement (les plans nationaux de prévention et de gestion des déchets) et L. 4251-1 du code des collectivités territoriales (le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) [4° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
II. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à quotas d'émission de gaz à effet de serre (installations relevant des articles L. 229-5 et L. 229-6 du code de l'environnement) :		
P.J. n°53. - Une description des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effets de serre [a] du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°54. - Une description des différents sources d'émissions de gaz à effets de serre de l'installation [b] du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°55. - Une description des mesures prises pour quantifier les émissions à travers un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement prévu à l'article 14 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003 modifiée. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant sans avoir à modifier son autorisation [c] du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°56. - Un résumé non technique des informations mentionnées aux a), b) et c) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement (PJ 48, 49 et 50) [d] du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
III. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation IED (installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V, et visées à l'annexe I de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles) :		
P.J. n°57. - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles, doit contenir les compléments prévus à l'article R.515-59 [I. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°58. - Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement [II. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°59. - Une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale [II. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
IV. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à garanties financières pour les installations mentionnées à l'article R. 516-1:		
P.J. n°60. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 [8° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°61. - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement [1 ^{er} alinéa du 6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ; Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>	
V. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation à implanter sur un site nouveau :		

P.J. n°62. - L'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [11° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°63. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [11° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
Ces avis (PJ 57 et 58) sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire.		
VI. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :		
P.J. n°64. - Sauf dans le cas d'une révision en cours (P.J. n°68), un document établi par le pétitionnaire justifiant que le projet est conforme, selon le cas, au règlement national d'urbanisme, au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu ou à la carte communale en vigueur au moment de l'instruction [a) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°65. - La délibération favorable prévue à l'article L. 515-47 (de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétence en matière de plan local d'urbanisme ou, à défaut, du conseil municipal de la commune concernée) lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou une commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme avant la date de dépôt de la demande d'autorisation environnementale et que les installations projetées ne respectent pas la distance d'éloignement mentionnée à l'article L. 515-44 vis-à-vis des zones destinées à l'habitation définies dans le projet de plan local d'urbanisme [b) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°66. - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine [c) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°67. - Lorsque l'implantation des aérogénérateurs est prévue à l'intérieur de la surface définie par la distance minimale d'éloignement précisée par arrêté du ministre chargé des installations classées, une étude des impacts cumulés sur les risques de perturbations des radars météorologiques par les aérogénérateurs implantés en deçà de cette distance. Les modalités de réalisation de cette étude sont précisées par arrêté du ministre chargé des installations classées [d) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	
VII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est mentionnée à l'article R. 516-1 ou à l'article R. 515-101		
P.J. n°68. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement [8° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
VII. Si l'autorisation environnementale ou, le cas échéant, l'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation du projet, apparaît manifestement insusceptible d'être délivrée eu égard à l'affectation des sols définie par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu ou la carte communale en vigueur au moment de l'instruction, à moins qu'une procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du document d'urbanisme ayant pour effet de permettre cette délivrance soit engagée :		
P.J. n°69. - La délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme, du document en tenant lieu ou de la carte communale [13° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
VIII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une carrière ou une installation de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales :		
P.J. n°70. - Le plan de gestion des déchets d'extraction [14° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
IX. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation d'une puissance supérieure à 20 MW :		
P.J. n°71. - L'analyse du projet sur la consommation énergétique mentionnée au 3° du II. de l'article R. 122-5 comporte une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid [II. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°72. - une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. II. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>	

X. SI l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation de carrières destinées à l'exploitation souterraine de gypse située dans le périmètre d'une forêt de protection telle définie à l'article L. 141-1 du code forestier :		
P.J. n°73. - Une description du gisement sur lequel porte la demande ainsi que les pièces justifiant son intérêt national au regard des documents mentionnés au I de l'article R. 141-38-4.	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°74. - L'analyse de la compatibilité de l'opération avec la destination forestière des lieux et des modalités de reconstitution de l'état boisé au terme des travaux.	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°75. - Un document attestant que les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, seront définis et utilisés de façon à limiter le plus possible l'occupation des parcelles forestières classées.	<input type="checkbox"/>	
P.J. n°76. - Un document décrivant, pour les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, les voies d'accès en surface que le pétitionnaire utilisera. En cas d'impossibilité de les établir dans l'emprise des voies ou autres alignements exclus du périmètre de classement ou, à défaut, dans celle des routes forestières ou chemins d'exploitation forestiers, le document justifie de cette impossibilité.	<input type="checkbox"/>	
XI. SI l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation de tri mécano-biologique mentionnée à l'article R.543-227-2 :		
P.J. n°77 – Les pièces justificatives prévues au IV de l'article R.543-227-2	<input type="checkbox"/>	

VOLET 2 bis/. ENREGISTREMENT

Lorsque le projet nécessite l'enregistrement d'installations mentionnées à article L. 512-7, le dossier de demande comporte : *[article D. 181-15-2 bis du code de l'environnement]* :

P.J. n°78. – Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du titre Ier du livre V du présent code, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7, présentant notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions. La demande d'enregistrement indique, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 sollicités par l'exploitant.	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------

VOLET 3/. MODIFICATION D'UNE RÉSERVE NATURELLE

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle nationale ou d'une réserve naturelle classée en Corse par l'État, le dossier est complété par les documents suivants *[article D. 181-15-3 du code de l'environnement]* :

P.J. n°79. – Des éléments suffisants permettant d'apprécier les conséquences de l'opération sur l'espace protégé et son environnement mentionnés au 4° du I de l'article R.332-24.	<input type="checkbox"/>
---	--------------------------

VOLET 4/. MODIFICATION D'UN SITE CLASSÉ

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement, le dossier de demande est complété par les informations et pièces complémentaires suivantes *[article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* :

P.J. n°80. - Une description générale du site classé ou en instance de classement accompagnée d'un plan de l'état existant <i>[1° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°81. - Le plan de situation du projet, mentionné au 2° de l'article R. 181-13 (à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, 1/50 000), précisant le périmètre du site classé ou en instance de classement <i>[2° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]</i> ;	<input type="checkbox"/>

P.J. n°82. - Un report des travaux projetés sur le plan cadastral à une échelle <i>appropriée</i> [3° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°83. - Un descriptif des travaux en site classé précisant la nature, la destination et les impacts du projet à réaliser accompagné d'un plan du projet et d'une analyse des impacts paysagers du projet [4° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°84. - Un plan de masse et des coupes longitudinales adaptées à la nature du projet et à l'échelle du site [5° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°85. - La nature et la couleur des matériaux envisagés [6° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°86. - Le traitement des clôtures ou aménagements et les éléments de végétation à conserver ou à créer [7° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°87. - Des documents photographiques permettant de situer le terrain dans l'environnement proche et si possible dans le paysage lointain (reporter les points et les angles des prises de vue sur le plan de situation) [8° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°88. - Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site classé [9° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>

VOLET 5/. DÉROGATION « ESPÈCES ET HABITATS PROTÉGÉS »

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu de dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2, le dossier de demande est complété par la description [article D. 181-15-5 du code de l'environnement] :

P.J. n°89. - Des espèces concernées, avec leur nom scientifique et nom commun [1° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°90. - Des spécimens de chacune des espèces faisant l'objet de la demande avec une estimation de leur nombre et de leur sexe [2° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°91. - De la période ou des dates d'intervention [3° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°92. - Des lieux d'intervention [4° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°93. - S'il y a lieu, des mesures de réduction ou de compensation mises en œuvre, ayant des conséquences bénéfiques pour les espèces concernées [5° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°94. - De la qualification des personnes amenées à intervenir [6° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°95. - Du protocole des interventions : modalités techniques et modalités d'enregistrement des données obtenues [7° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°96. - Des modalités de compte-rendu des interventions [8° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

VOLET 6/. DOSSIER AGRÉMENT OGM

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés au titre de l'article L. 532-3, le dossier de demande est complété par les informations suivantes [article D. 181-15-6 du code de l'environnement] :

P.J. n°97. - La nature de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés que le demandeur se propose d'exercer [1° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
---	--------------------------

P.J. n°98. - Les organismes génétiquement modifiés qui seront utilisés et la classe de confinement dont relève cette utilisation [2° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°99. - Le cas échéant, les organismes génétiquement modifiés dont l'utilisation est déjà déclarée ou agréée et la classe de confinement dont celle-ci relève [3° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°100. - Le nom du responsable de l'utilisation et ses qualifications [4° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°101. - Les capacités financières de la personne privée exploitant une installation relevant d'une classe de confinement 3 ou 4 [5° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°102. - Les procédures internes permettant de suspendre provisoirement l'utilisation ou de cesser l'activité [6° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°103. - Un dossier technique, dont le contenu est fixé par l'arrêté du 28 mars 2012 relatif au dossier technique demandé pour les utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés prévu aux articles R. 532-6, R. 532-14 et R. 532-26 du code de l'environnement. [7° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>

VOLET 7/. DOSSIER AGRÉMENT DÉCHETS

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour la gestion de déchets prévu à l'article L. 541-22 :

P.J. n°104. - Le dossier de demande est complété par les informations requises par les articles R. 543-11, R. 543-13, R. 543-35, R. 543-145, R. 543-162 et D. 543-274. [Article D. 181-15-7 du code de l'environnement]

☐

VOLET 8/. DOSSIER ÉNERGIE

Lorsque le projet nécessite une autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie [article D. 181-15-8 du code de l'environnement] :

P.J. n°105. - : le dossier de demande précise ses caractéristiques [article D. 181-15-8 du code de l'environnement]

[Se référer à l'annexe I](#)

☐

VOLET 9/. AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de défrichement, le dossier de demande est complété par les éléments suivants [article D. 181-15-9 du code de l'environnement] :

P.J. n°106. - Une déclaration indiquant si, à la connaissance du pétitionnaire, les terrains ont été ou non parcourus par un incendie durant les quinze années précédant l'année de la demande.
Lorsque le terrain relève du régime forestier, cette déclaration est produite dans les conditions de l'article R. 341-2 du code forestier [1° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement].

☐

P.J. n°107. - Sur le plan de situation mentionné au 2° de l'article R. 181-13, la localisation et la superficie de la zone à défricher par parcelle cadastrale et pour la totalité de ces superficies.

☐

P.J. n°108. - Un extrait du plan cadastral [3° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement]

☐

VOLET 10/. AUTORISATION INFRASTRUCTURES TERRESTRES LINÉAIRE DE TRANSPORT

Lorsque que l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation préalable d'un projet d'infrastructure terrestre linéaire de transport liée à la circulation routière ou ferroviaire réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires au titre des articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, le dossier de demande est complété par les éléments suivants [article D. 181-15-1 bis du code de l'environnement] :

P.J. n°109. - Une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux [1° de l'article D. 181-15-1 bis du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°110. - Le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13, précisant le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques [2° de l'article D. 181-15-1 bis du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°111. - Un plan de masse et des coupes longitudinales adaptées à la nature du projet et à l'échelle du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques faisant apparaître les aménagements, les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés [3° de l'article D. 181-15-1 bis du code de l'environnement];	<input type="checkbox"/>
P.J. n°112. - Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain [4° de l'article D. 181-15-1 bis du code de l'environnement] ;	<input type="checkbox"/>
P.J. n°113 - Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques [5° de l'article D. 181-15-1 bis du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>

Autres renseignements

Informations complémentaires et justificatifs éventuels :

Engagement du demandeur

Fait,
le

Nom et signature du demandeur



Vous trouverez ci-dessous, des précisions sur certaines pièces qui sont demandées dans le document Cerfa n° :

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Etude d'impact :

P.J.n°4 Le contenu de l'étude d'impact⁶ est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine [article R.122-5 du code de l'environnement]. Ce contenu tient compte, le cas échéant, de l'avis rendu en application de l'article R. 122-4 (cadre préalable) et inclut les informations qui peuvent raisonnablement être requises, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes.

En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire :

Un résumé non technique des informations prévues ci-dessous. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant ;
Une description du projet, y compris en particulier :

– une description de la localisation du projet ;

– une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition nécessaires, et des exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de construction et de fonctionnement ;

– une description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet, relatives au procédé de fabrication, à la demande et l'utilisation d'énergie, la nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisés ;

– une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement.

Pour les installations relevant du titre Ier du livre V du code de l'environnement et les installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 593-1 du même code, cette description pourra être complétée dans le dossier de demande d'autorisation en application des articles R. 181-13 et suivants et de l'article R.593-16 ;

Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, , et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport à l'état initial de l'environnement peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles ;

Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 du code de l'environnement susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage ;

Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :

- de la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;

⁶ Afin de veiller à l'exhaustivité et à la qualité de l'étude d'impact, le maître d'ouvrage s'assure que celle-ci est préparée par des experts compétents

	- de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ;	
	- de l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ;	
	- des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;	
	<p>- du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées.</p> <p>Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.</p> <p>Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.</p> <p>Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> – ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 du code de l'environnement et d'une consultation du public ; – ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public. <p>Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ;</p>	
	- des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ;	
	- des technologies et des substances utilisées.	
	La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 du code de l'environnement porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet ;	
	Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence ;	
	Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ;	
	<p>Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> – éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ; – compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité. <p>La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° de l'article R.122-5 du code de l'environnement ;</p>	
	Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées ;	
	Une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement ;	
	Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation ;	
	Lorsque certains des éléments requis ci-dessus figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact.	
	<p>Pour les infrastructures de transport visées aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, l'étude d'impact comprend, en outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une analyse des conséquences prévisibles du projet sur le développement éventuel de l'urbanisation ; – une analyse des enjeux écologiques et des risques potentiels liés aux aménagements fonciers, agricoles et forestiers portant notamment sur la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers induits par le projet, en fonction de l'ampleur des travaux prévisibles et de la sensibilité des milieux concernés ; – une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité. Cette analyse comprendra les principaux résultats commentés de l'analyse socio-économique lorsqu'elle est requise par l'article L. 1511-2 du code des transports ; – une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter ; – une description des hypothèses de trafic, des conditions de circulation et des méthodes de calcul utilisées pour les 	

évaluer et en étudier les conséquences.	
Elle indique également les principes des mesures de protection contre les nuisances sonores qui seront mis en œuvre en application des dispositions des articles R. 571-44 à R. 571-52 du code de l'environnement.	
Pour les installations, ouvrages, travaux et aménagements relevant du titre Ier du livre II et faisant l'objet d'une évaluation environnementale, l'étude d'impact contient les éléments mentionnés au II de l'article R. 181-14 du code de l'environnement.	
Pour les projets soumis à une étude d'incidences en application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre IV du code de l'environnement, le formulaire d'examen au cas par cas tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 lorsqu'il permet d'établir l'absence d'incidence sur tout site Natura 2000. S'il apparaît après examen au cas par cas que le projet est susceptible d'avoir des incidences significatives sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ou si le projet est soumis à évaluation des incidences systématique en application des dispositions précitées, le maître d'ouvrage fournit les éléments exigés par l'article R. 414-23. L'étude d'impact tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle contient les éléments exigés par l'article R. 414-23.	
Pour les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du titre Ier du livre V du code de l'environnement et les installations nucléaires de base relevant du titre IX du même livre, le contenu de l'étude d'impact est précisé et complété en tant que de besoin conformément au II de l'article D. 181-15-2 et à l'article R.593-17.	
Pour les installations de stockage des déchets, l'étude d'impact indique les techniques envisageables destinées à permettre une éventuelle reprise des déchets dans le cas où aucune autre technique ne peut être mise en œuvre conformément aux dispositions de l'article L.541-25 du code de l'environnement. Lorsqu'il s'agit d'une demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact du projet comporte les éléments mentionnés à l'alinéa II. Du D.181-15-1 (cf. 2) VOLET 1). Pour les actions ou opérations d'aménagement devant faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone en application de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, l'étude d'impact comprend, en outre, les conclusions de cette étude et une description de la façon dont il en est tenu compte.	

Etude d'incidence :

P.J. n°5. - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, le dossier comportera une étude d'incidence environnementale proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement <i>[article R. 181-14 du code de l'environnement]</i> L'étude d'incidence environnementale comporte :	
	La description de l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement <i>[1° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]</i> ;
	Les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, eu égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement <i>[2° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]</i> ;
	Les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ou réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser la justification de cette impossibilité <i>[3° du I. de l'article R.181-14 du code de l'environnement]</i> ;
	Les mesures de suivi <i>[4° du I. de l'article 181-14 du code de l'environnement]</i> ;
	Les conditions de remise en état du site après exploitation <i>[5° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]</i> ;
	Un résumé non technique <i>[6° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]</i> ;
Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, l'étude d'incidence environnementale : <i>[II. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]</i> :	
	- porte sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques. Elle précise les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard de ces enjeux ;
	elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec :

	* le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux,	
	* les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7,	
	- elle justifie de la contribution du projet à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10.	
	Lorsque le projet est susceptible d'affecter un ou des sites Natura 2000, l'étude d'incidence environnementale comporte l'évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites dont le contenu est défini à l'article R. 414-23 du code de l'environnement <i>[II. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]</i> .	
	Lorsqu'il s'agit d'une demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'incidence du projet comporte les éléments mentionnés à l'alinéa II. du D.181-15-1 (cf. 2) VOLET 1).	

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

VOLET 1/. LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

P.J. n°9. - Une description du système de collecte des eaux usées, comprenant *[1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

Pour les systèmes d'assainissement des eaux usées, la cartographie de l'agglomération d'assainissement concernée, faisant apparaître le nom des communes qui la constituent et la délimitation de son périmètre à l'échelle 1/25 000 *[a] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

Une description de la zone desservie par le système de collecte, y compris les extensions de réseau prévues, ainsi que les raccordements d'eaux usées non domestiques existants *[b] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

Le plan du système de collecte permettant de localiser les différents ouvrages et points de rejet au milieu récepteur, ainsi que leurs caractéristiques et leurs modalités de surveillance *[c] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

Le diagnostic de fonctionnement du système de collecte, ainsi que les solutions mises en œuvre pour limiter la variation des charges et les apports d'eaux pluviales entrant dans le système d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif, éviter tout rejet direct d'eaux usées non traitées dans le milieu récepteur, et réduire leur impact en situation inhabituelle *[d] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

Une évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, à collecter et traiter, ainsi que leurs variations, notamment les variations saisonnières et celles dues à de fortes pluies, décomposés selon leur origine, domestique, non domestique ou liée aux eaux pluviales *[e] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Les zonages prévus à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'ils existent, et le calendrier de mise en œuvre ou d'évolution du système de collecte *[f] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

L'évaluation des volumes et des flux de pollution des apports extérieurs amenés à la station de traitement autrement que par le réseau *[g] du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

P.J. n°10. Si le système d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif comprend des déversoirs d'orage ou d'autres ouvrages de rejet au milieu :

Une évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, parvenant au déversoir, décomposés selon leur origine, domestique, non domestique ou liée aux eaux pluviales [a) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
Une détermination des conditions climatiques, notamment du niveau d'intensité pluviométrique, déclenchant un rejet dans l'environnement ainsi qu'une estimation de la fréquence des événements pluviométriques d'intensité supérieure ou égale à ce niveau [b) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
Une estimation des flux de pollution déversés dans le milieu récepteur en fonction des événements pluviométriques retenus au 2° et l'étude de leur impact [c) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;

P.J. n°11. Une description des modalités de traitement des eaux collectées et des boues produites indiquant [3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :
Les objectifs de traitement retenus compte tenu des obligations réglementaires et des objectifs de qualité des eaux réceptrices [a) du 3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
Les conditions, notamment pluviométriques, dans lesquelles ces objectifs peuvent être garantis à tout moment [b) du 3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
Les modalités de calcul du débit de référence et la capacité maximale journalière de traitement de la station de traitement des eaux usées pour laquelle les performances d'épuration peuvent être garanties hors périodes inhabituelles, pour les différentes formes de pollutions traitées, notamment pour la demande biochimique d'oxygène en cinq jours [c) du 3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
La localisation de la station de traitement des eaux usées ou de l'installation d'assainissement non collectif, la justification de l'emplacement retenu au regard des zones à usage sensible et de la préservation des nuisances de voisinage et des risques sanitaires [d) du 3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
Les points de rejet, les caractéristiques des milieux récepteurs et l'impact de ces rejets sur leur qualité [e) du 3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] ;
Le descriptif des filières de traitement des eaux usées et des boues issues de ce traitement [f) du 3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].
Le calendrier de mise en œuvre des ouvrages de traitement ou de réhabilitation des ouvrages existants [g) du 3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].
Les modalités prévues d'élimination des sous-produits issus de l'entretien du système de collecte des eaux usées et du fonctionnement du système d'assainissement ou de l'installation d'assainissement non collectif [h) du 3° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement].

Demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective :

(Éléments devant figurer dans l'étude d'impact ou l'étude d'incidence)

1° Les informations concernant l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés, ainsi que toutes les informations de nature à justifier les besoins de prélèvements
2° Les informations disponibles sur les ouvrages de stockage pour l'irrigation, existants et envisagés, destinés à permettre la substitution des prélèvements en période de basses eaux par des prélèvements effectués en dehors de cette période ;
3° Un argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux. Lorsque l'étude d'évaluation des volumes prélevables mentionnés à l'article R. 211-21-1 a été réalisée, cet argumentaire est élaboré au vu de cette étude ;
4° Le cas échéant, le programme de mesures de retour à l'équilibre, mentionné au IV de l'article R. 214-31-2, issu d'une concertation territoriale.

Etudes de dangers :

Barrages de retenue et ouvrages assimilés :

P.J. n°16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B [3° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

Une explicitation des risques pris en compte, le détail des mesures aptes à les réduire et une précision des risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures précitées ; elle prend notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture des ouvrages ; elle prend également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels les accidents et incidents liés à l'exploitation de l'aménagement. [II. de l'article R214-116 du code de l'environnement] ;

Un examen exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue. L'étude évalue les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité ;

Un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels ainsi qu'une cartographie des zones de risques significatifs ;

Lorsqu'il s'agit d'une construction ou de la reconstruction d'un barrage, une démonstration de la maîtrise des risques pour la sécurité publique au cours de chacune des phases du chantier.

Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de dangers conformément à l'arrêté du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu et aux notes d'interprétation disponibles à l'adresse suivante: <https://www.ecologie.gouv.fr/ouvrages-hydrauliques-barrages-et-digues>.

Système d'endiguement, aménagement hydraulique :

P.J. n°23. - Une étude de dangers dont le contenu est précisé à l'article R. 214-116 du code de l'environnement et portant sur la totalité des ouvrages composant le système d'endiguement ou l'aménagement hydraulique : [5° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement] :

Pour un système d'endiguement [III. de l'article R214-116 du code de l'environnement]

Une présentation de la zone protégée sous une forme cartographique appropriée. L'étude de danger définit les crues des cours d'eau, les submersions marines et tout autre événement naturel dangereux contre lesquels le système apporte une protection. [III. de l'article R214-116 du code de l'environnement] ;

Un diagnostic approfondi de l'état des ouvrages ;

La prise en compte du comportement des éléments naturels situés entre des tronçons de digues ou à l'extrémité d'une digue ou d'un ouvrage composant le système ;

La justification que les ouvrages sont adaptés à la protection annoncée et qu'il en va de même de leur entretien et de leur surveillance ;

	L'indication des dangers encourus par les personnes en cas de crues ou submersions dépassant le niveau de protection assuré ainsi que les moyens du gestionnaire pour anticiper ces événements et, lorsque ceux-ci surviennent, alerter les autorités compétentes pour intervenir et les informer pour contribuer à l'efficacité de leur intervention ;
	Un résumé non technique de l'étude de danger qui décrit succinctement les événements contre lesquels le système apporte une protection, précise le cas échéant les limites de cette protection et présente la cartographie de la zone protégée ;
	Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de danger conformément à l'arrêté du 7 avril 2017 définissant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en système d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions et aux notes d'interprétation disponibles à l'adresse suivante: https://www.ecologie.gouv.fr/ouvrages-hydrauliques-barrages-et-digues .

Pour un aménagement hydraulique [IV. de l'article R214-116 du code de l'environnement]

Une quantification de la capacité de l'aménagement hydraulique à réduire l'effet des crues des cours d'eau, des submersions marines et de tout autre événement hydraulique naturel dangereux, tels les ruissellements, à l'aval immédiat de celui-ci. Elle précise les cas où cette capacité varie en fonction de conditions d'exploitation prédéfinies
Une précision des territoires du ressort de l'autorité désignée au II de l'article R. 562-12 qui bénéficient de manière notable des effets de l'aménagement hydraulique.
La justification que les ouvrages qui composent l'aménagement hydraulique sont adaptés au niveau de protection défini en application de l'article R. 214-119-1 et qu'il en va de même de leur entretien et de leur surveillance.
L'indication des dangers encourus par les personnes en cas de crues ou submersions ou de tout autre événement naturel dangereux dépassant le niveau de protection, ainsi que les moyens du gestionnaire pour anticiper ces événements et, lorsque ceux-ci surviennent, alerter les autorités compétentes pour intervenir et les informer pour contribuer à l'efficacité de leur intervention.
Un résumé non technique de l'ensemble de ces éléments.
Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de danger conformément à l'arrêté du 7 avril 2017 définissant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en système d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions et aux notes d'interprétation disponibles à l'adresse suivante: https://www.ecologie.gouv.fr/ouvrages-hydrauliques-barrages-et-digues .

Installations utilisant de l'énergie hydraulique :

P.J. n°33. - Une étude de dangers dont le contenu est précisé à l'article R. 214-116 du code de l'environnement , si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées de classe A, B et C ainsi que, dans les conditions précisées par arrêté du ministre chargé de l'environnement et sur décision du préfet, celles de classe D lorsque leur potentiel de danger est accru du fait des caractéristiques de leur environnement proche. [5° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]

Une explicitation des risques pris en compte, le détail des mesures aptes à les réduire et une précision des risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures précitées ; elle prend notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture des ouvrages ; elle prend également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels les accidents et incidents liés à l'exploitation de l'aménagement. [I. de l'article R214-116 du code de l'environnement] ;

Un examen exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue. L'étude évalue les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité ;

Un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels ;	
Une cartographie des zones de risques significatifs ;	
Nota : Une étude de dangers simplifiée peut être établie pour les conduites forcées de classe C et D, s'il apparaît au responsable de l'ouvrage que les risques qu'elles comportent pour les personnes et les biens situés dans son voisinage en cas d'accident sont faibles. Toutefois, si cette étude simplifiée ne permet pas de démontrer que la conduite forcée présente des garanties de sécurité suffisantes, une étude de dangers doit être réalisée selon les modalités prévues au II.	
Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de dangers conformément à l'arrêté du 21 janvier 2022 précisant le contenu des études de dangers des conduites forcées et des barrages et aux notes d'interprétation disponibles à l'adresse suivante: https://www.ecologie.gouv.fr/ouvrages-hydrauliques-barrages-et-digues	

Déclaration d'intérêt général :

P.J. n°36. - Un mémoire explicatif présentant de façon détaillée [2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] :	
Une estimation des investissements par catégorie de travaux, d'ouvrages ou d'installations [a) du 2° du I. de l'article R214-99 du code de l'environnement] ;	
Les modalités d'entretien ou d'exploitation des ouvrages, des installations ou du milieu qui doivent faire l'objet des travaux ainsi qu'une estimation des dépenses correspondantes [b) du 2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement] ;	
Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux.	

- INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

P.J. n°49. - L'étude de dangers ⁷ mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III. de l'article D. 181-15-2 doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement [III de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] :	
Une explication des risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation [article L.181-25 du code de l'environnement] ;	
Une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite [article L.181-25 du code de l'environnement] ;	

⁷ Les dispositions de l'article D.181-15-2 prévoient notamment que : « Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement de l'étude de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5.

Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser, par arrêté pris en application de l'article L. 512-5, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur. »

	<p>Une définition et une justification des mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents [article L.181-25 du code de l'environnement] ;</p>
	<p>Une justification que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;</p>
	<p>La nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;</p>
	<p>Un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;</p>
	<p>Établissement SEVESO :</p> <p>Pour les installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, l'étude de dangers doit [article R.515-90 du code de l'environnement] :</p>
	<p>- justifier que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement dans des conditions économiques acceptables, c'est-à-dire celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;</p>
	<p>- démontrer qu'une politique de prévention des accidents majeurs telle que mentionnée à l'article L. 515-33 est mise en œuvre de façon appropriée ;</p>
	<p>Établissement SEVESO seuil haut :</p> <p>Pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement, l'étude de dangers :</p>
	<p>- démontre qu'a été établi un plan d'opération interne et qu'a été mis en œuvre un système de gestion de la sécurité de façon appropriée [I de l'article R.515-98 du code de l'environnement] ;</p>
	<p>- est accompagnée d'un résumé non technique qui comprend au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur [II de l'article R.515-98 du code de l'environnement] ;</p>
	<p>- dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8, le pétitionnaire doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement].</p>

Installation IED :

<p>P.J. n°57. - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles <i>présentant [I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]</i> :</p>

	<p>La description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28. Cette description complète la description des mesures réductrices et compensatoires mentionnées au 2° du II à l'article R. 512-8.</p> <p>Cette description comprend une comparaison⁸ du fonctionnement de l'installation avec :</p>	
	<p>- les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées à l'article L. 515-28 et au I de l'article R. 515-62 ;</p>	
	<p>- les meilleures techniques disponibles figurant au sein des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013 mentionnés à l'article R. 515-64 en l'absence de conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées au I de l'article R. 515-62.</p>	
	<p>- L'évaluation prévue à l'article R. 515-68 lorsque l'exploitant demande à bénéficier de cet article ;</p>	
	<p>- Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation⁹.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et contient au minimum :</p>	
	<p>- des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p>	
	<p>- des informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés à la pièce jointe n°57.3.</p>	

Garanties financières :

<p>P.J. n°61. - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14, l'état de pollution de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement [1^{er} alinéa du 6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement].</p>	
<p>Lorsque cet état de pollution des sols met en évidence une pollution présentant des dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ou de nature à porter atteinte aux autres intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, le pétitionnaire propose [6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] :</p>	
<p>- Soit les mesures de nature à éviter, réduire ou compenser cette pollution ainsi que le calendrier correspondant qu'il entend mettre en œuvre pour appliquer ces mesures ;</p>	

⁸ Cette comparaison positionne les niveaux des rejets par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles figurant dans les conclusions sur les MTD et les Brefs (documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013)

Alinéas 6 et 7 du 1° du I de l'article R.515-59 : « Si l'exploitant souhaite que les prescriptions de l'autorisation soient fixées sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables, cette description est complétée par une proposition de meilleure technique disponible et par une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63.

Lorsque l'activité ou le type de procédé de production utilisé n'est couvert par aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou si ces conclusions ne prennent pas en considération toutes les incidences possibles de l'activité ou du procédé utilisé sur l'environnement, cette description propose une meilleure technique disponible et une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63. »

⁹ Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport

- Soit le programme des études nécessaires à la définition de telles mesures.

Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :

P.J. n°66. - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine [c) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] :

- Une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux ;
- Le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13, qui précise le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques ;
- Un plan de masse faisant apparaître les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés ;
- Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain ;
- Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques.

- DOSSIER ÉNERGIE

P.J. n°105. - Une description des caractéristiques du projet comportant notamment les éléments suivants [article D. 181-15-8 du code de l'environnement] :

- la capacité de production du projet ;
- les techniques utilisées ;
- les rendements énergétiques.

**Annexe II : Renseignements à fournir dans le cadre
d'une demande d'autorisation environnementale for-
mulée par plusieurs pétitionnaires**

Pour une demande d'autorisation environnementale formulée par plusieurs pétitionnaires, vous trouverez ci-dessous des cadres supplémentaires :

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom Date de naissance
Lieu de naissance Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination Raison sociale
N° SIRET Forme juridique

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
Si le demandeur habite à l'étranger Pays Province/Région
N° de téléphone Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire

Madame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

Nom, prénom Raison sociale
Service Fonction

Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie
 Lieu-dit ou BP
Code postal Localité
N° de téléphone Adresse électronique

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)**3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :**Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom Date de naissance

Lieu de naissance Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination Raison sociale

N° SIRET Forme juridique

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal Localité

Si le demandeur habite à l'étranger ☐ Pays Province/Région

N° de téléphone Adresse électronique

3.3 Réfèrent en charge du dossier représentant le pétitionnaireMadame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☐

Nom, prénom Raison sociale

Service Fonction

Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal Localité

N° de téléphone Adresse électronique

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)**3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :**Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

Date de
naissance

Lieu de naissance

Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Forme juridique

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

Si le demandeur habite à
l'étranger

Pays

Province/Région

N° de téléphone

Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaireMadame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

Nom, prénom

Raison sociale

Service

Fonction

Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal

Localité

N° de téléphone

Adresse électronique

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)**3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :**Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom	<input type="text"/>	Date de naissance	<input type="text"/>
Lieu de naissance	<input type="text"/>	Pays	<input type="text"/>

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination	<input type="text"/>	Raison sociale	<input type="text"/>
N° SIRET	<input type="text"/>	Forme juridique	<input type="text"/>

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie	<input type="text"/>	Type de voie	<input type="text"/>	Nom de voie	<input type="text"/>
<input type="text"/>				Lieu-dit ou BP	<input type="text"/>
Code postal	<input type="text"/>	Localité	<input type="text"/>		
Si le demandeur habite à l'étranger		Pays	<input type="text"/>	Province/Région	<input type="text"/>
N° de téléphone	<input type="text"/>	Adresse électronique	<input type="text"/>		

3.3 Réfèrent en charge du dossier représentant le pétitionnaireMadame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)

☐

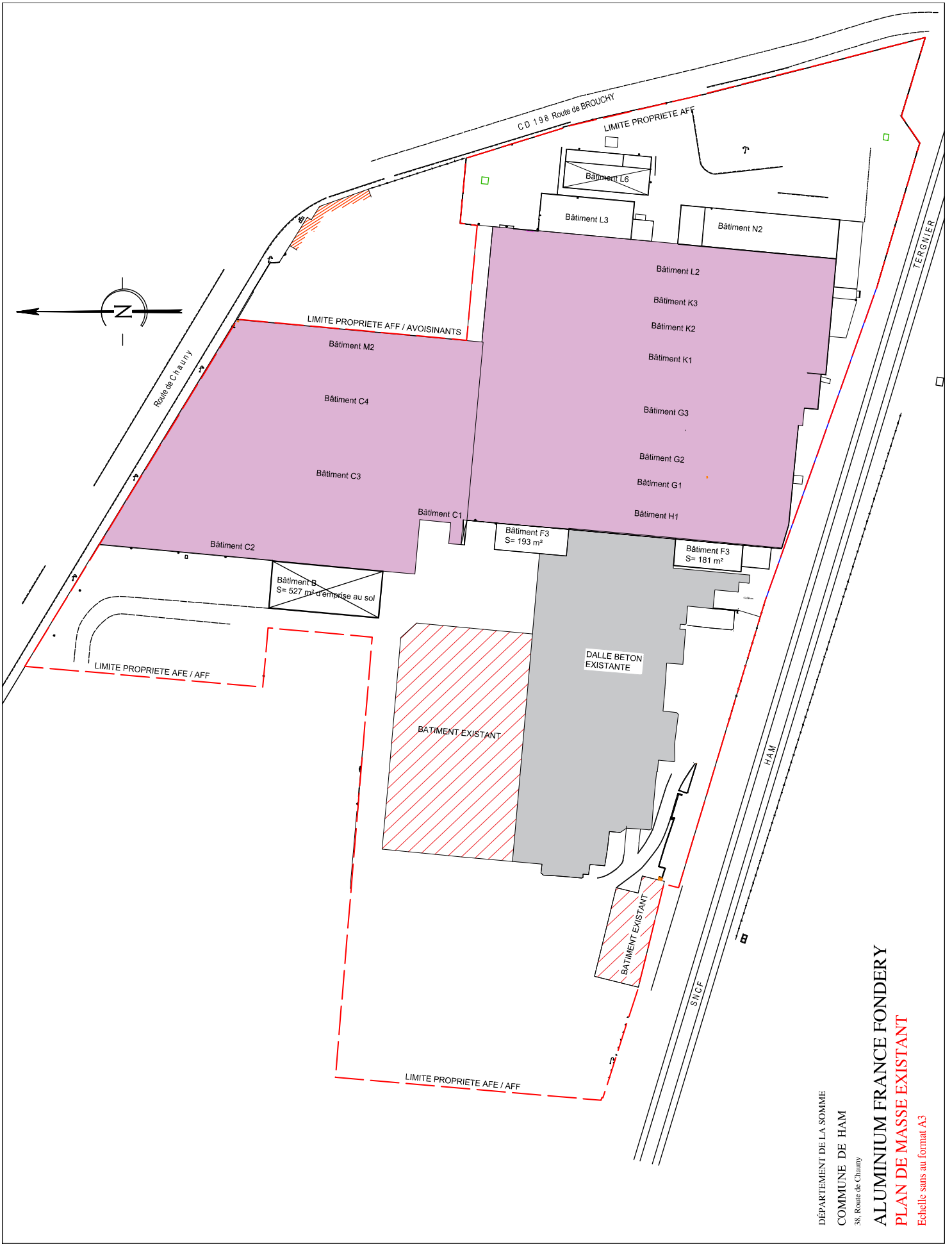
Nom, prénom	<input type="text"/>	Raison sociale	<input type="text"/>
Service	<input type="text"/>	Fonction	<input type="text"/>

Adresse

N° voie	<input type="text"/>	Type de voie	<input type="text"/>	Nom de voie	<input type="text"/>
<input type="text"/>				Lieu-dit ou BP	<input type="text"/>
Code postal	<input type="text"/>	Localité	<input type="text"/>		
N° de téléphone	<input type="text"/>	Adresse électronique	<input type="text"/>		

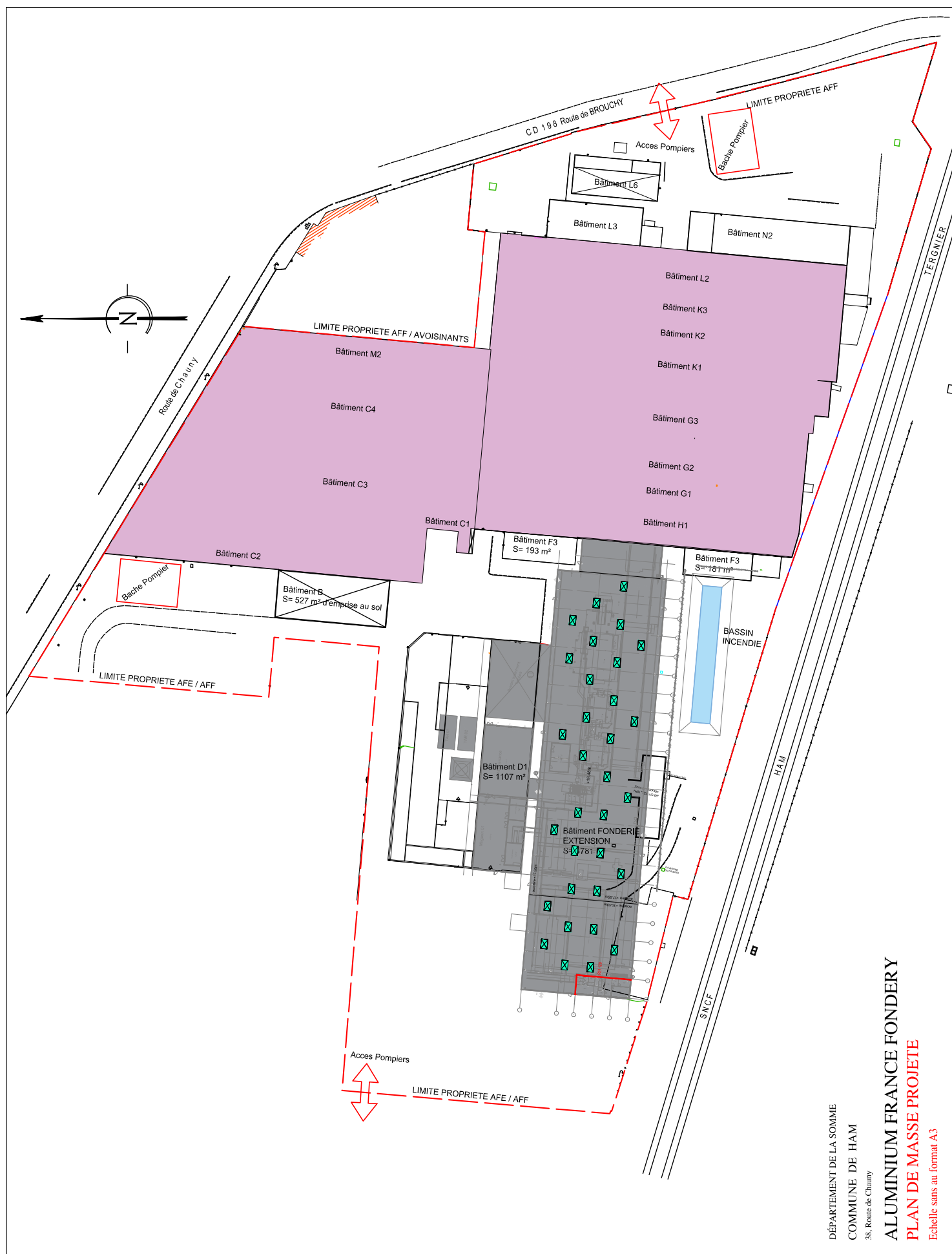
ND 2. Éléments graphiques

Numéro	PJ télédéclaration	Intitulé
	Cf. PJ 01	Plan de situation au 1/25 000°
ND 02.2		Un plan d'implantation des bâtiments avant projet
ND 02.3		Un plan d'implantation des bâtiments après projet
	Cf. PJ 02	Plans de construction des bâtiments futurs
	Cf. PJ 48	Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions existantes ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux existants dans un rayon de 35 m.
	Cf. PJ 48	Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux existants et projetés dans un rayon de 35 m.



DÉPARTEMENT DE LA SOMME
COMMUNE DE HAM
38, Route de Chauny

ALUMINIUM FRANCE FONDERY
PLAN DE MASSE EXISTANT
Echelle sans au format A3



ND 3. Attestation de propriété et relevé parcellaire

Numéro	PJ télédéclaration	Intitulé
-	Cf. PJ 03	Justificatif de maîtrise foncière
-	Cf. PJ 62	Contrats de location entre Propriétaire et Exploitant
-	Cf. PJ 63	Avis du maire sur l'état
ND 03.4	-	Servitudes de droit privé
ND 03.5	-	Dossier de division – Relevé parcellaire

PROTOCOLE POUR LA CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE**ENTRE :**

Société ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION HAM, SASU au capital de 10.000 €, inscrite au RCS d'Amiens sous le N°792 808 545, dont le siège social est situé 38 Route de Chauny à HAM (80400), ayant pour Président la Société ALUMINIUM SOLUTIONS GROUP SAS, prise en la personne d'Edouard Guinotte, Président.

ET :

Société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE SAS, SAS au capital de 1 €, inscrite au RCS d'Amiens sous le N°922 422 860, dont le siège social est situé 38 Route de Chauny à HAM (80400), ayant pour Président la Société ALUMINIUM SOLUTIONS GROUP SAS, prise en la personne d'Edouard Guinotte, Président.

Ci-après désignées ensemble « les Parties ».

EXPOSE

La Société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE SAS est une filiale à 100 % de la Société ALUMINIUM SOLUTIONS GROUP SAS.

La Société ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION HAM est une filiale à 100 % de la Société ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION SAINT-FLORENTIN, elle-même filiale à 100 % de la Société ALUMINIUM SOLUTIONS GROUP SAS.

La Société ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION HAM est propriétaire de diverses parcelles situées sur la Commune de HAM (80400), dont celles cadastrées AM 65, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132 et 133.

La Société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE SAS entend faire construire sous sa maîtrise d'ouvrage, pour ses besoins professionnels, un complexe industriel sur les parcelles AM 65, 127, 128, 130 et 131.

Par acte sous seing privé en date du 6 juin 2023, il a été convenu entre les Parties que :

- les parcelles cadastrées AM 65, 127, 128, 130 et 131 ont vocation à passer prochainement sous la maîtrise foncière de la Société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE SAS, et ce a priori soit par le biais d'une vente desdites parcelles, soit dans le cadre d'un bail à construction, à signer entre les Parties ;
- compte tenu des liens capitalistiques existant entre les Parties, la Société ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION HAM autorise d'ores et déjà la Société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE SAS à déposer en son propre nom, toute demande auprès des services administratifs nécessaire ou opportune en vue de la réalisation de son projet industriel.

EL
EL

CONSTITUTION DE SERVITUDE

Une servitude de passage est constituée entre d'une part les parcelles cadastrées AM 126, 129, 132 et 133 (fonds servant) et d'autre part les parcelles cadastrées AM 65, 127, 128, 130 et 131 (fonds dominant), et ce afin de permettre la desserte dudit fonds dominant.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA SERVITUDE

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions et modalités d'exercice suivantes, savoir :

1° Le droit de passage concédé par la présente convention à titre de servitude réelle et perpétuelle s'exercera selon les voies existantes, depuis la route de Chauny, telle que figurée sur les documents joints à la présente convention et établis par le Cabinet Pascal LEDUC, Géomètre Expert.

2° Le droit de passage pourra être exercé en tout temps et à toute heure, sans aucune restriction, par les piétons et les véhicules se dirigeant vers et depuis le fonds dominant, et ce notamment en vue de la réalisation des travaux qui ont vocation à être entrepris au sein dudit fonds dominant.

3° Le propriétaire du fonds servant devra entretenir continuellement en bon état de viabilité l'ensemble de l'assiette du droit de passage. Etant toutefois précisé que le Maître d'Ouvrage des travaux qui ont vocation à être entrepris au sein du fonds dominant, ainsi que tout locateur d'ouvrage missionné à ce titre, seront responsables de toute dégradation de l'assiette du droit de passage liée à la réalisation desdits travaux.

REITERATION DES PRESENTES

Les parties aux présentes s'entendent pour que cette servitude soit réitérée par un acte authentique.

ABSENCE D'INDEMNITE

La présente constitution de servitude est consentie sans aucune indemnité.


FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par la société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE SAS.

A PARIS, le 14 juin 2023.



Société ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION HAM



Société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE SAS

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance du SPDC

N° de dossier :

Tél : 0 809 400 190 (appel non surtaxé)

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 27/03/2023

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : Cabinet LEDUC Pascal

SF2307386681

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 080				Commune : 410				HAM		
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
AM	0021			RTE DE CHAUNY	4ha16a70ca		410 0000738	AM	0126	4ha14a35ca
							410 0000738	AM	0127	0ha00a47ca
							410 0000738	AM	0128	0ha01a88ca
AM	0064			RTE DE CHAUNY	0ha01a59ca		410 0000738	AM	0129	0ha00a44ca
							410 0000738	AM	0130	0ha01a15ca
AM	0066			38 RTE DE CHAUNY	5ha67a97ca		410 0000738	AM	0131	4ha48a11ca
							410 0000738	AM	0132	1ha16a13ca
							410 0000738	AM	0133	0ha08a20ca

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



DIRECTION GENERALE
DES FINANCES PUBLIQUES
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Commune : HAM (410)
Section : AM
Feuille(s) : 000 AM 01
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/2000
Date de l'édition : 08/03/2023
Date de saisie : 01/01/1967

N° d'ordre du document d'arpentage : 738V
Document vérifié et numéroté le 08/03/2023
A PTGC Amiens
Par THERON Gauthier
Inspecteur
Signé

Cachet du service d'origine :

Service départemental des impôts fonciers
1-3 rue Pierre Rollin

80023 Amiens cedex 3
Téléphone : 03.22.46.83.28

sdif.somme.ptgc@dgfip.finances.gouv.fr

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les
propriétaires sous-signés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au
bureau ;

B - En conformité d'un piquetage
effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage,
dont copie ci-jointe, dressé le / /

par
géomètre à .

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance
des informations portées au dos de la chemise
6463.

A , le

D'après le document d'arpentage dressé

Par JULIEN BARDOU (2)

Réf. : 230112

Le 03/03/2023

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas
d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les
propriétaires peuvent avoir effectué eux mêmes le piquetage.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou
technicien retraité du cadastre).

(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire
(mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



DEPARTEMENT DE LA SOMME
Commune de HAM
Section AM
Lieu-dit : Route de Chauny

Propriété de ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION

PLAN DE DIVISION

- Projet de bail
- AM 65 - 0ha04a54ca
 - AM 127 - 0ha00a47ca
 - AM 128 - 0ha01a88ca
 - AM 130 - 0ha01a15ca
 - AM 131 - 4ha48a11ca
4ha56a15ca

Accès à la propriété objet du bail:

- Cet accès se fera selon les voies existantes depuis la Route de Chauny

Fonds servant : AM 126-129-132-133
Fonds dominant : AM 127-130-131

(AM 132)

(AM 126)

(AM 127)

(AM 130)

(AM 129)

(AM 133)

(AM 128)

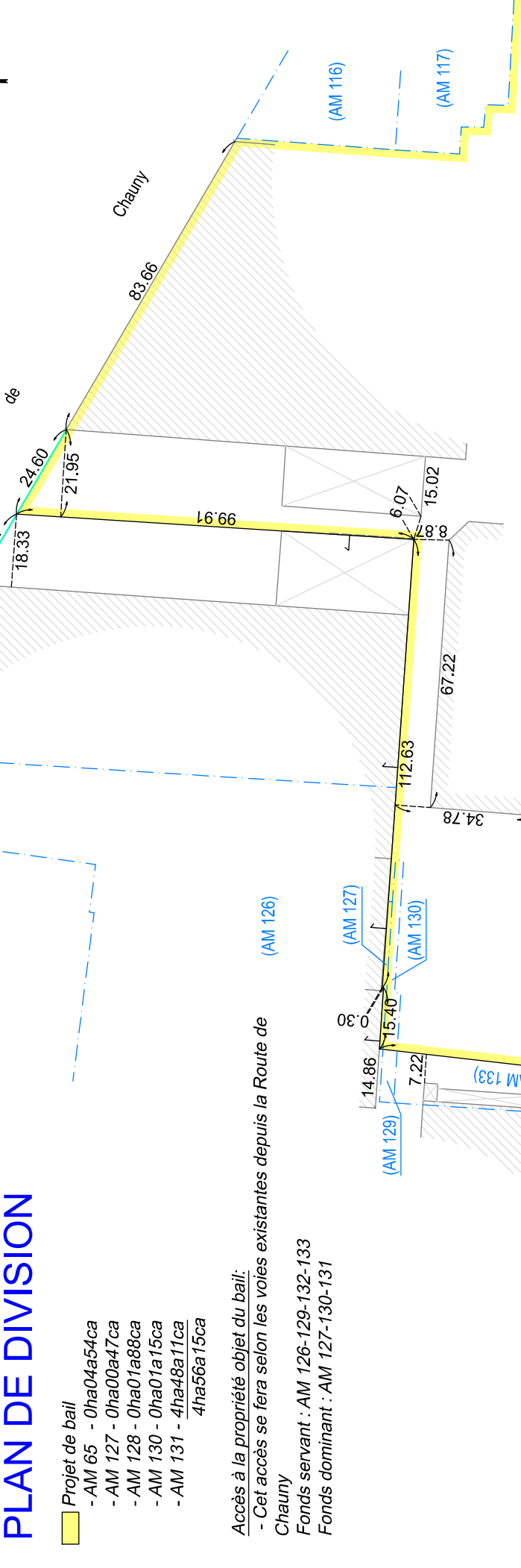
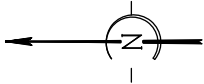
(AM 65)

(BROUCHY ZA 20)

(BROUCHY ZA 20)

Légende:

- △ Borne nouvelle
- Borne existante
- == Application cadastrale non garantie



Servitudes "par destination du père de famille":

- La propriété objet de ce plan de division constitue un ensemble immobilier complexe dans les mains d'un même propriétaire.
- La division telle qu'elle est établie va obligatoirement créer des servitudes dites "par destination du père de famille" concernant les réseaux, les écoulements, les vues...Il conviendra à chaque partie de se manifester pour éteindre toute servitude créée par cette division, à défaut les servitudes créées par la division obligeront les parties.

Coordonnées planimétriques RGF93 Lambert CC50 rattachées TERIA

Enr : 230112	N° Dossier : S12621	Date : 23 février 2023	Echelle : 1/1000	230112.dwg JB
--------------	---------------------	------------------------	------------------	------------------



Pascal LEDUC - Géomètre Expert Foncier

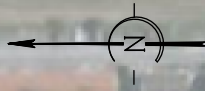
84, rue Jean Jaurès
02110 BOHAIN EN VERMANDOIS.
Tel : 03.23.07.12.23

55, rue de Lunéville,
02100 SAINT QUENTIN.
Tel : 03.23.05.86.20
secretariat@geometre-leduc.fr

56, Rue du Général Foy,
80400 HAM.
Tel : 03.23.81.53.10

GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

NOTA : Ce plan doit être imprimé au format A3 afin de conserver l'échelle



⊠ Accès à la propriété objet du bail:

- Cet accès se fera selon les voies existantes depuis la Route de

Chauny

Fonds servant : AM 126-129-132-133

Fonds dominant : AM 127-130-131

Route

de

Chauny

⊠ Projet de bail

- AM 65 - 0ha04a54ca

- AM 127 - 0ha00a47ca

- AM 128 - 0ha01a88ca

- AM 130 - 0ha01a15ca

- AM 131 - 4ha48a11ca

4ha56a15ca

DEPARTEMENT DE LA SOMME

Commune de HAM

Section AM

Lieudit : Route de Chauny

Propriété de ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION

PLAN DE DIVISION

ND 4. Archéologie préventive

Numéro	PJ télédéclaration	Intitulé
ND 04.1	-	Courrier de l'avis de la Direction des Affaires Culturelles



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
 galit 
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Service régional de l'archéologie

ALUMINIUM SOLUTION GROUPE
19 Rue de la Gare
CS 60004
62147 HERMIES

Affaire suivie par :
Emilie GOVAL
0322973343

emilie.goval@culture.gouv.fr

Références : CP0804102300088-1

  l'attention de Monsieur Hugues PASTISSIER,

Amiens, le 9 juin 2023

Objet : Archéologie préventive – Consultation préalable à un projet d'aménagement
Références : HAM (SOMME), Route de Chauny – Section cadastrale AM Parcelles n 65, 127, 128, 130 et 131
CP0804102300088
Votre courrier du 8 juin 2023
Livres V du Code du patrimoine

Monsieur,

Vous m'avez transmis un dossier relatif au projet visé en référence afin que j'examine s'il est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques. Cet envoi constitue une demande d'information préalable au titre de l'article R.523-12 du code du patrimoine.

J'ai l'honneur d'en accuser réception à la date du 8 juin 2023.

Après examen du dossier, je vous informe que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. **Ce projet ne donnera pas lieu à une prescription d'archéologie préventive.**

En conséquence, je suis réputé avoir renoncé à émettre des prescriptions d'archéologie préventive. Ce renoncement est valable cinq ans sauf si votre projet connaît des modifications substantielles ou si l'état des connaissances archéologiques sur ce territoire évolue.

Je vous rappelle toutefois qu'en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques vous avez l'obligation d'en faire la déclaration immédiate auprès du maire de la commune concernée conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine, et je vous remercie d'en informer mes services.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distingu e.

Pour le Préfet de la région Hauts-de-France,
et par délégation,
Pour le directeur régional des affaires culturelles,
et par subdélégation
Le conservateur régional de l'archéologie

Jean-Luc COLLART

TAISNE Anais

De: SRA Hauts-de-France
Site d'Amiens sra-amiens-request@culture.gouv.fr de la part de HERMIES - Hugues Pastissier
<hpastissier@cg2i.org>
Envoyé: 08 JUIN 2023 jeudi 8 juin 2023 11:39
À: Agents du SRA_Picardie
Cc: Reçu le gilles.lebouquin@afextrusion.com; 'Edouard Guinotte'; CIPEI; Olivier LECLERCQ;
Didier Lefebvre; Geoffrey Cadart
Objet: [Site Amiens] demande d'avis archéologie préventive - AFE site de HAM 80540
Pièces jointes: Site AFE à Ham matérialisation du nouvel atelier fonderie.pdf
Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour,

La société ALUMINIUM SOLUTION GROUP (ASG) souhaite ré-industrialiser le site de HAM dans les Hauts de France, route de Chauny - parcelles AM 65 127 128 130 131

Dans le cadre de la demande de permis de construire et de la demande d'autorisation d'exploiter une ICPE, nous avons consulté:

Mme Pascale HANNECART du service urbanisme de la commune de HAM, Pascale nous a informé que le dossier AFE n'est pas concerné par le plan de protection des monuments

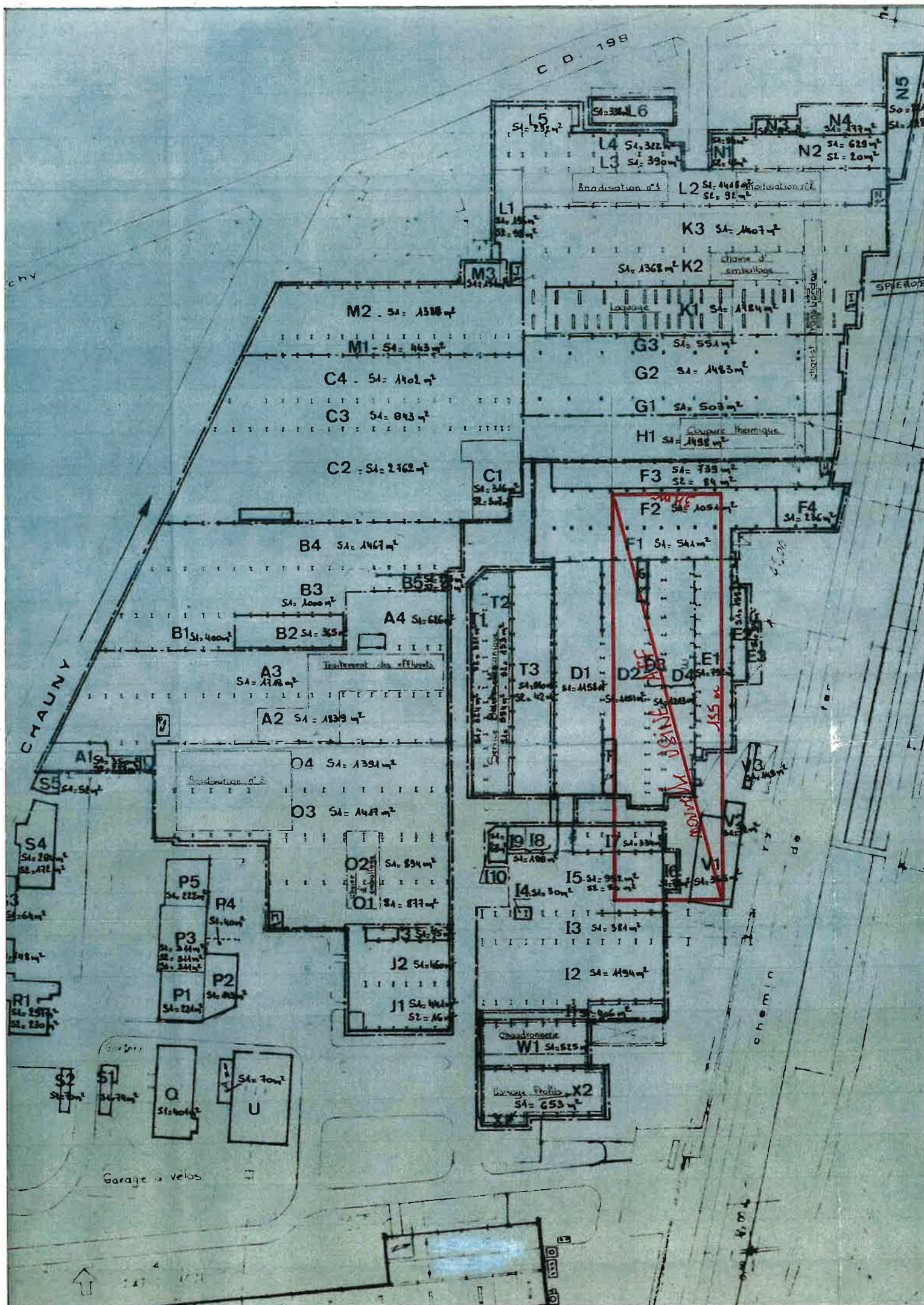
Mme Justine LECOMTE du service instructeur du PETR coeurs de hauts de France, Justine nous a informé que le site AFE ne serait certainement pas soumis à une prescription d'archéologie préventive. Par anticipation aux dépôts des dossiers PC & DAE, Justine nous invite à vous faire parvenir les éléments vous permettant de définir si le projet donnera lieu à une prescription d'archéologie préventive

Ci joint plan du site AFE avec matérialisation du nouvel atelier de fonderie dans l'emprise d'anciens bâtiments

Ci dessous localisation du complexe industriel par rapport à la ZPPA0512

Dans l'attente de votre retour

Cordialement



ND 5. Demande de permis de construire

Numéro	Intitulé
ND 05.1	Attestation AFE AFF autorisation de dépôt PC
ND 05.2	Permis de construire
ND 05.3	Insertion paysagère



Route de Tonnerre, BP 65
Saint Florentin 89600, France
Tél. : +33 (0)3 86 43 56 00
Fax : +33 (0)3 86 43 43 05

Ham, le 23 mai 2023

Considérant la division de la propriété de ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION en date du 27/03/2023, extrait cadastral confectionné par le géomètre expert foncier Pascal LEDUC et le projet de bail précisant l'accès à la propriété, des parcelles situées route de Chauny, commune de Ham 80400, cadastrées AM 65 127 128 130 131, d'une superficie totale de 4ha56a15ca

Par la présente, en qualité de Président de la société ALUMINIUM FRANCE EXTRUSION, j'autorise donc la société ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE à déposer une demande de permis de construire sur les terrains cadastrés AM65 (0ha04a54ca) AM127 (0ha00a47ca) AM128 (0ha01a88ca) AM130 (0ha01a15ca) AM131 (4ha48a11ca), d'une superficie totale de 4ha56a15ca

Pour valoir ce que de droit,

Le Président,

Edouard GUINOTTE



Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager*

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

→ **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

→ **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

→ **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux^[1] après avoir :**

- adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture

- de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française :

<http://www.service-public.fr> ;

- affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française :

<http://www.service-public.fr>

ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

⚠ Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

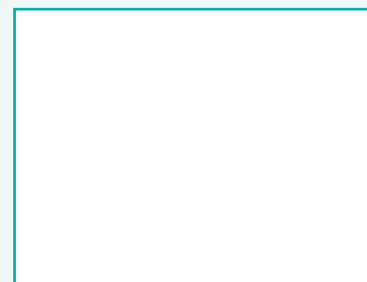
* Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.

[1] Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° _____,
 déposée à la mairie le : ____/____/____

par : _____,
 fera l'objet d'un permis tacite^[2] à défaut de réponse de l'administration trois
 mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage
 sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme
 au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie



Délais et voies de recours

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Demande de ☐ **Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions** ☒ **Permis de construire comprenant ou non des démolitions**

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
- ① Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens ».

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs...).
- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le / /

Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 Identité du demandeur^[1]

① Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

1.1 Vous êtes un particulier

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

Date et lieu de naissance : Date : / /

Commune :

Département : Pays :

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

Raison sociale

ALUMINIUM FOUNDRY FRANCE

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

9 2 2 4 2 2 8 6 0 0 0 0 1 0

SAS

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☒ Monsieur

Nom

Prénom

GUINOTTE

Edouard

2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 38 Voie : route de Chauny

Lieu-dit :

Localité : HAM

Code postal : 8 0 4 0 0 BP : Cedex :

Téléphone : Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

edouard.guinotte @ alusolutionsgroup.com

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

☐ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

2Bis Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s)^[2]

⁽ⁱ⁾ Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées.

Pour un particulier : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

Pour une personne morale :

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

[2] J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Téléphone : Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

@

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

i Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet. Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 38 Voie : route de Chauny

Lieu-dit :

Localité : HAM

Code postal : 8 0 4 0 0

Références cadastrales :

i Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 12.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 45615

3.2 Situation juridique du terrain

i Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

4 À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

 Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction).

4.1 Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés quel que soit le secteur de la commune

 Cochez la ou les cases correspondantes.

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Lotissement<input type="checkbox"/> Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre<input type="checkbox"/> Terrain de camping<input type="checkbox"/> Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances<input type="checkbox"/> Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés<input type="checkbox"/> Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports<input type="checkbox"/> Aménagement d'un golf<input type="checkbox"/> Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs<input type="checkbox"/> Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles | <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs<ul style="list-style-type: none">• Contenance (nombre d'unités) : <input type="text"/><input type="checkbox"/> Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :<ul style="list-style-type: none">• Superficie en m² : <input type="text"/>• Profondeur (pour les affouillements) : <input type="text"/>• Hauteur (pour les exhaussements) : <input type="text"/> |
|--|---|

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé^[4] :

- ☐ Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- ☐ Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchyliques, pastorales et forestières

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques^[4] :

- ☐ Création d'une voie
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- ☐ Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle^[4] :

- ☐ Création d'un espace public

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) :

^[4] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

4.2 À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés : Surface de plancher maximale envisagée (en m²) :

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- ☐ Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
- ☐ Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
- ☐ La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux définition différés ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

- ☐ Consignation en compte bloqué ou ☐ Garantie financière d'achèvement des travaux

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ? ☐ Oui ☐ Non

4.3 À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :

Nombre maximal de personnes accueillies :

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL :

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m²) :

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

5 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

5.1 Architecte

Vous avez eu recours à un architecte^[5] : Oui ☒ Non ☐

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Nom de l'architecte :

Prénom :

AREA ARCHITECTES

Numéro : 14 Voie : RUE GUINEGATTE

Lieu-dit :

Localité : ARRAS

Code postal : 6 2 0 0 0 BP : Cedex :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes : S14145PC000291555

Conseil Régional de : HAUT DE FRANCE

Téléphone : ou Télécopie : ou

Adresse électronique :

areaarchitectes@gmail.com

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous^[6] :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

5.2 Nature du projet envisagé

☒ Nouvelle construction

☐ Travaux sur construction existante

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

La démolition de 12041 m² de bâtiment
La déconstruction des façades pour création de l'auvent pour le stockage des écumes 527 m²
La construction de bâtiments de production représentant une surface de 4772 m²
La réhabilitation d'un entrepôt pour la création de 739 m² de locaux industriels
La construction d'un réservoir d'eau 40 m³ avec une hauteur de chute de 10.00 m
La construction de 2 bassins à ciel ouvert de 400 m³ chacun
La mise en place de 2 tours aéro-réfrigérantes
La mise en place de 2 réserves incendie type citerneau
L'aménagement d'un bassin de rétention des eaux d'extinction
La mise en place d'un poste de remplissage gazole avec citerne de 10 m³ compris l'aire de dépotage
La création de clôture en limite de la division parcellaire entre AFE & AFF
L'intégration d'un portail « pompiers » en clôture existante (poteaux & plaques en béton) donnant sur la route de BROUCHY D 4937 (ex CD n°937).
La rénovation des toitures des bâtiments conservés comprenant désamiantage

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : 3200 KVA

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol, indiquez sa puissance crête kW et la destination principale de l'énergie produite :

[5] Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture).

[6] Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m² de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

5.3 Informations complémentaires

- Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :
- Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :
Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro
Autres financements :

- Mode d'utilisation principale des logements :
☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

- ☐ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :

- ☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin
- ☐ Autres annexes à l'habitation :

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

- ☐ Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme
- ☐ Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées
- ☐ Autres, précisez :

- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :
- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce 2 pièces
3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus
- Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol
- Indiquez si vos travaux comprennent notamment :
☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires
- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :
☐ Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale
☐ Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir

5.4 Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

5.5 Destination des constructions et tableau des surfaces

① Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2016.

Surfaces de plancher^[7] en m²

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[8] (B)	Surface créée par changement de destination ^[9] (C)	Surface supprimée ^[10] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[9] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ^[11]						
Industrie		4772	739			5511
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt	23124			12568	739	9817
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m²)						15328

[7] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

[8] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[9] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

[10] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

[11] L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

5.6 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

① Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5.

Surface de plancher en m²

Destinations ^[13]	Sous-destinations ^[14]	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[15] (B)	Surface créée par changement de destination ^[16] ou de sous-destination ^[17] (C)	Surface supprimée ^[18] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[16] ou de sous-destination ^[17] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m ²)							

[12] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

[13] Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme.

[14] Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme.

[15] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[16] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[17] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

[18] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

5.7 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : Après réalisation du projet :

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :


Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement : m², dont surface bâtie : m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) :

6 À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

 Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

☒ Démolition totale

☒ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

La démolition totale de 11667 m² de bâtiment et de 374 m² du bâtiment D1 pour la construction de l'auvent traitement des fumées

La démolition de partielle du bâtiment B4 TUBERIE comprenant la dépose des façades pour création de l'auvent pour le stockage des écumes 527 m²

La réhabilitation des toitures, mise en conformité des désenfumages

Nombre de logements démolis :

7 Participation pour voirie et réseaux

 Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur.

7.1 Pour un particulier ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

7.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Adresse électronique :

 @

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

8 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)

☒ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L. 181-1 du code de l'environnement

☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L. 411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)

☐ porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement

☐ déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre

Indiquez également si votre projet :

 Informations complémentaires

☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

☐ relève de l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

☐ a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme

Précisez laquelle :

☐ est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L. 712-3 du code de l'énergie

☐ porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

9 Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Je suis informé (e) qu'une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du CGI) pour le calcul des impôts directs locaux et des taxes d'urbanisme, sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens ».

Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

À _____

Fait le ____/____/____

Signature du (des) demandeur(s)

⚠ Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

10 Pour un permis d'aménager portant sur un lotissement

☐ En application de l'article L. 441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

☐ Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Information à remplir sur le professionnel sollicité :

☐ architecte ☐ paysagiste-concepteur

Nom

Prénom

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : ____-____ BP : ____-____ Cedex : ____-____

Téléphone : ____-____-____-____-____-____

Adresse électronique :

____@_____

Pour les architectes uniquement :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes : _____

Conseil régional de : _____

11 Références cadastrales : fiche complémentaire

① Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 454Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : A M Numéro : 1 2 8 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 188

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : A M Numéro : 1 3 1 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 44811Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²) : 45615

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Le responsable de traitement est la commune de dépôt de votre dossier. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère en charge de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

- à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

- ou par courrier (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) à l'adresse suivante :

Ministère en charge de l'urbanisme

À l'attention du Délégué à la protection des données

SG/DAJ/AJAG1-2

Grande Arche paroi sud

92055 La Défense cedex

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), par courrier :

À l'attention du délégué à la protection des données

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 Paris Cedex 07

*<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées

ci-dessous [Art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme].

Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...) ^[19] ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [Art. L.112-13 du code de la construction et de l'habitation].

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [Art. A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ^[20]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[20]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[20]	1 exemplaire par dossier

[19] Se renseigner auprès de la mairie.

[20] Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager.

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10 -2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input checked="" type="checkbox"/> PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:	
<input type="checkbox"/> PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :	
<input type="checkbox"/> PC12. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :	
<input type="checkbox"/> PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :	
<input type="checkbox"/> PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :	
<input type="checkbox"/> PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC 16-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie, prévu par les articles R. 122-22 et R. 122-23 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC 16-1-1. Le formulaire attestant la prise en compte des exigences de performance énergétique et environnementale et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie en application de l'article R. 122-24-1 et R. 122-24-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :	
<input type="checkbox"/> PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :	
<input type="checkbox"/> PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation :	
<input type="checkbox"/> PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé:	
<input type="checkbox"/> PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :	
<input type="checkbox"/> PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :	
<input type="checkbox"/> PC 16-7. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en œuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800 m² de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :	
<input type="checkbox"/> PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :	
<input type="checkbox"/> PC18. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC19. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC20. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC21. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.831-1 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC22. Un document prévu aux articles R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un défrichement :	
<input type="checkbox"/> PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :	
<input checked="" type="checkbox"/> PC25. Une justification du dépôt de la demande d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un permis de démolir :	
<input type="checkbox"/> PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU , si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PC28. Certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1 ^{er} al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29. Certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

<input type="checkbox"/> PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
<input type="checkbox"/> PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :	
<input type="checkbox"/> PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le projet est soumis à la redevance bureaux :	
<input type="checkbox"/> PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :	
<input type="checkbox"/> PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :	
<input type="checkbox"/> PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :	
<input type="checkbox"/> PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :	
<input type="checkbox"/> PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
<input type="checkbox"/> PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique

Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :	
<input type="checkbox"/> PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 112-13 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :	
<input type="checkbox"/> PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 112-9 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1, L. 152-5 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L. 152-5 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-4. Une demande de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :	
<input type="checkbox"/> PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :	
<input type="checkbox"/> PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :	
<input type="checkbox"/> PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :	
<input type="checkbox"/> PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC 45. Un document contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme.	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
<input type="checkbox"/> PC 46. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le permis de construire ;
- le permis d'aménager ;
- le permis de démolir.

Selon la nature, l'importance et la localisation des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire. Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

→ **Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ **Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.**

→ **Le formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle** doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ **Le formulaire de permis de démolir** doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire ainsi que celui de la déclaration préalable permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ **Le formulaire de déclaration préalable** doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis. Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

2 Informations utiles

→ **Qui peut déposer une demande ?**

- En application de l'article R. 423-1 du code

de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
 - vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
 - vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
 - vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.
- Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016

pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française ([http:// www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr)

5 Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-4 du code du patrimoine (redevance d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation. Le paiement interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés 12 mois après la délivrance de votre autorisation. A noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (redevance d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace « Gérer mes biens » accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts. Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur

à la date de délivrance du certificat (si ces derniers vous sont plus favorables). Cette demande prendra la forme d'une réclamation contentieuse déposée suite à la réception du premier titre de perception, auprès du service mentionné sur celui-ci (cadre « Pour vous renseigner / renseignement sur le paiement »).



Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager*

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

→ **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

→ **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

→ **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux^[1] après avoir :**

- adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture

- de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française :

<http://www.service-public.fr> ;

- affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française :

<http://www.service-public.fr>

ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

⚠ Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

* Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.

[1] Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Cadre réservé à la mairie

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC 080 440 23 50005
déposée à la mairie le : 3 0 / 0 6 / 2 0 2 3

par : M. Edouard GUINOTTE représentant la SAS ALUMINIUM FOUNDRY
fera l'objet d'un permis tacite^[2] à défaut de réponse de l'administration trois
mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage
sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme
au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie

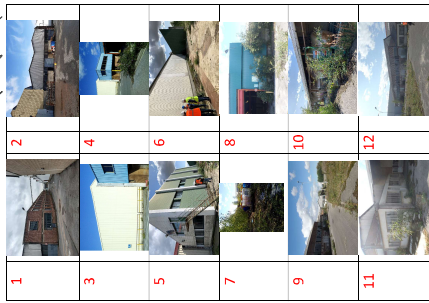


Délais et voies de recours

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif
ou d'un recours contentieux dans un délai
de deux mois à compter du premier jour d'une période
continue de deux mois d'affichage sur le terrain
d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie
publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).
L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité,
de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision
et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code
de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers :
il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes
d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte
les autres réglementations et les règles de droit privé.
Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance
du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit
privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant
les tribunaux civils, même si le permis de construire
respecte les règles d'urbanisme.



[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.



Insertion paysagère.

Rappel :

Le projet AFF sera implanté sur les parcelles cadastrées AM 65 127 128 130 131, d'une superficie totale de 4ha56a15ca issu de la division de la propriété AFE qui a une superficie totale de 11ha76a96ca

	
<p>Surface rouge représentant l'emprise AFE sur la commune de Ham - 117 696 m²</p>	<p>Surface bleu représentant l'emprise du terrain alloué au projet AFF - 45 615 m²</p>

Le terrain alloué au projet AFF est délimité :

- Au NORD par la route de Chauny (chemin départemental n°937).
- A l'EST par la route de Brouchy D4937 (ex chemin départemental n°198 – limite départementale de la SOMME et de l'AISNE).
- Au SUD par la voie SNCF Amiens à Tergnier (limite communale de HAM et de BROUCHY)
- A l'OUEST par le complexe industriel AFE

- A l'EST par la route de Brouchy D4937 (ex chemin départemental n°198 – limite départementale de la SOMME et de l'AISNE).



- ⇒ Pas de changement de la clôture d'enceinte, et le bâtiment qui a la toiture la plus haute sur la photo est réhabilitée en bâtiments matières premières.
- ⇒ Rajout d'un portillon accès pompiers AFF demande aux services communaux l'autorisation de créer un accès secondaire dit « accès pompiers » route de Brouchy (chemin départemental n°198).

- Au NORD par la route de Chauny (chemin départemental n°937).



- ⇒ Pas de changement car nous conservons les murs d'enceintes tels quels y compris les pignons de façades, et pas de changement des bâtiments d'AFE.

- Au SUD par la voie SNCF Amiens à Tergnier (limite communale de HAM et de BROUCHY)



Après



P3 : prise de vue 3 "Façade SUD"

- A l'OUEST par le complexe industriel AFE

Avant :



Après :



P1 : prise de vue 1 "Façade NORD OUEST"



P2 : prise de vue 2 "Façade OUEST"

ND 6. Demande de dérogation d'implantation de panneaux photovoltaïques

Numéro	Intitulé
ND 06.1	Dérogation à l'implantation de panneaux photovoltaïques

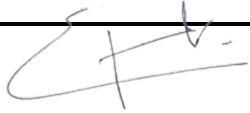

Demande de dérogation pour la non mise en place de panneaux photovoltaïques

Projet de fonderie de recyclage des chutes d'aluminium

6 Juin 2023

Société **Aluminium Foundry
France**
38, rue de Chauny
80 400 – HAM

Révision du document

2.1-23	27/02/2024	Version finale	visa client 
2.0-23	06/06/2023	Version finale	visa client 
1.5-23	18/05/2023	Version provisoire – Première lecture	
n° version du document	Date de révision	Détail de la révision	

1.	Contexte et cadre de l'étude	5
1.1.	Objet de la présente étude	5
1.2.	Acteurs de l'élaboration du dossier	5
1.2.1.	Bureaux d'études supports ayant contribué à la réalisation du dossier	5
1.2.2.	Personnes ayant participé à l'étude	5
1.3.	Documents de référence en appui de l'étude.	6
1.4.	Limite de l'étude	6
2.	Obligations réglementaires	7
2.1.	Dispositions réglementaires	7
2.2.	Exclusions réglementaires	7
2.2.1.	Au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	7
2.2.2.	Au titre des enjeux de protection du patrimoine naturel et architectural	7
2.3.	Les exigences de sécurité	8
3.	Demande de dérogation	9
3.1.	Sources de danger dans le cadre d'une ICPE	9
3.2.	État des lieux projeté	9
3.2.1.	Description des activités projetées	9
3.2.2.	Dispositions constructives de l'atelier de production	10
3.2.3.	Moyens de lutte internes et externes contre l'incendie	10
3.3.	Risques associés à l'activité visée par le projet	10
3.3.1.	Évaluation des risques d'explosion liés à l'installation de panneaux photovoltaïques sur la fonderie	10
3.3.2.	Évaluation des risques d'explosion liés à la fonderie sur les panneaux photovoltaïques	10
3.4.	Conséquences d'un incendie ou d'une explosion	11

Liste des tableaux

Tableau 1. Études supports _____	5
Tableau 2. Participants à l'élaboration du dossier _____	5

1. Contexte et cadre de l'étude

1.1. Objet de la présente étude

Dans la mesure où le projet de construction du bâtiment de production aura une surface au sol de plus de 1000 m², l'article 47 de la loi Energie-Climat du 8 novembre 2019 soumet les nouvelles demandes d'autorisation de constructions soumises à une autorisation de constructions de locaux à usage industriel, d'entrepôts, de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale ainsi que les parcs de stationnement couverts accessibles au public à une obligation d'intégration de procédé de production d'énergies renouvelables en toiture du bâtiment ou sur les ombrières surplombant les aires de stationnement sur une surface au moins égale à 30 % de la toiture du bâtiment et des ombrières créées.

Des dérogations partielles sont prévues dans le cadre de l'arrêté du 5 février 2020 dès lors que les obligations de l'implantation de panneaux photovoltaïques sont incompatibles avec les caractéristiques de l'installation ou lorsque la nature du bâtiment sur laquelle les panneaux seront installés ne répond pas aux normes ou aux exigences locales.

Cela peut être le cas dans une fonderie, qui est un établissement industriel où des métaux sont fondus et coulés pour créer des pièces. En raison de la nature de l'activité, il peut y avoir des risques associés à l'installation de panneaux photovoltaïques, tels que la présence de chaleur liée aux fours. Compte tenu du risque d'incendie ou d'explosion de notre projet Recycl'Extrusion, il est demandé une dérogation aux autorités compétentes afin d'éviter de poser des panneaux photovoltaïques sur le futur bâtiment de production.

1.2. Acteurs de l'élaboration du dossier

1.2.1. Bureaux d'études supports ayant contribué à la réalisation du dossier

Thème	Référence de l'étude	Nom des auteurs	Nom et activité de la société rédactrice
Dossier ICPE	DDAE du site	Joëlle JARRY, Gérante	CIPEI Immeuble le Blanc Logis 216, route de Neufchâtel 76 420 Bihorel

Tableau 1. Études supports

1.2.2. Personnes ayant participé à l'étude

Répartition	Nom	Fonction
AFF	M. PETITJEAN	Coordinateur du projet
CIPEI	Mme JARRY	Gérante
	Mme ANTOINE	Collaboratrice

Tableau 2. Participants à l'élaboration du dossier

1.3. Documents de référence en appui de l'étude.

- [Ref. 1.] Code de l'urbanisme. L.422-1, L422-2 et R422-2-1 – 111-18-1
- [Ref. 2.] Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite « loi Climat et Résilience »
- [Ref. 3.] Arrêté du 5 Février 2020 pris en application « du point V de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitat » (Titre de l'arrêté applicable à compter du 1er juillet 2023) - au lieu de la référence à « l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme »
- [Ref. 4.] INERIS – CSTB. Prévention des Risques associés à l'implantation de cellules photovoltaïques sur des bâtiments industriels ou destinés à des particuliers (8 Décembre 2010)
- [Ref. 5.] DGSCGC/DSP/SDDRH/BDFE/NP Guide de doctrine opérationnelle GDO V2-2017 (1^{er} Septembre 2017)

1.4. Limite de l'étude

Les avis, recommandations, préconisations ou équivalents apportés par le CIPEI dans le cadre des limites qui lui sont confiées, par le donneur d'ordre sont destinés à ouvrir une consultation avec des critères techniques et réglementaires. En rappelant que le CIPEI n'intervient pas dans la prise de décision proprement dite quant au choix du décideur qui est de sa seule responsabilité.

Le présent document a été établi sur la base des informations fournies au CIPEI, des données (scientifiques ou techniques) disponibles et objectives et de la réglementation en vigueur. Les informations obtenues de tierces parties n'ont pas été vérifiées par le CIPEI, sauf mention contraire dans le dossier. La responsabilité du CIPEI ne pourra être engagée si les informations qui lui ont été communiquées sont incomplètes ou erronées.

Les contraintes AtEx sont de la responsabilité du chef de l'établissement (art. R4227-45 et R4227-46 du code du travail). Le CIPEI n'agissant qu'en sa qualité exclusive de conseil, il ne pourra être tenu responsable des conséquences résultant de la non prise en compte de ses recommandations par le client (dommages sur le personnel, dommages sur les équipements, dommages sur les structures), notamment celles pour lesquelles la mention « à la demande du client » qui sont en lien avec la sécurité industrielle des installations.

Le contenu de ce document peut ne pas être approprié pour d'autres usages, que celui auquel il est destiné dans sa demande et son utilisation à d'autres fins que celles définies par le donneur d'ordre ou par des tiers, est de l'entière responsabilité de l'utilisateur. Les conclusions et recommandations contenues dans ce dossier sont fondées sur des informations fournies par le personnel du site et les informations accessibles au public, en supposant que toutes les informations pertinentes ont été fournies par les personnes et entités auxquelles elles ont été demandées.

Le destinataire utilisera les résultats inclus dans le présent rapport intégralement ou sinon de manière objective. Son utilisation sous forme d'extraits ou de notes de synthèse sera faite sous la seule et entière responsabilité du destinataire. Il en est de même pour toute modification qui y serait apportée. Le CIPEI se dégage toute responsabilité pour chaque utilisation du document en dehors de la destination de la prestation.

2. Obligations réglementaires

2.1. Dispositions réglementaires

La loi Energie Climat et notamment son article 47 impose que chaque projet de construction créant plus de 1 000 m² d'emprise au sol comporte des dispositifs d'énergie renouvelable ou des couvertures végétalisées réalisés en toiture du bâtiment ou sur les ombrières surplombant les aires de stationnement sur une surface au moins égale à 30 % de la toiture du bâtiment et des ombrières créées. (art L. 111-18-1 du code de l'urbanisme).

Les constructions concernées sont celles ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation déposée depuis le 9 novembre 2019.

2.2. Exclusions réglementaires

2.2.1. Au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Les bâtiments abritant des installations classées (ICPE) peuvent être exclus des mentionnées au **paragraphe 2.1.** Ainsi, les critères d'exclusion (hors champ d'application) mentionnés sont les suivants :

- Les ICPE relevant des rubriques suivantes : 1312, 1416, 1436, 2160, 2260-1 2311, 2410, 2565, 27XX sauf 2715, 2720, 2750, 2751 et 2752, 3260, 3460, 35XX et 4XXX, 2101 à 2150 si la demande d'autorisation d'urbanisme est déposée après le 29 février 2020.
- Les ICPE dont les dispositifs de sécurité occupent plus de 70% de la toiture
- les ombrières implantées au sein d'ICPE qui sont séparées des bâtiments par un espace à ciel ouvert de plus de 10 mètres
- Les bâtiments ayant une surface de toiture disponible (après exclusion des surfaces mobilisées par les dispositifs de sécurité) inférieure à 30% de la surface totale de la toiture

2.2.2. Au titre des enjeux de protection du patrimoine naturel et architectural

Les dispositions de l'article L. 111-16 ne sont pas applicables :

- Aux abords des monuments historiques définis au titre II du livre VI du code du patrimoine, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable créé en application du titre III du même livre VI, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou sur un immeuble protégé, en application des articles L. 151-18 et L. 151-19 du présent code ;
- Dans des périmètres délimités, après avis de l'architecte des Bâtiments de France, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, motivée par la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines ».

2.3. Les exigences de sécurité

Des conditions d'exploitation seront préalablement définies afin d'appréhender les risques encourus par la nature de l'activité exercée au sein même du bâtiment. D'une manière générale, les dispositions réglementaires sont axées sur deux types de risque :

- risque d'incendie
- risques collatéraux de choc électrique et d'échauffement

Les mesures prévues dans l'arrêté du 25 Mai 2016 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation et notamment les articles 32 à 42 concernant les zones à risques d'incendie devront être respectés.

3. Demande de dérogation

L'objet de cette demande et de ses documents annexes est de démontrer que le Maître d'Ouvrage a pris en compte dans l'élaboration de son projet l'ensemble des prescriptions normatives et réglementaires connues au stade de la conception des ouvrages.

3.1. Sources de danger dans le cadre d'une ICPE

Une étude réalisée conjointement par l'INERIS et le CSTB [Ref. 4.] a permis d'identifier au travers d'une analyse des risques les événements pouvant conduire aux sources de danger suivantes :

- Départ de feu pouvant être provoqué par :
 - ☐ des travaux par point chaud lors d'une maintenance par exemple
 - ☐ Un défaut de conception ou de montage qui conduit à une surchauffe sur le panneau (diode, mauvais contact, soudure)
 - ☐ Un impact de foudre peut à la fois endommager le panneau et provoquer son inflammation
 - ☐ Un arc électrique peut être provoqué par un court-circuit au niveau du panneau (vieillessement)
 - ☐ Une erreur de montage des panneaux lors de leur installation
 - ☐ L'agression par un feu extérieur (feu d'artifice, brandons...)
 - ☐ L'agression par un feu venant de l'intérieur du bâtiment, feu de cellule ou feu de combles
- Détérioration du matériel, pouvant aboutir in fine à un risque d'électrification pour le personnel d'intervention :
 - ☐ L'agression mécanique due à des conditions météorologiques extrêmes : Tempête, grêle)
 - ☐ L'agression mécanique due à la chute d'un objet (cheminée, branche d'arbre...) ou à l'intervention proprement dite. Concernant les équipements électriques, boîtiers, onduleurs et connectique au PV, les risques identifiés pouvant aboutir à un départ de feu sont :

Concernant les équipements électriques, boîtiers, onduleurs et connectique au panneau photovoltaïque, les risques identifiés pouvant aboutir à un départ de feu sont :

- La présence d'un point chaud (travaux)
- L'apparition d'un arc électrique, usure des connections ou conditions météorologiques extrêmes.
- Agression par un feu extérieur au bâtiment
- Agression par un feu se développant dans le bâtiment
- Impact de foudre
- Choc mécanique qui peut conduire à une détérioration du matériel et donc in fine soit à un risque d'électrification pour le personnel d'intervention soit à un départ de feu
- La présence d'éléments combustibles (feuilles, etc.) au contact direct d'éléments sous tension.

3.2. État des lieux projeté

3.2.1. Description des activités projetées

Les activités projetées seront une fonderie (rubrique IED 3250-3a) dont la description est fournie dans le fascicule n°2 « Notice descriptive ». Nous en retiendrons les points principaux :

- La surface du bâtiment sera de 4781 m², soit supérieure à 1000 m²
- Le parking est situé à l'entrée du site

Aucun critère d'exclusion mentionné au **paragraphe 2.2** n'a pu être retenu.

3.2.2. Dispositions constructives de l'atelier de production

L'installation de panneaux photovoltaïques au sol devront être implantés en dehors de toute zone susceptible d'être atteinte par des flux thermiques.

3.2.3. Moyens de lutte internes et externes contre l'incendie

Dans un premier temps, le SDIS coupera les énergies puis arrosera les bâtiments pour éteindre l'incendie.

3.3. Risques associés à l'activité visée par le projet

3.3.1. Évaluation des risques d'explosion liés à l'installation de panneaux photovoltaïques sur la fonderie

L'installation de panneaux photovoltaïques sur une fonderie peut présenter des risques d'explosion. Ce sont notamment :

- **Risque de surchauffe.** Les panneaux photovoltaïques peuvent produire une quantité importante de chaleur lorsqu'ils sont exposés à la lumière du soleil. Si cette chaleur n'est pas dissipée correctement, elle peut causer une surchauffe des panneaux photovoltaïques et des équipements électriques associés, augmentant ainsi le risque d'incendie et d'explosion.
- **Risque d'accumulation.** Les panneaux photovoltaïques peuvent accumuler de la poussière, de la saleté ou des débris qui peuvent obstruer les canaux d'aération et provoquer une accumulation de chaleur. Cela peut entraîner une surchauffe et des risques d'incendie et d'explosion.
- **Risque électrique.** Les panneaux photovoltaïques produisent de l'électricité lorsqu'ils sont exposés à la lumière du soleil, et cette électricité doit être acheminée vers un onduleur et des batteries pour être stockée et utilisée. Si ces équipements électriques ne sont pas correctement installés ou entretenus, ils peuvent causer des courts-circuits, des arcs électriques ou des surtensions, augmentant ainsi le risque d'incendie et d'explosion. Enfin, la présence de câbles électriques sur le toit de la fonderie peut également poser un risque de choc électrique pour les travailleurs s'ils ne sont pas correctement isolés ou protégés.
- **Risque foudre.** Les panneaux photovoltaïques peuvent être endommagés par la foudre ou les surtensions électriques, ce qui peut également causer des risques d'incendie et d'explosion.

3.3.2. Évaluation des risques d'explosion liés à la fonderie sur les panneaux photovoltaïques

Les risques ont été définis dans le fascicule n°4 « Etude des dangers », notamment dans l'analyse fonctionnelle de sécurité tenue à la disposition de l'administration. Le principal risque est le risque de projection explosive de métal liquide, lié aux opérations effectuées dans les fonderies, constitue le risque principal lié aux opérations de coulée. Ces projections explosives, qui se produisent lorsque du métal liquide parvient au contact de l'eau de façon intempestive.

NOTA : L'analyse des risques a également conduit au risque d'explosion lors d'une fuite de gaz de ville dans le bâtiment.

Ainsi, la mise en place de panneaux photovoltaïques en fonderie peut présenter des risques supplémentaires en cas d'explosion d'aluminium fondu. Ce sont notamment :

- **Réaction violente de la mise en contact de l'aluminium fondu avec l'eau.** La réaction violente de l'aluminium fondu sur l'eau peut provoquer un incendie sur les installations de panneaux photovoltaïques. En effet, l'aluminium fondu peut atteindre des températures très élevées, pouvant dépasser les 700°C. Si de l'aluminium fondu entre en contact avec les panneaux photovoltaïques, cela peut causer une surchauffe des panneaux et une dégradation de leur efficacité. En outre, les panneaux peuvent éventuellement s'enflammer, ce qui peut causer un incendie dans l'installation.
- **Risque d'explosion.** Les fuites de gaz de ville alimentant les brûleurs des fours de la fonderie peuvent provoquer une explosion et détruire les installations de panneaux photovoltaïques. Des zones AtEx ont été définis dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale
- **Risque de dommages matériels.** L'explosion d'aluminium fondu peut également endommager les installations de panneaux photovoltaïques, causant des dommages aux panneaux, aux câbles électriques, aux onduleurs et aux batteries. Les dommages matériels peuvent augmenter les risques d'incendie et d'explosion et nécessiter des réparations coûteuses.
- **Risque pour la sécurité des travailleurs.** L'explosion d'aluminium fondu peut causer des dommages physiques aux travailleurs et augmenter les risques de blessures et de décès. Les travailleurs qui se trouvent à proximité des installations de panneaux photovoltaïques peuvent être exposés à des débris volants, des éclaboussures de métal fondu et des incendies.

3.4. Conséquences d'un incendie ou d'une explosion

En cas d'incendie, les conséquences peuvent être les suivantes :

- **Dégagement de fumée toxique :** Les panneaux photovoltaïques contiennent des matériaux qui peuvent produire des fumées toxiques en cas d'incendie. Ces fumées peuvent être nocives pour la santé et la lutte contre l'incendie plus difficile.
- **Risque d'expansion thermique :** Si les panneaux photovoltaïques sont exposés à des températures élevées pendant une période prolongée, cela peut causer une dilatation thermique excessive. Cette expansion peut entraîner la rupture des composants des panneaux photovoltaïques, ce qui peut causer des dommages importants et rendre les panneaux inutilisables. En outre, l'expansion thermique peut également provoquer des explosions ou des déformations des panneaux, ce qui peut compliquer la lutte contre l'incendie et augmenter les risques pour les personnes et les biens environnants.

De plus, il est généralement déconseillé d'utiliser l'eau pour éteindre un incendie impliquant de l'aluminium fondu, car cela peut provoquer une réaction dangereuse. Lorsque l'aluminium fondu est exposé à l'eau, il peut réagir violemment et produire de l'hydrogène, qui est un gaz inflammable. Cela peut entraîner une augmentation de la pression et provoquer une explosion.

En effet, l'incendie de panneaux photovoltaïques n'est pas exclu et dans le cas de la survenance d'un tel événement, l'extinction s'effectuera obligatoirement à l'aide d'eau avec des débits importants. Même si la pulvérisation de l'eau réduit les effets de pénétration de l'eau à l'intérieur d'un bâtiment, elle n'en sera que plus insidieuse. C'est ainsi qu'à l'intérieur du bâtiment l'eau pourra tomber sous forme de pluie avec le risque d'atteindre de l'aluminium en fusion, ce qui pourra engendrer une explosion avec un fort risque de traumatisme pour le personnel et les services d'intervention.

De plus, au vu des risques identifiés dans l'étude des dangers, les panneaux photovoltaïques ne doivent pas être en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments où sera potentiellement présente, en situation normale, une atmosphère explosible. (Art. « 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation)

Au vu du risque d'explosion et d'incendie de la fonderie, la société AFF demande une dérogation pour ne pas implanter des panneaux photovoltaïques sur l'atelier fonderie

ND 7. Nomenclature ICPE

Numéro	Intitulé
ND 07.1	Plan des rubriques ICPE
ND 07.2	Respect des prescriptions générales ICPE 2921-E

RESERVES CIPEI

Le plan de masse a été fourni par la société AFF. Les modifications des plans sont du ressort du client. En effet, le CIPEI n'a pas la mission de les modifier

ND n° 7.1



NOTES

LEGENDE

NC : Non Classé
D : Soumis à déclaration
E : Soumis à Enregistrement
A : Soumis à Autorisation

ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IED : Industrial Emissions Directive (directive sur les émissions industrielles)
IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (loi sur l'eau)

D : Soumis à déclaration

A : Soumis à Autorisation

ED : Industrial Emissions Directive (directive sur les émissions

OTA : Installations, Travaux et Activités (loi sur l'eau)

A	12/01/2024	Base des plan : AFF-HAM-MASSE - EP-PROJETE (INGEROP)	
Indice	Date	Description de la modification	

CIPEI
76 420 Bihorel
tél : 02 35 12 10 60
mel : CIPEI@wanadoo.fr

Immeuble La Blanc Logis
245, route du Neuchâtel
91100 Evry-Courcouronnes
tél. : 02 35 12 10 60
mél. : CPEI@wanadoo.fr

CIPE

N° du document
0119-005-MAS-003

PROJET RECYCL'EXTRUSION

Client	Aluminium Foundry France		
Lieu	HAM (80)		
N° fichier	0119-DAE-005	Format : A3	Echelle : 1/750

PLAN DE MASSE
Nomenclatures ICPE IED IOTA

RUBRIQUE 2921

Arrêté du 14/12/13 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
Arrêté				
1	Article 1er	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées.	Classement sous la rubrique 2921/Enregistrement	La future installation comportera deux tours aéroréfrigérantes sites "fermées" d'une puissance totale de 9200 kW (2 x 2 TAR en série de puissance thermique unitaire 4 100 kW)
2		Les dispositions applicables aux installations existantes et les conditions de leur entrée en vigueur sont précisées en annexe VII.		
3		La rubrique 2921 comprend toute installation assurant une fonction de refroidissement par refroidissement évaporatif et mettant en œuvre de manière continue ou intermittente le procédé de dispersion d'eau dans un flux d'air. C'est notamment le cas des installations de secours, des installations utilisées dans des procédés saisonniers, et des éroréfrigérants dits mixtes ou hybrides combinant le fonctionnement évaporatif avec d'autres modes de fonctionnement (sec et/ou adiabatique).		
4		Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.		
5	Article 2	Sont considérés comme faisant partie de l'installation de refroidissement au sens du présent arrêté, l'ensemble des éléments suivants : tour(s) de refroidissement et ses parties internes, échangeur(s)/corps d'échange, déviateur, ensemble composant le circuit d'eau en contact	Aucun élément de justification d'après le guide	
6		L'installation de refroidissement est dénommée « installation » dans la suite du présent arrêté.		
Annexe I : Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2663				
Chapitre I : Dispositions générales				
7	Article 3. Conformité de l'installation.	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.	Aucun élément de justification d'après le guide	L'ensemble de ces documents sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées sur le site.
8	Article 4. Dossier installation classée	L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le plan de localisation des risques (cf. article 8) ; - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ; - le plan général des stockages (cf. article 9) ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 17) ; - le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 25) ; - le carnet de suivi et ses annexes (cf. article 26) ; - le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 29) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 31) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 42) ; - le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. article 57) ; - les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation (cf. article 60).	Aucun élément de justification d'après le guide	
9		Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.		
10	Article 5	a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ;	Plan d'implantation de l'installation identifiant l'ensemble des prises d'air et ouvrants dans un rayon de 15 m.	Les TAR seront éloignés des extractions d'air et des trappes de désenfumage de plus de 15 m.



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
11		b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.		Les TAR seront éloignés de 8 m.
12	Article 6	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.		
12	Article 7. Intégration dans le paysage.	L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.	Descriptions des mesures prévues	Il convient néanmoins de préciser qu'une étude paysagère a été menée sur l'ensemble du périmètre d'étude. Les prescriptions architecturales et paysagères seront respectées. Enfin au regard de sa localisation sur le futur site, les TAR seront peu visibles depuis les espaces environnants car elles sont localisées à l'intérieur du site entourant de bâtiments
13		Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.		Il est par ailleurs prévu un contrat avec une entreprise extérieure pour l'entretien des espaces verts.
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions				
Section 1 : Généralités				
14	Article 8. Localisation des risques.	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	Plan des ateliers et des stockages identifiant les zones à risque	L'exploitant tiendra un plan cartographiant l'ensemble des potentiels de dangers de l'installation. Ce plan sera régulièrement tenu à jour, notamment lors des modifications importantes. Pour l'installation des tours aéroréfrigérantes, les risques seront associés aux légionnelles, et au stockage de produits biocides.
15		L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.		
16	Article 9. Etat des stocks de produits dangereux.	Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.	Aucun élément de justification d'après le guide	Les produits de traitement seront des biocides : BWT CS-3018 (base peroxyde organique) et BWT CS-3001 (base nitrate de sodium) dont les FDS sont mises en annexe du dossier de la PJ n°49 "étude des dangers" . La quantité stockée sera de 40 kg.
17		L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.		Un état des stocks des matières stockées sera tenu à jour et les fiches de sécurité des matières stockées seront maintenues disponibles.
18		La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation		
19	Article 10. Propreté de l'installation.	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	Aucun élément de justification d'après le guide	Les surfaces seront maintenues propres. Cette disposition sera intégrée dans une réflexion globale de la sécurité du site. Des consignes de nettoyage et des contrôles réguliers seront transmises aux opérateurs et réalisées périodiquement.
Section 2 : Dispositions constructives				
20	Article 11. Comportement au feu.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.	Aucun élément de justification d'après le guide	
21	Article 12	I. Accessibilité. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	Aligné I : Plan et note descriptive des dispositions d'accessibilité prévues En cas d'impossibilité technique de respecter les dispositions liées à l'accès des secours, l'exploitant proposera des mesures équivalentes permettant d'assurer l'accès au site pour les services de secours. Ces mesures doivent avoir recueilli l'accord des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) et cette attestation du SDIS doit figurer dans le dossier d'enregistrement. Ces aménagements peuvent ensuite être instruits pour avis du CODERST	Le plan de masse du projet présente les différents accès du site : - accès principal à l'Ouest du site - accès secondaire pour les pompiers côté route de Brouchy Les TAR seront directement accessibles depuis la voie pompiers.
22		Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.		

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
23		Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.		Les camions livreurs ne stationneront pas afin de permettre l'accessibilité des bâtiments
24		II. Conception. a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.	Alinéa II : Plan du circuit de refroidissement avec localisation et description du dispositif de purge Justification des choix de conception permettant de faciliter les opérations d'entretien et de maintenance et toute autre action corrective ou curative, et du choix des matériaux Attestation du fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires du taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01% du débit d'eau. Justification du choix du dispositif en fonction des caractéristiques de l'installation. Le cas échéant, certificat de conformité à la norme de conception NF E 38-424	A ce stade du projet, le plan détaillé de l'installation n'est pas disponible. Les dispositions suivantes seront prévues et mises en place : - Un point de prélèvement général sera prévu sur le piquage évacuation effluent du collecteur TAR. - Il sera également possible de réaliser un prélèvement par le piquage de vidange de chaque TAR en cas de besoin. - Il n'y aura pas de bras mort. - Des vannes de vidange seront prévues sur tous les points bas
25		Les matériaux présents sur l'ensemble de l'installation sont choisis au regard de la qualité de l'eau, de leur facilité de nettoyage et d'entretien et de leur résistance aux actions corrosives des produits d'entretien et de traitement.		Les matériaux et revêtements sont prévus selon les caractéristiques d'exploitation envisagées et les conditions locales. - L'exploitant disposera des plans de l'installation et en assurera leur mise à jour en tant que de besoin. - Les tours seront pourvues de dévésiculateurs (éliminateurs de gouttelettes) en conformité avec la réglementation. - Le fournisseur des dévésiculateurs certifiera le respect d'un entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation.
26		L'installation est aménagée pour permettre l'accès notamment aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baïffes d'insonorisation si présentes.		- Les dévésiculateurs choisis seront bien adaptés aux installations dans leurs conditions futures d'exploitation ; toutes les hypothèses sont prises en compte par l'ingénierie de conception.
27		La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.		- Les équipements seront certifiés conformes à la norme NF E 38-424 relative à la conception des systèmes de refroidissement qui permet notamment de limiter le risque de légionellose dans la conception des aérofrégérants humides. - Les parties non couvertes par cette norme sont examinées également lors de la conception afin de prendre en considération les principes de réduction du risque de légionellose.
28		b) L'exploitant dispose des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.		L'ensemble des éléments justificatifs sera conservé dans le dossier installations classées sur site et tenu à disposition des services
29		c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.	Aucun élément de justification d'après le guide	
30		d) Pour tout dévésiculateur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.	Aucun élément de justification d'après le guide	Les tuyauteries seront étanches et un plan de maintenance sera établi
31		e) L'exploitant s'assure que le dispositif de limitation des entraînements vésiculaires équipant l'installation est bien adapté aux caractéristiques de l'installation (type de distributeurs d'eau, débit d'eau, débit d'air), afin de respecter cette condition en situation d'exploitation.		
32		f) Les équipements de refroidissement répondant à la norme NF E 38-424 relative à la conception des systèmes de refroidissement sont considérées conformes aux dispositions de conception décrites au point II du présent article. L'exploitant doit cependant examiner la conformité des parties de l'installation non couvertes par cette norme. Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.		
33	Article 13. Désentumage.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.		
34	Article 14. Moyens de lutte contre l'incendie.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.		
35	Article 15. Tuyauteries.	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	Aucun élément de justification d'après le guide	
Section 3 : Dispositif de prévention des accidents		Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.		
36	Article 16. Matériels utilisables en atmosphères explosibles.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.	Aucun élément de justification d'après le guide	
37	Article 17. Installations électriques.	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	Plans de l'installation électrique, matériaux prévus Indication du mode de chauffage prévue	L'exploitant disposera de l'ensemble des pièces permettant de justifier et de démontrer que l'installation est exploitée, surveillée et maintenue conformément à la réglementation applicable. Les installations seront montées conformément aux normes en vigueur relative à la protection électrique et équipotentialité des équipements, et seront réceptionnées avant leur mise en service. Elles feront l'objet des contrôles réglementaires réguliers. En effet, l'installation disposera des certificats Q18 et Q19 et les armoires électriques seront contrôlées par thermographie infrarouge 2 fois par an
38		Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.		
39	Article 18 Foudre.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.	Aucun élément de justification d'après le guide	
40	Article 19 Ventilation des locaux.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.	Aucun élément de justification d'après le guide	



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
41	Article 20 Systèmes de détection et extinction automatiques.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.	Aucun élément de justification d'après le guide	
42	Article 21 Evénets et parois soufflables.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.	Aucun élément de justification d'après le guide	
	Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles			
43	Article 22	I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.	Liste des aires et locaux susceptibles d'être concernés et dispositifs de rétention mis en place avec calcul de dimensionnement Descriptif et plan du dispositif de confinement et note justifiant du volume de confinement.	Tous les produits de traitement d'eau (bidon de stockage et stocks de produits) seront placés sur des cuvettes de rétention, dont le volume est supérieur ou égal au volume de produits. Les produits ne sont inflammables
44				
45				Tous les produits de traitement d'eau (bidon de stockage et stocks de produits) seront placés sur des cuvettes de rétention, dont le volume est supérieur ou égal au volume de produits.
46				
47				
48				
49				
50				Non concerné. Les stockages des biocides seront dans le magasin D01.
51				Le sol des ateliers ou des locaux techniques seront étanches
52				En cas de pollution accidentelles, les écoulements seront envoyés par by pass vers le bassin de confinement des eaux incendie (gravitairement)
53				
54				
55				Le calcul du volume de rétention est mis dans la PJ n°46 "étude des dangers". Selon la Note D9A, le bassin de confinement des eaux résiduaires incendie sera de 1050m3.

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
56		Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.		En cas des eaux de ruissellement des eaux polluées sur la voirie, elles seront canalisées au travers le réseau des eaux pluviales et envoyées via un by pass vers le bassin de confinement des eaux résiduaires incendie
Section 5 : Dispositions d'exploitation				
57	Article 23 Surveillance de l'installation.	L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.	Identification de la ou les personnes référentes, et de toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur l'exploitation	L'exploitant tiendra à jour un document identifiant le personnel habilité à intervenir sur les installations concernées par la rubrique 2921 ainsi que les modalités de formations prévues.
58		L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.	Description des modalités de formations prévues, notamment personnel visé, descriptif des différents modules, durée, fréquence	D'une manière générale, un contrat de full service avec une société spécialisée est prévu. Ce contrat intégrera notamment l'ensemble des points de l'arrêté, notamment le plan de formation
59		Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés.	Description du dispositif prévu pour restreindre l'accès des personnes extérieures aux installations (grille, contrôle accès,...)	
60		Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes.		
62		Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.		
63	Article 24. Travaux.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.	Aucun élément de justification d'après le guide	
64	Article 25. Vérification périodique et maintenance des équipements.	L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	Contrat(s) de maintenance avec prestataire(s) chargé(s) de la vérification des équipements (sécurité, incendie et outil de production).	Ces dispositions seront prises en phase exploitation.
65				
66	Article 26. Consignes d'exploitation	1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation	Analyse méthodique des risques, Plan d'entretien	L'installation sera régulièrement suivie en interne par du personnel qualifié et formé aux risques spécifiques engendrés et de nombreuses analyses seront organisées afin de s'assurer du respect des concentrations limitées en Légionelles. En terme de conception de l'installation, les zones de bras mort seront limitées au strict minimum dans la conception de l'installation. Les matériaux seront choisis afin de limiter les dépôts de biofilm et la tour sera accessible pour les opérations de nettoyage mais aussi de contrôle visuel. En terme d'exploitation, les périodes de mise à l'arrêt et
67		a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMRI] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.	Fiche justifiant la stratégie de traitement préventif adoptée Plan avec localisation du point de prélèvement pour les analyses légionelles Identification de l'opérateur chargé du prélèvement et attestation de formation	

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
68		<p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation ; conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associées ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.		<p>remise en marche, seront gérés pour éviter la formation de bras mort temporaires, la qualité de l'eau d'appoint sera surveillée et des procédures d'exploitation définies et connues. En terme de maintenance et d'entretien des installations, tout sera mis en œuvre pour que les mesures préventives permettent de réduire le risque de contamination.</p> <p>Le fournisseur du dispositif n'est pas arrêté à date du dépôt de dossier DAE. A date de mise en exploitation, l'exploitant aura en sa possession l'ensemble des plans et notes de calcul demandés et les tiendra à disposition des services d'instructions des installations classées</p> <p>Avant le début de l'exploitation, une analyse méthodique des risques (AMR) sera réalisée. Les différents documents seront établis et tenus à disposition de l'inspection des installations classées (à ce stade de conception du projet, et en l'absence de données détaillées des installations qui seront mises en place, ces différents documents ne sont pas rédigés :</p> <ul style="list-style-type: none">- AMR- Plan d'entretien- Plan de surveillance- Stratégie de traitement préventif adoptée- Données relatives au prélèvement (Plan avec localisation du point de prélèvement pour analyse légionelles <p>Identification de l'opérateur chargé du prélèvement et attestation de formation)</p>
69				
70				
71				
72		<p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et à minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
73		<p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p>		
74				
75		<p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>		
76		<p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p>		
77		<p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p>		
78				

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
79		Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> .		
80		c) Les procédures suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ;- autres cas de figure propres à l'installation.		
81		Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.		
82		Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.		
83		2. Entretien préventif de l'installation		
84		L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.		
85		Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.		
86		a) Gestion hydraulique Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulant dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.		
87		b) Traitement préventif L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.		
88		L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontrera l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.		
89		L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.		
90		Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.		
91		Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.		
92		L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.		
93		En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocides(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.		
94		Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.		

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
95		Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.		
96		Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.		
97		La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMRH, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.		
98		Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau.		
99		Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.		
100		c) Nettoyage préventif de l'installation		
101		Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.		
102		Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.		
103		Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.		
104		L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.		
105		3. Surveillance de l'installation		
106		Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions.		
107		Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.		
108		L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.		
109		a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des saills de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).		
110		L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.		
111		Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.		
112		Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.		
113		b) Modalités des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles		

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
114		<p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p> <p>En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.</p> <p>Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.</p> <p>c) Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles</p> <p>Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;- le laboratoire rend ses résultats sous accréditation. <p>d) Résultats de l'analyse des légionelles</p> <p>Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p>		
115		<p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none">- coordonnées de l'installation ;- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;- date et heure de réception de l'échantillon ;- date et heure de début d'analyse ;- nom du préleveur ;- référence et localisation des points de prélèvement ;- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ;- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...);- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p> <p>L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informe des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par</p> <p>des moyens rapides (télécopie, courriel) si :</p> <ul style="list-style-type: none">- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L,- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de Legionella pneumophila en raison de la présence d'une flore interférente. <p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>		
116				
117				
118				
119				
120				
121				
122				
123				
124				
125				
126				

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
127		f) Prélèvements et analyses supplémentaires L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon). Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies au point c, selon les modalités détaillées au point b. Les résultats de ces analyses supplémentaires sont adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception. L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant. <i>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</i>		
128				
129				
130				
131	III. Actions à mener en cas de prolifération de légionelles			
132		a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉROREFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ». Ce document précise : <ul style="list-style-type: none">- les coordonnées de l'installation ;- la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;- la date du prélèvement ;- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abatement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.		
133				
134				
135		b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.		
137		c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.		
138		d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.		
139		e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point.		
140		f. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.		En cas d'incident ou d'accident, les actions qui seront menées suivront la doctrine de l'arrêté. Une procédure sera écrite en ce sens.



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
141		f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.		
142		g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible, Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en Legionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/L.		
143		Si l'installation est également concernée par l'article 26-I-2 c, les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.		
144		L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.		
145		Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.		
146		2. <i>Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000</i>		
147		a) Cas de dépassement ponctuel. En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abatement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. b) Cas de dépassements multiples consécutifs. Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche des causes de dérive et la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.		
148				
149				
150				
151		Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérivés et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérivés identifiées et les actions curatives et correctives mises en œuvre. Il procède à des actions curatives, recherche à nouveau la cause de dérive, met en place des actions correctives, et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.		
152		La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.		
153		Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.		
154		c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérivés joint au carnet de suivi.		
155		3. <i>Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.</i>		
156		a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.		

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
157		b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.		
158		c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.		
159		4. En cas de dérives répétées, consécutives ou non, de la concentration en Legionella pneumophila au-delà de 1 000 UFC/L et a fortiori de 100 000 UFC/L, et sur proposition des installations classées, le préfet peut prescrire la réalisation d'un réexamen des différentes composantes permettant la prévention du risque légionellose, notamment conception de l'installation, état du circuit, stratégie de traitement de l'eau, analyse méthodique des risques, plan d'entretien et de surveillance, ou toute autre étude jugée nécessaire pour supprimer ces dérives répétées.		
160	III. Mesures supplémentaires en cas de découverte de cas de légionellose	Si des cas groupés de légionellose sont découverts par les autorités sanitaires et sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant : - fait immédiatement réaliser un prélèvement par un laboratoire répondant aux conditions prévues au point I-3 c et suivant les modalités définies au point I-3 b du présent article, auquel il confiera l'analyse des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ; - procède ensuite à une désinfection curative de l'eau de l'installation ; - charge le laboratoire d'expédier toutes les souches de Legionella pneumophila isolées au Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon) pour identification génomique.		En cas d'incident ou d'accident, les actions qui seront menées suivront la doctrine de l'arrêté. Une procédure sera écrite en ce sens.
161	IV. Suivi de l'installation	1. <i>Vérification de l'installation</i>		
162		Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en Legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.		
163		Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement.		
164		Cette vérification est à la charge de l'exploitant, en vertu de l'article L. 514-8 du code de l'environnement.		
165		Cette vérification comprend : - une visite de l'installation, avec la vérification des points suivants : - implantation des rejets dans l'air ; - absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé ; - présence sur l'installation d'un dispositif en état de fonctionnement ou de dispositions permettant la purge complète de l'eau du circuit ; - présence d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, vérification visuelle de son état et de son bon positionnement ; - vérification visuelle de la propreté et du bon état de surface de l'installation ; - une analyse des documents consignés dans le carnet de suivi, avec la vérification des points suivants : - présence de l'attestation, pour chaque tour, de l'attestation de performance du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires ; - présence d'un document désignant le responsable de la surveillance de l'exploitation ; - présence d'un plan de formation complet et tenu à jour ; - présence d'une analyse méthodique des risques datant de moins d'un an, prenant en compte les différents points décrits au point I-1 a du présent article ; - présence d'un échéancier des actions correctives programmées suite à l'AMR et leur avancement ; - présence d'un plan d'entretien, d'une procédure de nettoyage préventif et d'une fiche de stratégie de traitement, justifiant le choix des procédés et produits utilisés ; - présence d'un plan de surveillance, contenant le descriptif des indicateurs de suivi de l'installation et les procédures de gestion des dérives de ces indicateurs, notamment la concentration en Legionella pneumophila ; - présence des procédures spécifiques décrites au point I-1 c du présent article ;		Les TAR seront vérifiées au moins une fois par an.

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
166		L'ensemble des documents associés à l'installation (carnet de suivi, descriptif des installations, résultats d'analyses physico-chimiques et microbiologiques, bilans périodiques, procédures associées à l'installation, analyses de risques, plans d'actions...) sont tenus à la disposition de l'organisme effectuant la vérification.		
167		A l'issue de ce contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les points pour lesquels les mesures ne sont pas effectives. L'exploitant met en place les mesures correctives correspondantes dans un délai de trois mois. Pour les actions correctives nécessitant un délai supérieur à trois mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre.		
168		Dans le cas où la vérification fait suite à un dépassement du seuil de concentration en Legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant transmet le rapport et le planning de mise en œuvre éventuel à l'inspection des installations classées.		
169		2. Carnet de suivi		
170		L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none">- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;- le tableau des dérivés constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;- les dérivés constatées pour les autres indicateurs de suivi ;- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculateurs.- les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none">- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ;- le plan de formation ;- les rapports d'incident et de vérification ;- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ;- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60.		
171				
172		Le carnet de suivi est propriété de l'installation.		
173		Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.		
		Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.		
174	V. Bilan annuel	Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.		
175		Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : <ul style="list-style-type: none">- les éventuelles dérivés constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;- les actions correctives prises ou envisagées ;- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.		
176		Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.		Les TAR seront vérifiées au moins une fois par an Un registre sera tenu à la disposition de l'administration

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
177	<i>VI. Dispositions relatives à la protection des personnels</i>	Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition : <ul style="list-style-type: none">- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;- aux produits chimiques. Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'usage de ces équipements. Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.		Le personnel disposera des EPI nécessaires en cas de légionellose
178				
179				
180				
181				
Chapitre III : Emissions dans l'eau				
Section 1 : Principes généraux				
182	Article 27. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.	Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.	Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, préciser le nom du cours d'eau, le nom de la masse d'eau ainsi que le point kilométrique de rejet. Indiquer si le rejet est effectué dans une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 du code de l'environnement.	La circulation de l'eau dans le procédé via les TAR est en circuit fermé. Les purges sont collectées vers le réseau des eaux usées et envoyées vers la station d'épuration d'EPEVILLE (pas dans le milieu naturel)
183		Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.	Les objectifs de qualité et de quantité sont fixés dans les SDAGE, les SAGE et les programmes de mesures fixés au niveau de chaque bassin hydrographique. Ces données et documents sont disponibles auprès des agences de l'eau. http://adourgaronne.eaufrance.fr/ ; http://www.eau-seinenommande.fr/ ; http://rhin-meuse.eaufrance.fr/ ; www.atoispicardie.eaufrance.fr ; www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr ; www.loire-bretagne.eaufrance.fr	
184		Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.	Le flux généré par l'installation pour les paramètres visés à l'article 42 ne doit pas être supérieur à un dixième du flux acceptable par le milieu. Pour chacun des paramètres de l'article 38, le calcul issu de la formule suivante doit être fourni. $10\% \times NQE_{\text{paramètre}} \times \text{Débit d'étiage du cours d'eau} > VLE \times \text{Débit maximal de rejet industriel}$	
185		La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.	Les NQE pour les différents paramètres sont disponibles dans l'arrêté du 25 janvier 2010 et dans la circulaire du 7 mai 2007. Le débit d'étiage (OMNA5) est disponible sur le site internet : http://www.hydro.eaufrance.fr ou auprès des agences de l'eau (cf. adresses Internet cidessus). Les VLE sont fixées à l'article 38 du présent arrêté.	
Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau				
186	Article 28. Prélèvement d'eau.	Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.	Plan d'implantation et note descriptive des forages et/ou prélèvements.	Les appoints en eau pour les TAR seront réalisés à partir d'un puits de forage S3 et, au cas où il y a perte électrique (cas ponctuel car accidentel), les TAR seront alimentés via le réseau d'alimentation des eaux
187		Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m³ par an.	Justifier que le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement (zone de répartition des eaux, ZRE). Ces zones sont fixées par arrêté préfectoral et disponibles en Préfecture	
188		Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau et d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³/heure		Aucune dérivation du prélèvement d'eau sera réalisée.



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires	
189	2. Qualité de l'eau d'appoint	L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée.		Des analyses seront réalisées en ce sens au moins une fois par an par un organisme compétent	
190		Matières en suspension < 10 mg/l.			
191		La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.			
192		En cas de dérive d'eau moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.			
193	3. Volumes prélevés	Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau	Plan et note descriptive des ouvrages de prélèvements Description et localisation du dispositif de disconnexion	Actuellement une étude technico-économique est en cours pour recycler au mieux les effluents dans le circuit du process Le prélèvement sera de 84 000 m3/an. Les ouvrages de prélèvement disposeront d'un disconnecteur, d'une dispositif de mesure totalisateur et d'un cahier de suivi	
194	Article 29. Ouvrages de prélèvements.	Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.			
195	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé de manière hebdomadaire si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, de manière mensuelle si ce débit est inférieur.	Plan d'implantation et note descriptive des forages			Les ouvrages de prélèvement sont décrits dans l'étude d'impact PJ4
196	Ces résultats sont portés sur le carnet de suivi de l'installation.				
197	En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué.				
198	L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.				
199	Article 30. Forages.	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18.			
200		Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.			
201		Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.			
202		En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.			
		La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.			
Section 3 : Collecte et rejet des effluents					
203	Article 31 : Collecte des effluents.	a) Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont rejetées via le réseau d'eaux usées du site puis, sous réserve du respect des valeurs limites ci-dessous fixées, rejetées au milieu naturel ou Elles peuvent également être évacuées comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre 7.	Plan des réseaux de collecte des effluents	les plans des réseaux de collecte sont mis en PJ48	
204		b) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales.			
205		c) Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être déversés et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.			
206		d) Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégrader des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.			
207		Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.			
208		Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.			
209					



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
210	Article 32. Points de rejets.	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.	Plan des points de rejet.	Les plans des réseaux de collecte sont mis en PJ48
211		Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.		
212		Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.		
213	Article 33. Points de prélèvements pour les contrôles.	a) Sur la ou les canalisation(s) de rejet d'effluents de l'installation de refroidissement sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration. Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations ; b) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène ; c) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.	Plan comprenant la position des points de prélèvements	Les plans des réseaux de collecte sont mis en PJ48
214				
215				
216	Article 34. Rejet des eaux pluviales.	Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Indication du milieu dans lequel les eaux pluviales sont rejetées Plan des réseaux et des dispositifs de traitement et note justifiant les dimensionnements	Les eaux pluviales sont envoyées vers le bassin d'infiltration (dit "é pingle") en passant par des séparateurs hydrocarbures (mis sur le plan PJ48)
217				
218				
219				
220	Article 35. Eaux souterraines		Aucun élément de justification d'après le guide	non concerné. Circuit fermé
Section 4 : Valeurs limites d'émission				
221	Article 36. Généralités.	Tous les effluents aqueux sont canalisés.	Aucun élément de justification d'après le guide	tous les effluents aqueux sont canalisés
222		Les valeurs limites d'émission ci-dessous s'entendent avant toute dilution des rejets de l'installation de refroidissement.		
223		Les rejets ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes, à la qualité des milieux naturels, ni à la conservation des ouvrages, ni, éventuellement, au fonctionnement de la station d'épuration dans laquelle s'effectue le rejet.		
224	Article 37. Température et pH.	Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement dans le cas où les eaux résiduaires sont finalement rejetées au milieu naturel.	Préciser le débit maximal des rejets, la température de rejet, si le rejet se fait dans le milieu naturel ou en STEP. Note justifiant le respect du critère de rejet si rejet au milieu naturel. Si le critère de température du milieu naturel ne peut pas être respecté, l'exploitant doit justifier que les eaux dans laquelle ses rejets se font ne sont pas salmonicoles (données disponibles auprès de la préfecture)	La circulation de l'eau dans le procédé via les TAR est en circuit fermé. Les purges sont collectées vers le réseau des eaux usées et envoyées vers la station d'épuration d'EPPEVILLE (pas dans le milieu naturel). Une convention de rejets a été signée.
225		L'exploitant justifie que le débit maximum journalier de l'installation ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.		
226		La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 9,5.		
227		La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.		
228		Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange : - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchylicoles ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchylicoles ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles.		
229		Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.		



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires																																																							
230	Article 38 . VLE pour rejet dans le milieu naturel.	<div>I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</div> <div>Pour chacun des polluants rejeté par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</div> <table><tr><td colspan="2">1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)</td></tr><tr><td colspan="2">Matières en suspension totales :</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td colspan="2">DCO (sur effluent non décanté) :</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td colspan="2">Phosphore (phosphore total) :</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour</td><td>10 mg/l en concentration moyenne</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour</td><td>2 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour</td><td>1 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td></tr><tr><td colspan="2">3. Substances réglementées</td></tr><tr><td>Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)</td><td>N ° CAS -</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés (en AOX)</td><td>5 mg/l 1 mg/l</td></tr><tr><td colspan="2">4. Substances dangereuses entrant dans la qualification de Substances de l'état chimique :</td></tr><tr><td>Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)</td><td>7439-92-1 0,5 mg/l</td></tr><tr><td>Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)</td><td>7440-02-0 0,5 mg/l</td></tr><tr><td colspan="2">Substances de l'état écologique :</td></tr><tr><td>Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)</td><td>7440-38-2 50 µg/l</td></tr><tr><td>Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)</td><td>7440-50-8 0,5 mg/l</td></tr><tr><td>Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)</td><td>7440-66-6 2 mg/</td></tr><tr><td colspan="2">5. Autres substances</td></tr><tr><td>THM (TriHaloMéthane)</td><td>- 1 mg/l</td></tr></table> <div>II. Par ailleurs, pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées.</div> <div>En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées en sortie de l'installation.</div>	1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)		Matières en suspension totales :		Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l	Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté) :		Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l	Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l	Phosphore (phosphore total) :		Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour	10 mg/l en concentration moyenne	Flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour	2 mg/l en concentration moyenne mensuelle	Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour	1 mg/l en concentration moyenne mensuelle	3. Substances réglementées		Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)	N ° CAS -	Composés organiques halogénés (en AOX)	5 mg/l 1 mg/l	4. Substances dangereuses entrant dans la qualification de Substances de l'état chimique :		Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	7439-92-1 0,5 mg/l	Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	7440-02-0 0,5 mg/l	Substances de l'état écologique :		Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	7440-38-2 50 µg/l	Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	7440-50-8 0,5 mg/l	Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	7440-66-6 2 mg/	5. Autres substances		THM (TriHaloMéthane)	- 1 mg/l	<div>Préciser les polluants parmi ceux listés à l'article 38 et les flux journaliers associés rejetés en fournissant un tableau du type :<table><tr><th>Type d'effluents</th><th>VLE imposée</th><th>Débit</th><th>Flux</th><th>Traitement prévu</th></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>L'exploitant justifie de l'adéquation du traitement(s) prévu(s) avec la nature et le flux de pollution générée. L'exploitant justifie le cas échéant que l'installation de pré-traitement et /ou de traitement internes à l'installation ont un rendement épuratoire suffisant sur la base d'un engagement contractuel du fournisseur du système de traitement. Elaboration du programme de surveillance des émissions en application des articles 58, 60 et 61.</div> <div>Non concerné. Aucun rejet provenant des TAR est envoyé vers le milieu naturel</div>	Type d'effluents	VLE imposée	Débit	Flux	Traitement prévu					
1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)																																																											
Matières en suspension totales :																																																											
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l																																																										
Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l																																																										
DCO (sur effluent non décanté) :																																																											
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l																																																										
Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l																																																										
Phosphore (phosphore total) :																																																											
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour	10 mg/l en concentration moyenne																																																										
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour	2 mg/l en concentration moyenne mensuelle																																																										
Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour	1 mg/l en concentration moyenne mensuelle																																																										
3. Substances réglementées																																																											
Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)	N ° CAS -																																																										
Composés organiques halogénés (en AOX)	5 mg/l 1 mg/l																																																										
4. Substances dangereuses entrant dans la qualification de Substances de l'état chimique :																																																											
Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	7439-92-1 0,5 mg/l																																																										
Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	7440-02-0 0,5 mg/l																																																										
Substances de l'état écologique :																																																											
Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	7440-38-2 50 µg/l																																																										
Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	7440-50-8 0,5 mg/l																																																										
Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	7440-66-6 2 mg/																																																										
5. Autres substances																																																											
THM (TriHaloMéthane)	- 1 mg/l																																																										
Type d'effluents	VLE imposée	Débit	Flux	Traitement prévu																																																							
231																																																											
232																																																											
233																																																											
234																																																											



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires						
235	Article 39. Raccordement à une station d'épuration.	I. Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : MEST : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l. Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements. Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter. II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, notamment au regard des biocides utilisés, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées. Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures. Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Pour le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de vingt-quatre heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées. Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : <table><tr><td>Matières en suspension</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluents non décanté)</td><td>124 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr></table>	Matières en suspension	35 mg/l	DCO (sur effluents non décanté)	124 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l		La circulation de l'eau dans le procédé via les TAR est en circuit fermé. Les purges sont collectées vers le réseau des eaux usées et envoyées vers la station d'épuration d'EPEVILLE (pas dans le milieu naturel). Une convention de rejets a été signée.
Matières en suspension	35 mg/l									
DCO (sur effluents non décanté)	124 mg/l									
Hydrocarbures totaux	10 mg/l									
236										
237										
238										
239										
240										
241	Article 40. Dispositions communes aux VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration.									
242										
243										
244			Aucun élément de justification d'après le guide							
245	Article 41 .Rejets d'eaux pluviales									
Section 5 : Traitement des effluents										
246	Article 42. Installations de traitement.	Les installations de traitement préalable au rejet dans le milieu naturel et les installations de pré-traitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée. L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits issus de l'installation, y compris en mélange, est interdit.	Description des installations de traitement et/ou des installations de pré-traitement et présentation du programme de surveillance des installations de traitement et /ou des installations de pré-traitement	La circulation de l'eau dans le procédé via les TAR est en circuit fermé. Les purges sont collectées vers le réseau des eaux usées et envoyées vers la station d'épuration d'EPEVILLE (pas dans le milieu naturel). Une convention de rejets a été signée.						
247										
248										
249	Article 43. Epandage.		Aucun élément de justification d'après le guide							
Chapitre IV : Emissions dans l'air										
Section 1 : Généralités										
250	Article 44	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires								



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires									
Section 2 : Rejets à l'atmosphère													
251	Article 45. Points de rejets.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
252	Article 46. Points de mesures.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
253	Article 47. Hauteur de cheminée	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
Section 3 : Valeurs limites d'émission													
254	Article 48	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
255	Article 49. Débit et mesures	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
256	Article 50. VLE	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
257	Article 51. Plan de gestion des solvants	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
258	Article 52. Odeurs.	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
Chapitre V : Emissions dans les sols													
259	Article 53	Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires											
Chapitre VI : Bruit et vibration													
260	Article 54	L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les équipements de lutte contre les nuisances sonores doivent être conçus pour ne pas favoriser la prolifération de micro-organismes susceptibles de contaminer l'installation. <div>I. Valeurs limites de bruit Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :<table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures (sauf dimanches et jours fériés)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures (ainsi que les dimanches et jours fériés)</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'exède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</div>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures (sauf dimanches et jours fériés)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures (ainsi que les dimanches et jours fériés)	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Description des dispositions pour limiter le bruit et les vibrations	L'installation sera conforme à la réglementation ICPE en terme d'émergence sonore (le choix des équipements se fera également sur la base de critère de niveaux sonores). Des mesures seront réalisées tous les 3 ans afin de s'assurer de la conformité des niveaux sonores.
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures (sauf dimanches et jours fériés)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures (ainsi que les dimanches et jours fériés)											
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)											
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)											
261													
262													
261	II. Véhicules, engins de chantier	Ce point ne comporte pas de dispositions réglementaires.											
262	III. Vibrations	Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.											
263	IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'évaluer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.											
264													
Chapitre VII : Déchets													



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique				Commentaires															
264	Article 55	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant une stratégie de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles adaptée et limitant l'utilisation de produits de traitement nocifs pour l'environnement ; - trier, recycler, valoriser ses déchets, organiser leur prise en charge dans les filières appropriées.	<table><tr><td>Type de déchets</td><td>Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)</td><td>Nature des déchets</td><td>Production totale (tonnage maximal annuel)</td><td>Mode de traitement hors site</td></tr><tr><td>Déchets non dangereux</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Déchets dangereux</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>				Type de déchets	Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale (tonnage maximal annuel)	Mode de traitement hors site	Déchets non dangereux					Déchets dangereux					Un registre global de l'ensemble des déchets de la plateforme sera réalisé. Pour les tours de refroidissement, les déchets seront principalement constitués d'emballages souillés
Type de déchets	Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale (tonnage maximal annuel)	Mode de traitement hors site																		
Déchets non dangereux																						
Déchets dangereux																						
265	Article 56. Stockage des déchets	L'exploitant effectue la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.	<table><tr><td colspan="5">Note de dimensionnement du stockage des matières épanchées et évaluation des capacités de stockage complémentaires à mettre en œuvre en cas de risque de dépassement des capacités de stockage (points b et h de l'annexe I), s'il y a lieu.</td></tr></table>				Note de dimensionnement du stockage des matières épanchées et évaluation des capacités de stockage complémentaires à mettre en œuvre en cas de risque de dépassement des capacités de stockage (points b et h de l'annexe I), s'il y a lieu.															
Note de dimensionnement du stockage des matières épanchées et évaluation des capacités de stockage complémentaires à mettre en œuvre en cas de risque de dépassement des capacités de stockage (points b et h de l'annexe I), s'il y a lieu.																						
266		Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.																				
267		Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.																				
268		La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle générée ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.																				
267	Article 57. Elimination des déchets.	Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.																				
268		L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par l'exploitation de l'installation de refroidissement (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.																				
269		Tout brûlage à l'air libre est interdit.																				
Chapitre VIII : Surveillance des émissions																						
Section 1 : Généralités																						
270	Article 58	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 59 à 65. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ».					Un plan de surveillance des émissions sera rédigé. Il prendra en compte les analyses de légionelloses, les analyses d'eau et les prélèvements en fonction du plan sécheresse.															
Section 2 : Emissions dans l'air																						
271	Article 59	Ce point ne comporte pas de dispositions réglementaires.																				
Section 3 : Emissions dans l'eau																						

n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires																																
272	Article 60	<p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée à minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <table><thead><tr><th>BIT JOURNALIER</th><th>MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Température</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>PH</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Phosphore</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés (en AOX)</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Arsenic et composés (en As)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Fer et composés (en Fe)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Cuivre et composés (en Cu)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Nickel et composés (en Ni)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Plomb et composés (en Pb)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Zinc et composés (en Zn)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>THM</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Chlorures</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Bromures</td><td>Trimestrielle</td></tr></tbody></table>	BIT JOURNALIER	MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations)	Température	Annuelle	PH	Annuelle	DCO (sur effluent non décanté)	Trimestrielle	Phosphore	Annuelle	Matières en suspension totales	Annuelle	Composés organiques halogénés (en AOX)	Trimestrielle	Arsenic et composés (en As)	Annuelle	Fer et composés (en Fe)	Annuelle	Cuivre et composés (en Cu)	Annuelle	Nickel et composés (en Ni)	Annuelle	Plomb et composés (en Pb)	Annuelle	Zinc et composés (en Zn)	Annuelle	THM	Trimestrielle	Chlorures	Trimestrielle	Bromures	Trimestrielle	En cas de rejet s'effectuant dans un cours d'eau et de dépassement de l'une des valeurs suivantes : 5 t/j de DCO, 20 kg/j d'hydrocarbures totaux et 10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel et plomb, et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb), description de la surveillance du milieu prévue.	La circulation de l'eau dans le procédé via les TAR est en circuit fermé. Les purges sont collectées vers le réseau des eaux usées et envoyées vers la station d'épuration d'EPEVILLE (pas dans le milieu naturel). Une convention de rejets a été signée.
BIT JOURNALIER	MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations)																																			
Température	Annuelle																																			
PH	Annuelle																																			
DCO (sur effluent non décanté)	Trimestrielle																																			
Phosphore	Annuelle																																			
Matières en suspension totales	Annuelle																																			
Composés organiques halogénés (en AOX)	Trimestrielle																																			
Arsenic et composés (en As)	Annuelle																																			
Fer et composés (en Fe)	Annuelle																																			
Cuivre et composés (en Cu)	Annuelle																																			
Nickel et composés (en Ni)	Annuelle																																			
Plomb et composés (en Pb)	Annuelle																																			
Zinc et composés (en Zn)	Annuelle																																			
THM	Trimestrielle																																			
Chlorures	Trimestrielle																																			
Bromures	Trimestrielle																																			
273																																				
274		En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement. listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point L2-b de l'article 26 du présent arrêté.																																		
275		Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.																																		
276		Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.																																		
277		our les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.																																		
278	Article 61. RSDE	Ce point ne comporte pas de dispositions réglementaires.																																		
Section 4 : Impacts sur l'air																																				
279	Article 62	Ce point ne comporte pas de dispositions réglementaires.																																		
Section 5 : Impacts sur les eaux de surface																																				
280	Article 63	Ce point ne comporte pas de dispositions réglementaires.																																		
Section 6 : Impacts sur les eaux souterraines																																				
281	Article 64	Ce point ne comporte pas de dispositions réglementaires.																																		
282	Article 65	Ce point ne comporte pas de dispositions réglementaires.																																		
Section 7 : Déclaration annuelle des émissions polluantes																																				



n°	Article	Prescriptions relatives à l'enregistrement	Guide de justification de la rubrique	Commentaires
282	Article 66	<p>L'exploitant réalise, sur la base des mesures des polluants réalisées en application de l'article 60 du présent arrêté ou par un bilan matière, une estimation annuelle des flux rejetés de ces différents polluants, qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est en mesure d'expliquer les évolutions éventuelles de cette estimation d'une année sur l'autre.</p> <p>Ces émissions font, le cas échéant, l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>	Aucun élément de justification d'après le guide	L'exploitant procédera aux déclarations annuelles des émissions de polluants, conformément aux dispositions prévues par le présent article

ND 8. Capacités techniques et financières

Numéro	PJ télédéclaration	Intitulé
-	Cf. PJ 47	CIPEI. Capacités techniques et financières

ND 9. Garanties financières

Numéro	PJ télédéclaration	Intitulé
-	Cf. PJ 60	CIPEI. Garanties financières

ND 10. Remise en état le site

Numéro	PJ télédéclaration	Intitulé
10.01		Courrier du 5 Janvier 2024 « Conditions de remise en état du site après exploitation »

Le 5 Janvier 2024

Aluminium France Extrusion-HAM

Edouard Guinotte, Président
38 Route de Chauny
80400 Ham

Aluminium Foundry France

Attn : David Petitjean
38 Route de Chauny
80400 Ham

Conditions de remise en état du site après exploitation

Monsieur,

La société Aluminium Foundry France (AFF) prévoit de construire et d'exploiter une fonderie d'aluminium sur une portion du site, situé 38 route de Chauny à Ham (80400) dont Aluminium France Extrusion (AFE) est propriétaire. En tant que Président d'AFE, et bien que cela puisse paraître prématuré dans la mesure où la fonderie n'est pas encore construite, je vous écris ce courrier pour définir a priori les conditions minimales dans lesquelles le site devra être remis à AFE à la fin de sa période d'exploitation.

D'une manière générale, et sans préjuger d'éventuelles évolutions de la législation, la cessation de l'activité sur le site devra être réalisée selon les modalités des prescriptions administratives et environnementales en vigueur au moment de l'arrêt. En outre, le site devra être rendu dans un état compatible avec un usage industriel non sensible.

Plus précisément, AFF devra s'assurer de respecter inter alia les disposition de l'article R512-39 du code de l'environnement, et notamment la mise en sécurité du site:

- Maintien des utilités (alimentation en eau, gaz et électricité) en état de fonctionner après consignation adéquate des équipements
- Evacuation des déchets résiduels en centres de traitement autorisés
- Dépollution éventuelle des sols
- Nettoyage des séparateurs à hydrocarbures

Ces demandes doivent être considérées comme un strict minimum et sont susceptibles d'évoluer au cours du temps en fonction de la législation en vigueur et du contexte industriel et économique notamment.

Il est bien entendu que les coûts liés à la cessation de l'activité ainsi qu'à la remise en état du site seront intégralement à la charge de la société AFF.

Je me tiens à votre disposition en cas de questions.

Sincères salutations,

Edouard Guinotte

Aluminium France Extrusion, Président

